

CONTRAT DE VILLE

Évolutions
des territoires
du Contrat de
Ville 2015-2020

 GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE



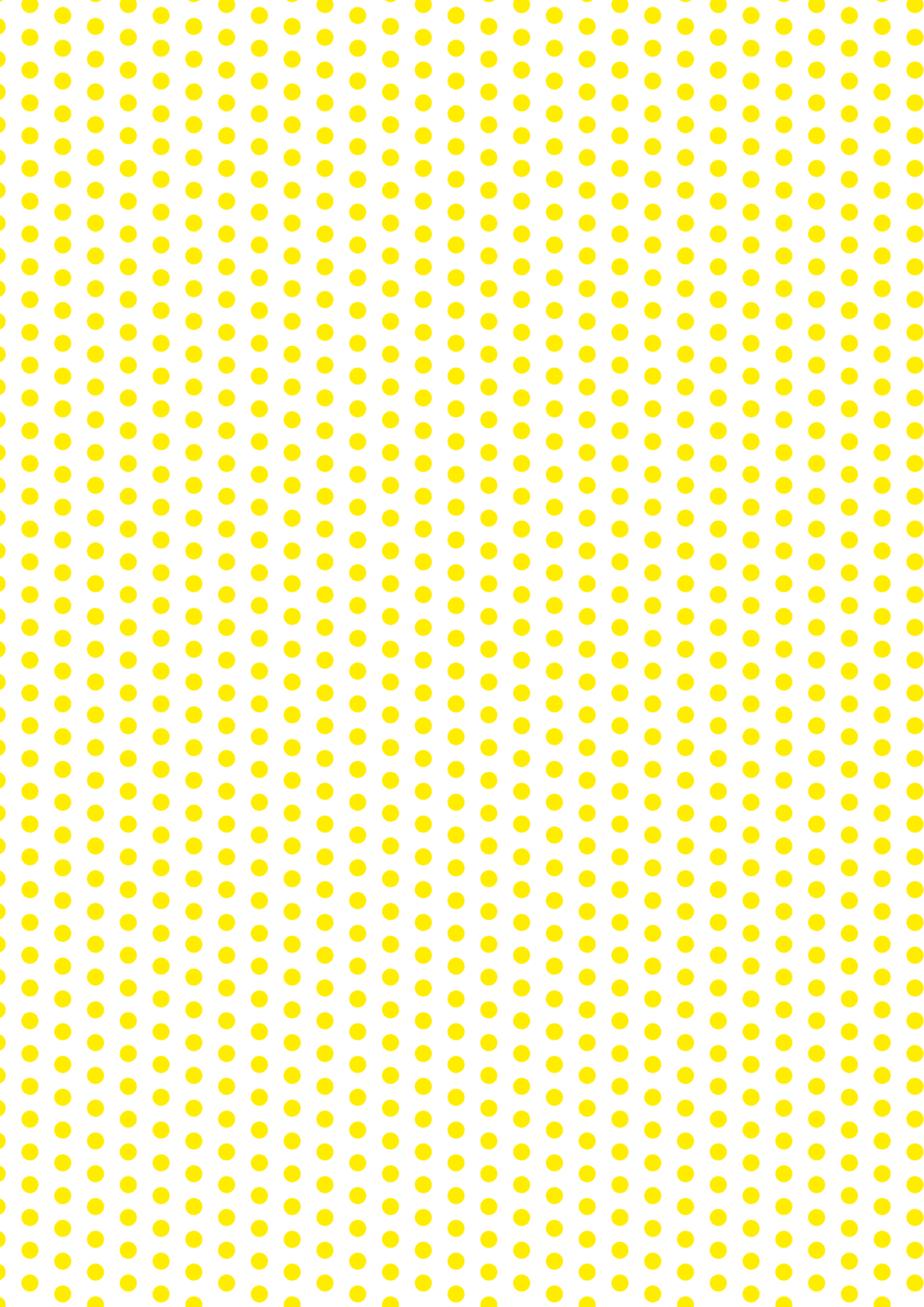


Table des matières

Préambule

Le Contrat de Ville et ses quartiers	5
// LE PROTOCOLE D'ÉVALUATION DU CONTRAT DE VILLE	UNE ÉVALUATION EN CONTINU 5
// ÉVOLUTION DE LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES HABITANTS	DES CONDITIONS DE VIE GLOBALEMENT STABLES 7
// PORTRAIT DES QUARTIERS	UN RESSENTI PLUTÔT FAVORABLE 10

Partie 1

Observations partagées sur les « Axes prioritaires » du Contrat de Ville	13
---	-----------

1.1. ÉGALITÉ CITOYENNETÉ – THÉMATIQUES TRANSVERSES 13

// LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	LE SENTIMENT D'ÊTRE VICTIME DE DISCRIMINATION RESTE MODESTE SUR LA PÉRIODE ET FONCTION DES TERRITOIRES 13
// ÉGALITÉ FEMME/HOMME	UN ENJEU MIEUX PRIS EN COMPTE 15
// PARTICIPATION DES HABITANTS	COMPOSANT MAJEUR DE L'IDENTITÉ DES QUARTIERS, LE LIEN SOCIAL SE TRANSFORME 18
// ACCÈS ET USAGES AU NUMÉRIQUE	UNE THÉMATIQUE DE PLUS EN PLUS PRÉGNANTE 22
// ACCÈS AUX DROITS ET NON RECOURS	LA COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE EST RENFORCÉE PAR LES DIFFICULTÉS SOCIALES ET LINGUISTIQUES 23

1.2. PILIER COHÉSION SOCIALE 24

// SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE	L'IMPORTANCE DU VIEILLISSEMENT 25
// PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET TRANQUILLITÉ PUBLIQUE	L'OMNIPRÉSENCE DU TRAFIC DE STUPÉFIANTS EST UN DÉNOMINATEUR COMMUN AUX QUARTIERS PRIORITAIRES DU TERRITOIRE 26
// SANTÉ	DES HABITANTS À L'ÉTAT DE SANTÉ MOINS FAVORABLE AUQUEL S'AJOUTE UN NON-RECOURS AUX SOINS IMPORTANT AUX ORIGINES MULTIPLES 28
// CULTURE, SPORT ET LOISIRS	DES FREINS À LEVER POUR UN PLUS LARGE ACCÈS 30
// ÉDUCATION ET PARENTALITÉ	LA DIFFICILE RÉDUCTION DES DIFFICULTÉS SCOLAIRES ET ÉDUCATIVES 32

1.3. PILIER RENOUVELLEMENT URBAIN ET CADRE DE VIE 34

// AMBIANCES ET IMAGES DU QUARTIER	DES IMAGES NÉGATIVES QUELQUE PEU DISPROPORTIONNÉES 34
// ESPACE PUBLIC ET AMÉNAGEMENT	LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ ET LES NUISANCES GÉNÉRÉS PAR LES TRAVAUX ONT DES CONSÉQUENCES SUR LES DÉPLACEMENTS ET L'INVESTISSEMENT DE L'ESPACE PUBLIC. 36
// OFFRE EN DISPOSITIFS, ÉQUIPEMENTS ET ACTIONS PUBLIQUES	DES QUARTIERS MOINS DOTÉS ET DES BESOINS TOUJOURS IMPORTANTS 40
// HABITAT	UN PARC DE LOGEMENT COMPOSITE, UNE SATISFACTION DE VIVRE DANS SON LOGEMENT MAIS DES INQUIÉTUDES QUANT À LEUR VIEILLISSEMENT 42

1.4. PILIER DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI 45

// OFFRE EN COMMERCE ET SERVICES DE PROXIMITÉ :	FACE À LA BAISSÉ DE LA DIVERSITÉ DES COMMERCEs, L'OFFRE SE RECOMPOSE, EN PARTIE IMPULSÉE PAR LE RENOUVELLEMENT URBAIN 45
// INSERTION PROFESSIONNELLE ET ACCOMPAGNEMENT À L'EMPLOI :	LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE, L'ÉLOIGNEMENT DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT ET L'INFLUENCE DE L'ÉCONOMIE PARALLÈLE COMPLIQUENT L'EFFICACITÉ DES ACTIONS MENÉES 47
// ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES QUARTIERS PRIORITAIRES :	ENTRE LA FAIBLE ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET L'ÉMERGENCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE 49

Partie 2

Portrait de quartiers

53

- ALPES – MAIL – CACHIN	54
- ALMA – TRÈS-CLOÎTRES – CHENOISE	58
- ESSARTS – SURIEUX	62
- ÎLES-DE-MARS – OLYMPIADES	66
- LA LUIRE – VISCOSE	70
- MISTRAL – LYS ROUGE – CAMINE	74
- RENAUDIE – CHAMPBERTON – LA PLAINE	78
- TEISSEIRE – ABBAYE – JOUHAUX – CHÂTELET	82
- VILLENEUVE – VILLAGE OLYMPIQUE	86
- VILLAGE SUD	90

Partie 3

Tendances et enjeux récents

95

3.1. UNE POPULATION PAUVRE ENCORE PLUS FRAGILE

95

// - CRISE DU COVID-19	95
// - PUBLICS EN CUMUL DE VULNÉRABILITÉ	95
// - INSERTION PROFESSIONNELLE	96

3.2. DES CADRES DE VIE EN TRANSITION

97

// - ATTRACTIVITÉ	97
// - TRANSITION ÉCOLOGIQUE	97

3.3. UNE ACTION SOCIALE À ADAPTER

98

// - UNE OBSERVATION DES BESOINS SOCIAUX À PARTAGER D'AVANTAGE	98
// - RÉUSSITE ÉDUCATIVE	98
// - PRÉVENTION SPÉCIALISÉE	99
// - SPORT ET CULTURE	99
// - DISCRIMINATION ET ÉGALITÉ	100
// - USAGES DU NUMÉRIQUE	101

3.4. TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

102

// - LE CONTEXTE DE TRAFIC DE DROGUES	102
// - SÉCURITÉ	102

« ÉVOLUTIONS DES TERRITOIRES DU CONTRAT DE VILLE 2015-2020 »

Préambule

Le Contrat de Ville et ses quartiers

// LE PROTOCOLE D'ÉVALUATION DU CONTRAT DE VILLE UNE ÉVALUATION EN CONTINU

La loi LAMY (21 février 2014) rend obligatoire l'évaluation du contrat de Ville. Elle précise que les contrats de Ville fixent :

- « Les moyens d'ingénierie pour l'élaboration, la conduite et l'évaluation du contrat de Ville,
- Les indicateurs permettant de mesurer les résultats obtenus. Outre les indicateurs disponibles au niveau national pour chaque quartier prioritaire, les contrats de Ville incluent des indicateurs et éléments d'appréciation qualitative issus de l'observation locale. »¹

L'évaluation annuelle du contrat de Ville par Grenoble-Alpes Métropole² s'inscrit dans un double contexte à la fois institutionnel et politique (Loi Borloo, Loi Organique relative aux Lois de Finance, appréciation in-itinere des effets du contrat de Ville 2015-2020, etc.). L'intérêt d'évaluer annuellement le contrat de Ville est de pouvoir ouvrir les différentes actions à l'observation afin de mesurer la cohérence, l'efficacité et les effets directs de la politique conduite ; il s'agit d'alimenter en continu la réflexion des acteurs et des décideurs sur des besoins de réajustement en termes d'orientations, de cibles, de moyens et de dégager des pistes d'amélioration.

Le processus d'évaluation en continu du contrat de Ville 2015-2020 de la Métropole poursuit plusieurs objectifs :

- Apprécier les effets des actions financées dans le cadre du contrat de Ville sur les personnes ciblées, mais aussi en termes de développement social des territoires.
- Porter une réflexion sur les améliorations possibles du dispositif (l'animation, l'ingénierie et le processus de décision mais aussi des champs d'actions porteurs).
- Nourrir des échanges et capitaliser sur les expériences (actions et modes opératoires) conduites dans les différents volets de la politique de la Ville.
- Associer activement les parties prenantes à la réflexion.

Ce processus se décline en quatre démarches complémentaires d'observation et d'évaluation :

1. Des focus group avec les professionnels

Chaque année depuis 2016, un focus group est mené au sein de chacun des dix quartiers prioritaires et rassemble des professionnels de terrain intervenant sur le périmètre du quartier. Cette méthode d'entretien collectif repose sur la dynamique de groupe dont la composition favorise la diversité des regards portés sur le quartier et sur ses habitants. Les

¹ Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

² « La Métropole » dans le texte

échanges favorisent l'émergence de connaissances, d'opinions et d'expériences autour des thématiques des piliers du Contrat de Ville mais aussi sur l'ambiance, les temps forts et les évolutions du quartier.

2. Une enquête téléphonique auprès des habitants

Le cabinet Harris Interactive a réalisé de 2017 à 2019 une **enquête téléphonique annuelle par questionnaire**, appelée enquête « *Vie quotidienne des habitants* », auprès d'un échantillon représentatif des habitants des dix quartiers prioritaires. Cette étude interroge l'enquêté sur ses motivations et pratiques sociales et spatiales, sa connaissance des dispositifs du territoire, ainsi que sur son ressenti et son rapport au quartier.

3. Un suivi d'indicateurs statistiques

Le suivi permanent du Contrat de Ville intègre une autre vision des quartiers prioritaires à travers le calcul d'une **quinzaine d'indicateurs statistiques** suivis depuis 2006 et choisis pour leur pertinence à décrire l'évolution sociale des territoires. Ces indicateurs complémentaires qualifient la précarité, l'habitat et l'emploi des ménages ainsi que l'offre de services (culture, commerce, santé) du territoire.

4. Des zooms évaluatifs sur des questions spécifiques

- Grenoble-Alpes Métropole réalise ou accompagne la réalisation d'observations ou évaluations thématiques, sur partie ou ensemble des dix quartiers Politiques de la Ville de son territoire. Une partie de ces études interrogent les effets des actions financées dans le cadre de la programmation du contrat de Ville et aident à identifier ce qui peut être amélioré. D'autres, menées en propre ou par un cabinet extérieur, ne penchent pas sur les actions financées.

Le présent rapport « évolutions des territoires du Contrat de Ville 2015-2020 » propose une analyse des quatre sources d'enseignements, depuis 2015, dans l'optique d'une analyse transversale. Il mêle ainsi des résultats issus d'observations qualitatives ou quantitatives.

Le choix d'une évaluation participative et transversale trouve sa justification dans la volonté des pilotes du Contrat de Ville de faire émerger un jugement fondé et partagé sur les sujets évalués.

Ces résultats sont enrichis par les chef-fes de projet communaux « *Politique de la Ville* » ; notamment afin de restituer les analyses au regard des grands projets ou événements du territoire sur la période d'observation. De même l'identification des thématiques émergentes, ou récurrentes, a été rendu possible par la participation des acteurs locaux. Les équipes de développement local ont par exemple détaillé les atouts/faiblesses des différents quartiers.

En outre, ce bilan des éléments observés au travers du Contrat de Ville permet aussi d'identifier les thématiques peu ou pas explorées par le dispositif actuel.

Le rapport se structure en trois parties.

- Les enseignements croisés de l'ensemble des dispositifs d'observation sont restitués au sein des piliers du Contrat de Ville, par thématique. Ils sont précédés d'une courte analyse de l'évolution socioéconomique des habitants des quartiers.
- Une planche synthétique par quartier renseigne sur les caractéristiques du territoire observé. Elle permet également d'apprécier les principaux temps forts sur la période 2015-2020.
- Une synthèse des tendances récentes sur les quartiers prioritaires nourrie par et pour les professionnels met en avant les thématiques émergentes ou récurrentes sur la période d'observation.

// ÉVOLUTION DE LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES HABITANTS DES CONDITIONS DE VIE GLOBALEMENT STABLES

LISTE DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE

Communes	Nombre de quartiers	Nom du QPV	Nombre d'assurés sociaux par quartier
Échirolles	3	Essarts – Surieux	5 193
		Village Sud	1 709
		La Luire – Viscose	2 503
Total			9 405
Fontaine	1	Alpes Mail Cachin	1 751
Grenoble	4	Alma – Très Cloîtres – Chenoise	1 422
		Mistral Lys Rouge Camine	2 222
		Villeneuve – Village Olympique	11 043
		Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet	6 073
Total			20 760
Le Pont-de-Claix	1	Iles de Mars Olympiades	1 826
Saint-Martin-d'Hères	1	Renaudie – Champberton – La Plaine	2 025
Total général	10		35 767

Source : INSEE-Caisse Nationale de l'Assurance-Maladie 2018³

Près de 40 000 habitants résideraient⁴ au sein d'un des dix quartiers « Politique de la Ville », soit un peu moins de 10 % des métropolitains.

Sur la période récente, les quartiers enregistrent une hausse de leur population, à hauteur de 10 %, contre 8 % pour l'ensemble des métropolitains.

Entre un tiers et la moitié des ménages vivent sous le seuil de pauvreté au sein des quartiers Politique de la Ville contre un ménage métropolitain sur sept. Cette proportion est plutôt à la hausse sur la période récente (+5 points), notamment au sein des quartiers La Luire – Viscose et Iles de Mars Olympiades (+ 10 points).

Cependant 6 quartiers sur 10 enregistrent une augmentation du niveau de vie médian des habitants, même si l'augmentation moyenne est très inférieure à celle enregistrée par les quartiers de veille active ou de l'ensemble de la métropole sur la période. Le revenu mensuel médian disponible⁵ d'un habitant vivant en quartier Politique de la Ville reste faible avec 1 116 € en 2018, contre 1 522 € et 1 814 € respectifs pour les habitants des quartiers de veille active et de la Métropole.

L'appréciation par la statistique publique de l'évolution des situations socioéconomiques dévoile une légère tendance à l'amélioration. Une tendance particulièrement observée pour les quartiers Essarts – Surieux et Village Sud, qui présentent toutefois, en 2014 comme en 2018, les situations les moins favorables de la géographie prioritaire métropolitaine.

³ Les assurés sociaux représentent 80% de la population totale (manquent ou sont moins pris en compte les agriculteurs, les étudiants et ceux relevant des régimes indépendants : artisans et commerçants, professions libérales...).

⁴ Estimation faite à partir des données disponibles (Recensement de Population et Assurés Sociaux de 2015 à l'IRIS et nombre de pièces des logements occupés par les assurés sociaux).

⁵ Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

6 Les six derniers quartiers ont ainsi connu une dégradation de la situation socio-économique de leurs habitants, alors que les trois premiers – plutôt en bonne santé sociale en 2014 – ont connu de fortes améliorations.

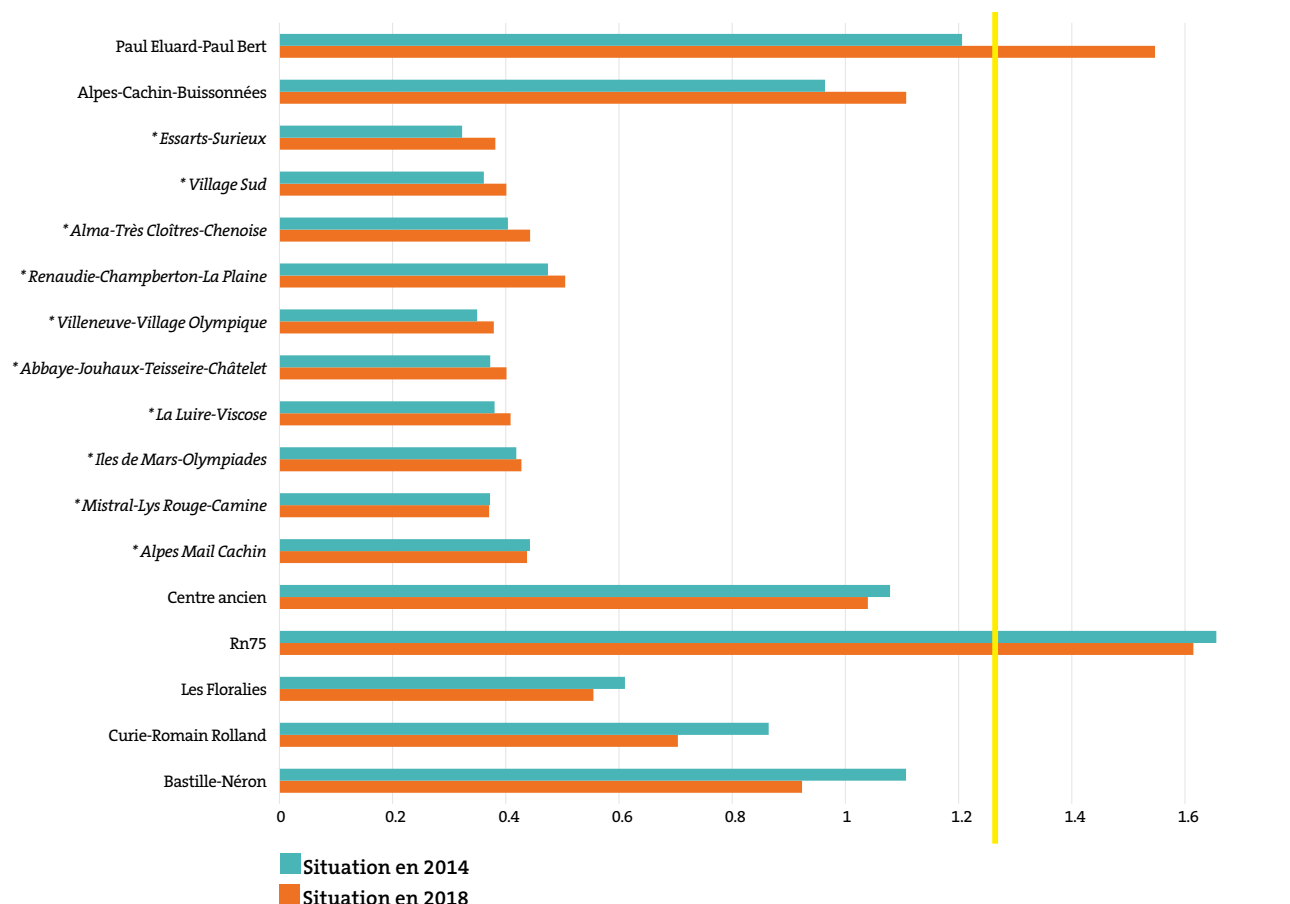
Le graphique ci-dessous restitue les évolutions sur la période récente d'un indicateur synthétique de la situation socio-économique des habitants. Les quartiers présentés sont ordonnés selon l'évolution entre 2014 et 2018.⁶

Les 10 quartiers Politique de la Ville (QPV), marqués d'une étoile, sont caractérisés par des situations moins favorables que celles de l'ensemble métropolitain (barre jaune) et des quartiers de Veille active (QVA).

Certains QVA voient la santé sociale de leurs habitants s'améliorer (Paul Eluard–Paul Bert, Alpes–Cachin–Buissonnées), tandis que d'autres QVA observent une dégradation de la situation socio-économique de leurs habitants, y compris ceux ayant bénéficié d'opérations de renouvellement urbain (Bastille–Néron, Curie-Romain Rolland).

On observe une amélioration globale de la situation socio-économique des habitants des quartiers Politique de la Ville, à l'exception de ceux vivant à Mistral Lys Rouge Camine et Alpes Mail Cachin, pour qui elle n'a pas évolué.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES HABITANTS DES QUARTIERS DU CONTRAT DE VILLE



Lecture : la barre jaune positionne la situation métropolitaine : une valeur inférieure à 1 reflète donc une situation moins favorable, et inversement. Le classement des quartiers est fonction de l'évolution de la situation entre 2014 et 2018, de la plus positive à la plus négative (Bastille-Néron)

La hausse de l'effectif de la population et des résidences principales enregistrée dans les quartiers Politique de la Ville s'accompagne d'une baisse des logements sociaux, d'environ 300 de moins. Cette baisse intègre les 500 logements sociaux en moins dans l'ensemble des quartiers, mais aussi le gain de 219 logements sociaux lié à leur transformation en logements privés à Champberton. Dans plusieurs quartiers, le poids du logement social dans l'ensemble du parc a baissé, notamment à Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet (de 77 à 68%) et à Alpes Mail Cachin (de 64 à 57%). L'effectif de logements sociaux à bas loyers a baissé un peu plus rapidement que celui de l'ensemble des logements sociaux. Enfin, l'effectif de copropriétés présentant des signes de fragilité⁷ est en hausse depuis 2014 dans la majorité des quartiers Politique de la Ville. Cette tendance est à l'image de la situation métropolitaine mais à contre-courant des évolutions plus favorables que connaissent les quartiers de Veille active d'une part, de Villeneuve – Village Olympique et des Iles de Mars Olympiades d'autre part.

⁷ Les copropriétés en difficulté se caractérisent par un ensemble de dysfonctionnements. Ceux-ci sont relatifs à la gouvernance, la situation financière, l'état du bâti, la solvabilité des propriétaires et la situation sociale des occupants. À cela, s'ajoutent les facteurs extérieurs (environnement, marché immobilier, contexte urbain) qui peuvent impacter la copropriété. (Source : Anah)

Le recueil de la parole des professionnels du territoire va dans le sens des enseignements statistiques : dans la plupart des quartiers les professionnels estiment comme importantes les difficultés socio-économiques des habitants, mais n'expriment pas une tendance générale d'aggravation des conditions de vie sur la période d'observation. Les quartiers pour lesquels les professionnels décrivent une pauvreté importante des habitants sur l'ensemble de la période sont Villeneuve – Village Olympique, Alma – Très Cloîtres – Chenoise (pauvreté qui contraste avec le Centre-Ville de Grenoble), Iles de Mars Olympiades et Essarts – Surieux, seul quartier pour lequel les professionnels s'accordent sur une paupérisation des habitants.

L'enquête « *Vie quotidienne des habitants* », conduite annuellement par questionnaire, appréhende également les difficultés des habitants : en moyenne un habitant sur trois déclare ne jamais mettre d'argent de côté ni parvenir à faire face aux imprévus, et seul un sur six déclare y arriver sans difficulté.

De même, si à l'instar de l'ensemble des métropolitains le loyer pèse beaucoup sur le budget mensuel des habitants des quartiers Politique de la Ville, ces derniers ont également classé les dépenses énergétiques, d'alimentation, de loisirs et de santé comme d'importants postes budgétaires. Ces dépenses moins contraintes et plus arbitrables d'un mois sur l'autre, sont autant de risques de privation et de renoncement en cas d'arbitrage financier.

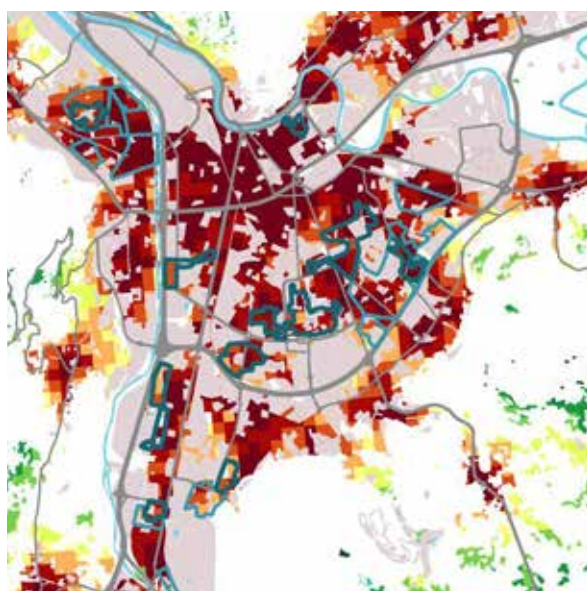
// PORTRAIT DES QUARTIERS

DES FAIBLESSES MAIS AUSSI DE VRAIS POINTS FORTS

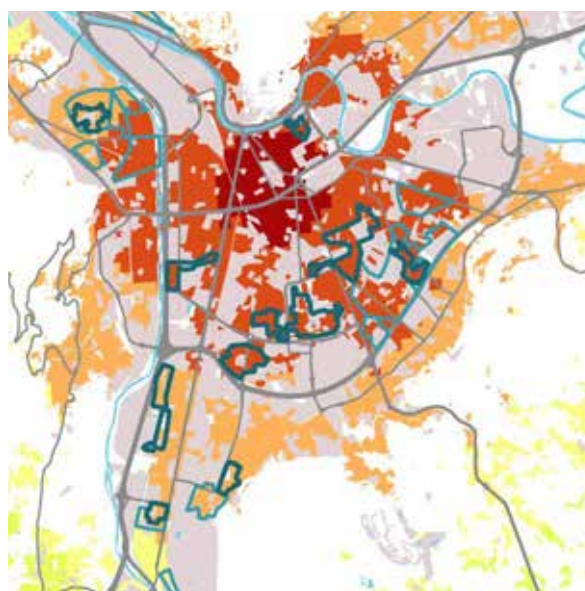
8 Rassemble l'offre commerciale de pain, des viandes/poissons, des fruits et légumes, le journal. L'indice inclut les épiceries, marchés et hypermarchés.

Du fait de leur situation géographique très urbaine et relativement connectée au centre-ville, les quartiers de la politique de la ville de l'agglomération affichent des indices de proximité aux commerces du quotidien⁸ plus favorables que les moyennes métropolitaines. L'indice d'accès aux praticiens dentistes témoigne uniquement de la proximité, et non de la couverture de la population par l'offre effective et ne permet pas de distinction des praticiens médicaux.

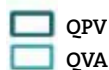
INDICE D'ACCÈS AUX COMMERCES DE PROXIMITÉ



INDICE D'ACCÈS AUX PRATICIENS DENTISTES



LÉGENDE



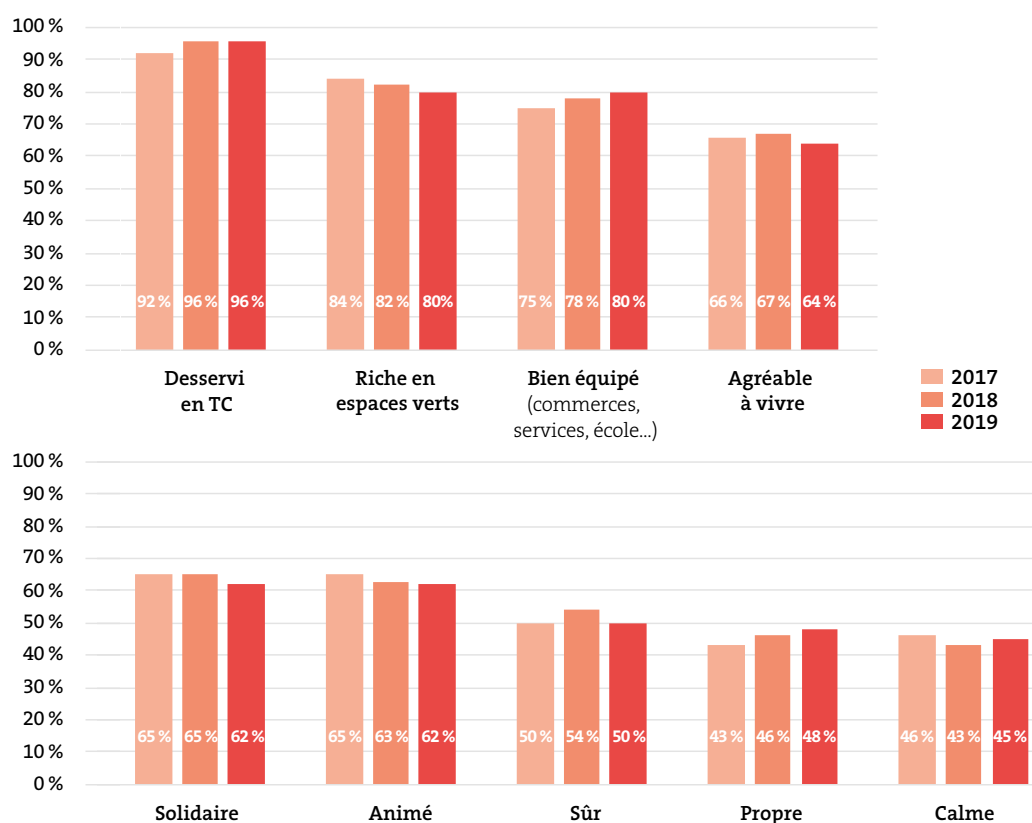
Accès



Par ailleurs, l'indice de végétation du territoire, soit le poids en surface des espaces verts sur l'ensemble du quartier, est relativement proche de celui de la métropole, qui inclue pourtant les territoires péri-urbains, par définition assez verts. On peut formuler l'hypothèse que les quartiers sont en moyenne davantage végétalisés que les autres quartiers de l'agglomération, à l'exception des communes péri-urbaines.

Issu de l'enquête Vie quotidienne des habitants, ce graphique traduit un ressenti plutôt positif des habitants sur leur cadre de vie. Ainsi, les points forts des territoires décrits à travers les statistiques se confirment dans la parole habitante.

LES HABITANTS CONSIDÈRENT QUE LEUR QUARTIER EST...



Lecture : En 2019, 96% des répondants considèrent leur quartier de résidence comme bien desservi en transport en commun

Le ressenti des habitants est similaire sur l'ensemble de la période d'étude. La richesse des espaces verts, l'équipement en commerces et services ainsi que l'accessibilité en transports en commun sont des éléments très mentionnés, tandis que la propreté, le calme et la sûreté des quartiers le sont peu.

À l'inverse, le regard que portent les habitants sur la solidarité, la sécurité et le calme du territoire est moins positif au fil des années. De même si les quartiers sont estimés plutôt agréables à vivre et animés, ce point de vue s'affaïsse légèrement au cours de la période.

Partie 1

Observations partagées sur les « Axes prioritaires » du Contrat de Ville

1.1. ÉGALITÉ CITOYENNETÉ – THÉMATIQUES TRANSVERSES

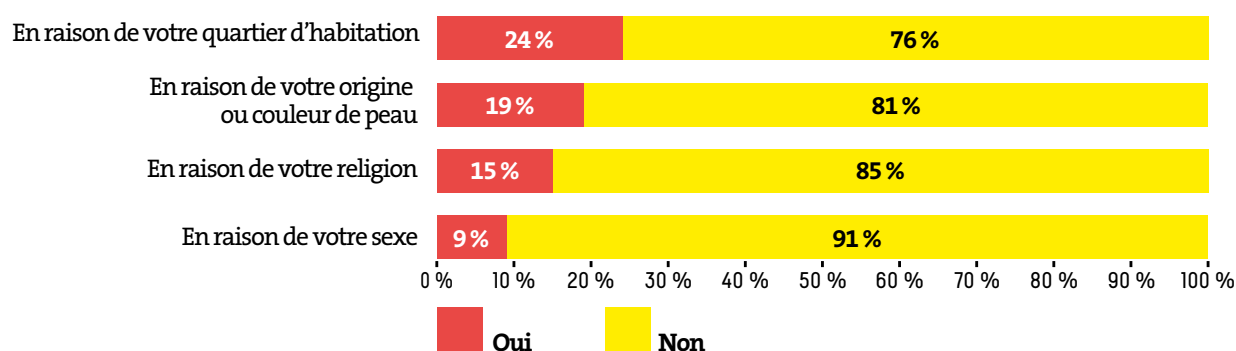
// LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'EXPRESSION DU SENTIMENT D'ÊTRE VICTIME DE DISCRIMINATION RESTE FAIBLE SUR LA PÉRIODE ET FONCTION DES TERRITOIRES

La lutte contre les discriminations n'a pas été abordée par les professionnels sur l'ensemble de la période des focus-group (2016-2019), ni pour tous les quartiers prioritaires (ex : Lauire – Viscose, Iles de Mars Olympiades). L'enquête « *vie quotidienne* » conduite auprès des habitants indique en 2019 que la discrimination ressentie la plus fréquente – un habitant sur quatre – est liée au quartier d'habitation. Cette évaluation du ressenti ne signifie pas une absence des discriminations subies par les habitants. Ces dernières restent difficiles à estimer. Cela s'explique notamment par le fait que les habitants ne les expriment pas ou n'en n'ont pas toujours conscience.

En 2019, une minorité d'habitants répond s'être déjà sentie victime de discrimination.

VOUS PERSONNELLEMENT, VOUS ÊTES-VOUS DÉJÀ SENTI VICTIME DE DISCRIMINATION ?



D'après les professionnels, les habitants ressentent surtout des discriminations dans l'accès à l'emploi et en raison du quartier d'origine.

La variation du ressenti est forte selon les quartiers : un tiers des répondants qui vivent dans le quartier Villeneuve – Village Olympique déclarent avoir subi une discrimination en raison du quartier d'habitation, contre un répondant de Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet sur six. Les habitants des quartiers Villeneuve – Village Olympique, Village Sud et Mistral Lys Rouge Camine déclarent par ailleurs un taux de discrimination vécue et liée au quartier d'habitation plus élevé que la moyenne.

Ce constat rejoint celui que portent les professionnels sur les habitants de ces trois quartiers. Ils décrivent une **forte stigmatisation des habitants liée à leur quartier d'origine**, avec par exemple « *l'étiquette Mistral* ». Pour ces raisons, et parce qu'en tant que professionnel on peut produire ou coproduire des discriminations de façon inconsciente, une partie des professionnels qui ont participé aux focus group aimerait bénéficier de formations afin de travailler sur leurs pratiques et limiter au maximum les discriminations.

9 Focus group des professionnels du quartier Villeneuve - Village Olympique, 2018

« Il y a beaucoup de discriminations, soit coproduites par les professionnels, soit vécues par les habitants. »⁹.

Par ailleurs, si en moyenne 15 % des habitants considèrent avoir déjà été victimes de discrimination pour des raisons religieuses, cette proportion monte à 25 % parmi les habitants de Villeneuve – Village Olympique et ceux de Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet.

Enfin **une forme de discrimination interne au quartier envers certaines populations nouvellement arrivées** est régulièrement mentionnée par les professionnels. (ex : Iles de Mars Olympiades).



// ÉGALITÉ FEMME/HOMME

UN ENJEU MIEUX PRIS EN COMPTE

L'évolution de cet enjeu sociétal est mitigée en géographie prioritaire. D'une part sa prise en compte croissante dans les pratiques professionnelles favorise la mixité des publics et la sensibilisation aux inégalités de genre, d'autre part une trop faible diversité de l'offre socio-culturelle dans les quartiers, associée à des socialisations très différenciées entre garçons et filles, tiédissent la réduction des inégalités inter-genres et ralentissent l'augmentation de la mixité.

Sur la période d'observation, la majorité des professionnels décrivent **l'existence d'espaces peu voire non-mixtes**. Ce constat s'applique à l'ensemble de la population, des plus jeunes aux plus âgés, sur tous les quartiers prioritaires. Si cette observation est parfois expliquée par la démographie du territoire (Alma – Très Cloîtres – Chenoise avec une population majoritairement âgée), elle reste souvent liée à des stratégies différenciées de pratiques spatiales entre femmes et hommes. Les professionnels mentionnent ainsi des attitudes d'évitement de certains lieux par les jeunes filles qui perdurent, en particulier à partir de l'adolescence, favorisant la « sortie » en dehors du quartier, au profit du centre-ville notamment.

Si l'espace public reste divisé entre les garçons et les filles, ces dernières l'occupent **toujours de manière croissante**. Elles fréquentent par exemple des équipements similaires à des horaires différents, ou bien des équipements distincts. Les femmes sont par ailleurs plus présentes que les hommes dans les instances associatives ou institutionnelles. Ainsi depuis quelques années la tendance est en faveur de la mixité d'occupation de l'espace public, en grande partie impulsée par les associations et les institutions. Cette tendance est appréciée par les professionnels du Village Sud, de Mistral Lys Rouge Camine ou encore de Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet. Des associations comme Vie et Partage (Village Sud) ou des équipements comme Le Plateau (Mistral), œuvrent au quotidien pour favoriser la participation des filles et des jeunes femmes aux activités socioculturelles et sportives mais aussi leur implication dans l'espace public. Les institutions multiplient les sensibilisations : le travail à l'école sur le regard porté sur les femmes lancé en 2018 dans le quartier Iles de Mars Olympiades en est un exemple.

Ces éléments rejoignent les conclusions de l'étude conduite par le CCAS de la Ville de Grenoble¹⁰, qui mentionnent **la progressive mixité de genre de la fréquentation des espaces publics**.

«Les professionnels reconnaissent une dynamique en faveur de la mixité, mais restent préoccupés par la non mixité de genre dans la fréquentation des structures dédiées aux activités de temps libre ou de l'espace public»¹¹.

Maison de l'Égalité Femme-Homme, Essarts - Surieux

¹⁰ Étude de la fréquentation de l'offre socioculturelle et de l'espace public de la part des jeunes publics féminins du secteur 3, Fréquentation offre socioculturelle espace public jeunes filles secteur 3, septembre 2016

¹¹ Voir ci-dessus

12 Évaluation continue du Contrat de Ville - Accès des jeunes filles aux pratiques sportives, Novembre 2018

L'étude souligne que les principaux freins à cette mixité restent invariants : des facteurs familiaux, culturels et personnels n'encouragent pas voire limitent la présence des filles dans l'espace public. Les professionnels rencontrés parlent d'un phénomène de contrôle social de la population et confirment des stratégies d'évitement par les jeunes filles, liées d'après eux à un sentiment d'insécurité plus fort que celui des garçons.

En écho à ce constat, parmi les recommandations d'une étude¹² conduite par la Métropole figure : « *l'accompagnement des acteurs à l'appropriation des espaces extérieurs à visée sportive par les filles* ». L'étude révèle que sans présence d'animateurs jeunesse ou de pédagogie, les filles fréquentent moins les équipements en extérieur comme les city-stades, les skate-parks ou les playgrounds de basketball. Elle précise néanmoins qu'une fois la dynamique lancée et l'espace approprié en autonomie, elles se rendent davantage visible dans l'espace public, notamment dans un cadre sportif.

Les observations des professionnels (en particulier d'Essarts – Surieux, La Luire – Viscose ou Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet) rejoignent celles des études autour de la présence des filles dans l'espace public et de l'activité sportive.

Ces derniers relèvent le manque de diversité de l'offre sportive, avant tout destinée aux garçons. L'investissement des équipements publics est facilité pour les filles lorsqu'elles sont accompagnées et/ou en groupes.

**Terrain de sport,
les Îles-de-Mars, 2019**

« *Les moments où on peut voir des filles dans le city-stade, c'est quand l'activité est organisée par des MJC ou par des clubs* ». (Le Plateau, Mistral).



Une évaluation conduite en 2018 par la Métropole indique que « 39% des femmes détiennent une licence sportive dans la métropole contre 28 % pour celles vivant en QPV »¹³. Elle souligne également « que la tranche d'âge des 10/14 ans est la plus licenciée / plus impliquée en compétition, mais qu'un décrochage s'observe chez les filles qui vivent en géographie prioritaire à partir de 12/13 ans ».

13 «Accès des jeunes filles aux pratiques sportives, Novembre 2018»

Pour pallier ces réalités des solutions se développent, comme la non-mixité, estimée parfois « nécessaire pour faciliter la pratique » par certaines associations. Ex : L'ESSM Kodokan Dauphiné (Judo) ouvre en 2017 un entraînement en non-mixité afin que les filles puissent occuper un espace souvent masculin. Concernant les sports collectifs (football, futsal), l'expérience des clubs de proximité souligne le facteur-clef du lien de confiance avec les encadrant-e-s.

FOCUS SUR LA DISCRIMINATION VÉCUE SELON LE GENRE (ENQUÊTE VIE QUOTIDIENNE DES HABITANTS)

13 % des habitantes déclarent avoir déjà été victime d'une discrimination liée au genre contre 5 % des habitants. Cette proportion varie peu selon les quartiers mais est à nuancer fortement d'après les professionnels : l'intériorisation des discriminations de genre notamment pour les femmes sous-estime le phénomène réel par une moins forte déclaration.

D'autres tendances émergent des démarches d'observation sur la période, comme par exemple :

- Une plus forte implication des pères dans les activités, au-delà des démarches d'accès aux droits, soulignée par les professionnels sur la période récente.
- Une asymétrie genrée de la réussite scolaire « les différences genrées sur la réussite scolaire sont accentuées au sein des collèges situés en géographie prioritaire : les collégiennes obtiennent de meilleures notes aux épreuves du brevet (8.9/20 en moyenne contre 8.2 pour les collégiens) et le taux de passage en 2^{nde} est aussi légèrement supérieur pour les collégiennes (80 % contre 77 %). »¹⁴
- L'analyse de l'écart entre le taux de passage en seconde et les notes aux épreuves témoigne d'une autre inégalité de genre, en défaveur des filles, puisque les notes obtenues par les filles, en moyenne meilleures, semblent compromettre davantage les passages en seconde des filles en difficulté scolaire, que ceux des garçons, à difficultés égales.

14 «Les collégiens de la Métropole Grenobloise, premiers éléments d'analyse sur le respect de la carte scolaire, l'évitement et la réussite, Juin 2018»



// PARTICIPATION DES HABITANTS

COMPOSANT MAJEUR DE L'IDENTITÉ DES QUARTIERS, LE LIEN SOCIAL SE TRANSFORME

« *Beaumarchais Plage* »,
Essarts - Surieux, 2019

La forte solidarité des habitants s'accompagne d'une tendance au lien social plus fragmenté sur la période d'observation

L'importance du lien social comme caractéristique de l'identité des territoires a été mentionnée par les professionnels de la quasi-totalité des quartiers. La solidité de ce lien et les dynamiques positives qu'il entraîne ont notamment été appuyées pour les quartiers de Mistral Lys Rouge-Camine et Village Sud, sur l'ensemble de la période. Une solidarité forte malgré les difficultés du quotidien est fréquemment mentionnée, **qui prend notamment la forme de réseaux d'entraide informels** : garde d'enfants, coup de pouce financier, aide aux déplacements des aînés... L'enquête conduite auprès des habitants depuis 2017 indique que 80 % des répondants se disent satisfaits de leur vie sociale (relations avec le voisinage, associations de quartier...). Cette proportion ne présente pas de variation selon l'âge, l'ancienneté d'emménagement, le statut d'activité ou encore le sexe de l'enquêté.

Globalement, les professionnels des territoires décrivent deux transformations sur la plupart des quartiers.

La première est l'appréciation d'un **lien social de proximité**. D'abord par le renforcement des solidarités intergénérationnelles au sein de la famille ou des communautés ; ensuite par l'importance des solidarités à l'échelle de micro-quartiers ou des montées d'immeubles au travers des collectifs d'habitants dont le rôle dépasse aujourd'hui la traditionnelle question du logement pour aborder des enjeux de convivialité et d'accompagnement dans les difficultés du quotidien. Enfin, on observe une solidarité entre pairs avec l'exemple des parents d'élèves qui s'organisent pour favoriser la scolarité des enfants malgré des difficultés sociales ou professionnelles. La présence d'enfants non accompagnés d'adultes, dans les espaces publics, traduit en partie une relation de confiance des parents dans les formes de contrôle et de solidarité qui s'exercent à l'échelle du voisinage : on parle des « *yeux de la rue* »¹⁵.

La seconde observation est la mention d'un **aspect « village » en perdition** pour plusieurs quartiers, parfois expliqué par les récentes opérations de renouvellement urbain qui ont entraîné l'arrivée de nouvelles populations, moins intégrées, et le départ d'anciennes, parties prenantes du tissu social du quartier. Cette mixité sociale interrogée s'observe notamment dans l'espace public « *des habitants qui se croisent, mais ne se rencontrent pas* »¹⁶ ou dans la perte de vitesse de certaines associations.

« *Les habitants ont développé depuis quelques années un certain repli sur soi. Progressivement, l'aspect « village » présent avant disparaît.* »¹⁷

¹⁵ Contrat de ville, séminaire d'acteurs
« les parents, leurs enfants et l'espace public »,
juin 2019

¹⁶ Focus group des professionnels
du quartier Alma – Très Cloîtres –
Chenoise, 2016

¹⁷ Focus group des professionnels
du quartier Villeneuve – Village
Olympique, 2018

FOCUS SUR LE QUARTIER VILLENEUVE – VILLAGE OLYMPIQUE

Au fil du temps, les professionnels identifient le repli sur soi d'une partie de la population, moins intégrée à la vie du quartier, moins participante et plus éloignée des processus de solidarité des quartiers. Entre 2016 et 2019, les professionnels relèvent moins la particularité des habitants de la Villeneuve à exprimer une forte appartenance au quartier.

Cette double observation amène les professionnels à s'inquiéter d'un potentiel délitement des liens socio-spatiaux des séniors du territoire. La population vieillissante pourrait ainsi être de moins en moins intégrée aux espaces de solidarité informelle du quartier. Une étude¹⁸ spécifique conduite par la Métropole en 2019 renforce ce constat en appréciant les spécificités des besoins des aînés vivants au sein d'un quartier prioritaire, et les difficultés pour les pouvoirs publics d'y répondre. Si, exceptées quelques spécificités, les problématiques de ces séniors sont similaires à celles de la population âgée en général, elles sont toutefois renforcées par la vulnérabilité économique et sociale des publics vivant en géographie prioritaire. À travers l'étude, la question de l'isolement est particulièrement mise en lumière, ainsi que les difficultés rencontrées par l'action publique pour y pallier.

18 «Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politique de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole, Juillet 2019»

Une augmentation des évènements festifs répondant à la demande des habitants

Vecteurs de lien social, d'animation et de bien-être, les évènements festifs « au pied d'immeuble » sont issus d'initiatives multiples par les associations, les institutions et les collectifs plus informels d'habitants.

Un constat quasi unanime s'est affirmé au fil des rencontres avec les professionnels : le nombre d'évènements festifs augmente et attire de plus en plus d'habitants (Essarts – Surieux, Villeneuve – Village Olympique, Iles de Mars Olympiades, La Luire – Viscose, Mistral Lys Rouge Camine et Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet).

« Les habitants sont présents en nombre aux animations du quartier qui sont de plus en plus ouvertes vers l'extérieur »¹⁹.

19 Focus group des professionnels du quartier Villeneuve – Village Olympique, 2019



Auriane POULLET © Ville de Grenoble 2018

"Urban expo", l'Arlequin, 2019

L'attractivité des événements en faveur de l'accueil de populations extérieures au quartier est variable, mais jugée globalement efficace. En revanche les professionnels insistent sur la difficile implication de certains publics, que l'on ne voit pas lors de ces événements. Les publics jeunes et les plus précaires en particulier. Les professionnels encouragent à repenser les formes de communication dans l'optique de mieux approcher ces populations.

Enfin malgré une augmentation du nombre d'événements festifs, les habitants seraient toujours plus demandeurs de ces temps conviviaux.

Une moindre participation des habitants ?

L'enquête « *Vie Quotidienne des Habitants* » apprécie la participation des habitants autour de la question « *avez-vous participé au cours des 12 derniers mois à une action collective pour résoudre un problème à l'échelle de votre quartier ou de la métropole ?* ». La proportion de réponse positive accuse une diminution entre 2017 et 2019, passant de 27 % des habitants, à 23 %, puis 20 %. Cette baisse est plus importante au sein des quartiers grenoblois, en particulier à Villeneuve – Village Olympique, rejoignant le constat précédent.

Les professionnels constatent pourtant une augmentation de la volonté de participer des habitants, volonté qu'il n'est pas facile de concrétiser d'après eux pour plusieurs raisons :

- La précarité d'une partie des habitants bouleverse l'ordre de priorité et fragilise leur implication (Mistral Lys Rouge Camine, Villeneuve – Village Olympique).
- Les instances ordinaires/classiques restent encore symboliquement difficiles à investir pour les habitants qui ne se sentent pas toujours légitimes.
- La communication et la visibilité des espaces de participation à la vie associative, citoyenne ou du quartier reste encore à amplifier, notamment auprès des publics les moins disponibles.

20 Focus group des professionnels
du quartier Teisseire Abbaye Jouhaux
Châtelet, 2018

« *Si les temps festifs font des émules, les habitants se mobilisent peu sur la concertation citoyenne dès lors que les sujets n'ont pas d'intérêt pour eux* »²⁰.

Pour autant la mobilisation des habitants en dehors des espaces pensés reste forte et le tissu associatif dense. Un tissu en cours de renouvellement dans certains quartiers (Village Sud) pour donner suite à l'accueil de nouvelles populations une fois le quartier rénové.

Si les instances ordinaires/classiques restent encore symboliquement difficiles à investir pour les habitants, leur inclusion aux démarches de sensibilisation et d'éducation semble déclencher de vrais atouts, comme en témoigne la MJC Robert Desnos lors de la mise en place d'ateliers-débat pour la prévention de la violence en milieu scolaire :

21 «Prévention de la violence en milieu
scolaire, Novembre 2016»

« *Les Ateliers-débats du Lycée Marie Curie pour la prévention de la violence en milieu scolaire indiquent que tous les sujets d'actualité remontent. La position ou l'impact est différent quand l'intervention est faite par un jeune plutôt que par d'autres adultes.* »²¹.

Afin de stimuler et répondre à la demande de participation des habitants, les professionnels formulent trois propositions :

- Repenser la composition des conseils citoyens qui est considérée comme peu représentative des habitants du quartier.
- Mieux adapter les espaces de participation à ceux des habitants : l'aller-vers, le pied d'immeuble.
- Prendre davantage en compte l'importante mobilisation des habitants dans les espaces en renouvellement urbain, afin de favoriser le faire avec.

Ces propositions et l'expérimentation de la MJC Desnos rejoignent deux recommandations de l'Évaluation d'impacts sur la santé menée sur les quartiers des Villeneuves : « Mettre en place des méthodes innovantes de concertation publique pour impliquer davantage tous les usagers / Associer les habitants aux réflexions sur l'aménagement des espaces publics »²².

22 «Évaluation d'impact sur la Santé - les Villeneuves Grenoble & Échirolles, 2019»

FOCUS SUR **LES CONSEILS CITOYENS**²³

En 2018 la Métropole a réalisé une enquête auprès des membres des Conseils citoyens.

65 % se disent satisfaits du Conseil citoyen, avec une satisfaction plus élevée des répondants qui siègent depuis près de 2 ans, au contraire des citoyens récemment investis. Les répondants ont exprimé le souhait que leurs avis et constatations soient mieux pris en compte dans la conduite des politiques publiques. Ils souhaitent également renforcer l'interconnaissance entre membres (ex : seul un membre sur deux a déjà rencontré un porteur de projet, dont une proportion très faible au sein des Conseils Citoyens de Grenoble).

« Au début il y avait beaucoup de personnes, maintenant on n'est pas plus de cinq. À la première réunion tout le monde y a cru, habitants et membres du conseil. Puis dans les réunions suivantes de moins en moins car tout a été vidé du contenu de la première réunion. On n'avait l'impression que les élus et les techniciens avait déjà tout prévu et que nous ont servait à rien », membre du Conseil citoyen Essarts – Surieux

« Notre Conseil citoyen a eu un excellent démarrage par rapport à d'autres, il s'est très bien organisé pour avoir un local, un minimum de matériels mobiliers pour fonctionner correctement grâce aux subventions de l'état mais au fur et à mesure des événements, depuis 2015, l'ambition des membres du Conseil s'est réduite considérablement face au rapport « Poids des difficultés quotidiennes/Moyens d'actions » », membre du Conseil citoyen Renaudie – Champberton – La Plaine.

23 « La création des conseils citoyens, composés à parité d'habitants et d'acteurs locaux, doit favoriser l'expression de la parole des habitants des quartiers, notamment ceux qui sont éloignés des processus traditionnels de participation, ainsi que la prise en compte de leur expertise d'usage dans le cadre de la politique de la ville », conseilscitoyens.fr

// ACCÈS ET USAGES AU NUMÉRIQUE UNE THÉMATIQUE DE PLUS EN PLUS PRÉGNANTE



Atelier numérique
à Emmaüs Connect

24 «Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politiques de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole, Juillet 2019»

Au fil du temps les problématiques du numérique ainsi que les opportunités qu'il représente sont de plus en plus évoquées au sein des focus group (Essarts – Surieux, Village Sud et Iles de Mars Olympiades en particulier). Les professionnels constatent unanimement que **l'exclusion numérique concerne l'ensemble de leurs publics**. Ces derniers sont en demande d'accompagnement pour leurs démarches administratives et accéder à leurs droits, de plus en plus dématérialisés. Ce besoin requiert un temps parfois considérable aux acteurs sociaux et les réponses apportées s'organisent à travers un réseau d'équipements publics qui s'adapte progressivement pour proposer, notamment, de la médiation numérique.

Par exemple, face à l'illectronisme, l'espace Prévert s'est structuré durant ces trois dernières années. Proposant dans un premier temps un accès au matériel. La MDH a fait évoluer son offre pour également inclure un accompagnement et des temps de formation dédiés au numérique, notamment pour faciliter l'accès au droit. Parmi les difficultés de cet accompagnement, les professionnels évoquent des problématiques de confidentialité (exemple : identifiants des boîtes mails, données personnelles pour remplir un dossier administratif) et de spécificité du métier de médiateur numérique.

Parmi les publics numériquement moins inclus, les besoins des seniors vivant en quartiers politiques de la ville ont été particulièrement montrés au sein d'une étude menée par la Métropole en 2019 : « *L'accès au numérique, à la culture et à la vie associative/citoyenne sont autant de problématiques des seniors, en particulier vivant dans un quartier en politique de la ville* »²⁴.

L'étude souligne l'impact d'autant plus important de l'augmentation du nombre de démarches dématérialisées pour « *une population âgée en quartier en politique de la ville qui ne dispose pas nécessairement du matériel requis (manque de moyens financiers ou de culture informatique)* ».

Parmi les pistes d'action, elle recommande notamment :

- La création de poste de médiateur numérique afin d'accompagner les aînés dans leurs démarches ;
- La formation des associations pour intervenir au domicile des personnes.

FOCUS SUR LES JEUNES

Les jeunes, notamment peu diplômés, constituent également un public éloigné de certaines compétences numériques (administratives, mail et démarches professionnelles, navigation et recherche...). Les professionnels considèrent ce public comme difficile à atteindre en raison de l'expertise développée dans l'utilisation des applications mobiles par exemple, générant une tendance à moins se sentir concernés par les formations au numérique.

L'étude des besoins des seniors et les prises de paroles des professionnels saluent la présence d'écrivains publics dans les Maisons des habitants grenobloises, considérée comme une offre à maintenir et à renforcer.

// ACCÈS AUX DROITS ET NON RECOURS

LA COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE EST RENFORCÉE PAR LES DIFFICULTÉS SOCIALES ET LINGUISTIQUES

La barrière de la langue, la précarité sociale et numérique apparaissent comme les trois premiers freins au recours au droit des métropolitains vivant dans un quartier en politique de la ville.

En raison d'une trop grande complexité administrative, les professionnels s'interrogent sur l'accès des personnes à l'information et sur la lisibilité de l'offre. L'éloignement des assistants sociaux et le contact estimé parfois difficile avec le département, renforce cette inquiétude.

L'étude sur l'interprétariat en santé mentionne certaines stratégies déployées par les professionnels en direction des publics allophones qui connaissent, par exemple, davantage de refus et de renoncements aux soins liés à la barrière de la langue.

« Les professionnels mettent en place des stratégies d'adaptation : réseau personnel, apprentissage d'une langue étrangère comme l'arabe, mobilisation d'associations, entretien à l'aide d'un traducteur, souvent un membre de la famille, mise en place de supports de communication... »²⁵. Les allers-retours au pays d'origine ou de naissance compliquent par ailleurs les parcours d'ouverture ou de maintien des droits et l'accès aux soins.

25 «Ressources, usages et besoins en interprétariat dans le domaine de la santé, Agglomération de Grenoble, juillet 2017»

Par la sensibilisation aux démarches juridiques et administratives qu'ils permettent, les Ateliers Sociolinguistiques (ASL) dépassent de loin l'enseignement du français oral et écrit. Ils participent au pouvoir d'agir et de recourir des populations immigrées, tout en favorisant le lien social. Leur périmètre d'action est plus large que le quartier, favorisant également une forme de mixité au moins géographique des publics accompagnés.

Si le lien fort entre professionnels du quartier et habitants est mentionné comme facteur d'efficacité de l'action publique, entreprendre l'aller-vers reste un défi lorsque les files actives s'allongent et que certains publics sont "invisibles". Comment approcher les habitants dont les capacités à recourir à leurs droits sont altérées ? Des habitants parfois défiants, par peur d'être jugés, ou bien isolés et difficiles à atteindre : notamment les seniors ou les primo-arrivants mais aussi les jeunes.

« Parmi les seniors, le non-accès aux droits touche principalement la population des immigrés âgées : raisons linguistiques, culturelles, méconnaissance des dispositifs, raisons économiques également »²⁶.

26 «Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politiques de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole, Juillet 2019»

L'évaluation des Actions sociolinguistiques (ASL), qui combinent pratique de la langue française, socialisation et prise de confiance, conduite en 2018 explore des dispositifs qui dépassent le périmètre des quartiers en politique de la ville : ainsi le centre social de l'Arche, à Seyssinet-Pariset, a mis en place un partenariat avec la ludothèque afin de favoriser la garde d'enfants, et d'aller davantage au-devant des publics plus isolés.

Enfin l'importance de l'inclusion numérique est davantage mentionnée au fil des années, conséquence de la dématérialisation des démarches d'accès aux droits. La demande d'accompagnement et d'apprentissage des habitants est forte et concerne tous les publics.

1.2. PILIER COHÉSION SOCIALE

// SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE L'IMPORTANCE DU VIEILLISSEMENT

27 Rapport entre les habitants âgés de moins de 25 ans sur ceux de 60 ans et plus, en 2018.

Le vieillissement de la population est plus rapide que dans l'ensemble de la métropole

Avec un indice de jeunesse²⁷ moyen de 1,2 contre 0,74 pour l'ensemble de la population de la métropole, les quartiers prioritaires de la politique de la ville ont une population plus jeune, et une solidarité intergénérationnelle potentielle plus favorable. Cet indice de 120 jeunes pour 100 seniors est par ailleurs très supérieur à celui des quartiers de Veille active, qui comptent 70 jeunes pour 100 seniors en 2018.

Seul le quartier Alma – Très Cloîtres – Chenoise fait exception, avec 323 jeunes âgés de 20 ans ou moins, pour 637 personnes de plus de 60 ans (soit 51 jeunes pour 100 seniors). Cette singularité s'explique par la démographie particulière du quartier due à la présence ancienne d'une population immigrée notamment d'origine maghrébine maintenant à la retraite, qui se trouve en partie au foyer de l'ODTI (Observatoire sur les discriminations et les territoires interculturels).

Si la structure de la population vivant en quartier politique de la ville est plus jeune, elle vieillit néanmoins plus rapidement : on constate une augmentation de + 19 % d'habitants âgés d'au moins 60 ans entre 2014 et 2018 contre + 17 % dans l'ensemble de la métropole. Cette augmentation est très forte au sein des quartiers Village Sud (+30 %), Villeneuve – Village Olympique (+ 31 %) et Alma – Très Cloîtres – Chenoise (+42 %).

Concrètement : en moyenne, chaque quartier enregistre 40 à 50 personnes âgées de plus de 60 ans supplémentaires par an. **À Villeneuve – Village Olympique, cette augmentation est de 206 seniors par an.**

À l'inverse, la population des moins de 25 ans augmente à un rythme faible, et proche de celui de la métropole : 21 jeunes supplémentaires en moyenne par quartier par an.

La situation en quartier de veille active est toutefois plus inquiétante : l'effectif de la population des jeunes diminue sur la période d'observation, contre une augmentation de celui des seniors.

Une problématique d'isolement voire de solitude des aînés

Le constat des professionnels d'une forte augmentation de l'offre en dispositifs et associations, visant à créer du lien social et à accompagner les seniors dans leurs démarches (notamment en cas de barrière linguistique), s'accompagne d'une problématique d'isolement et de solitude, estimée plus forte qu'ailleurs.

Les facteurs d'aggravation de cette problématique s'articulent autour de trois axes appréciés dans la parole des professionnels depuis 2016 et mis en évidence dans une étude dédiée²⁸ conduite par la Métropole :

- **Le facteur cadre de vie** : un espace public et un habitat peu adaptés aux déplacements des seniors, des logements parfois grands, fragiles et inadéquats, avec l'exemple des duplex de la Place des Géants à la Villeneuve ou des immeubles sans ascenseurs du Village Sud.

28 «Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politiques de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole, Juillet 2019»

- **Le facteur de pauvreté** : l'une des conclusions de l'étude relève la « *similarité des problématiques rencontrées par les aînés vivant en quartier prioritaire et les autres, mais qui se cumulent avec la précarité économique et sociale* ». La précarité sociale trouve ses sources dans une langue française moins maîtrisée, dans un besoin de soin plus important lié à un parcours personnel et professionnel plus éreintant, ou encore dans l'exclusion numérique davantage ressentie par les seniors des quartiers populaires, ayant moins souvent effectué un métier lié au numérique. Autant de sources auxquelles s'ajoute la précarité économique, qui réduit les possibilités de créer du lien social.
- **Le facteur de l'accès au soin** : l'offre de généralistes et de spécialistes est moins importante en quartier politique de la ville qu'en moyenne dans le territoire métropolitain. Cette moindre couverture suppose des déplacements plus longs, pour un public en perte d'autonomie. Ce facteur aggravant découle également de la réticence de certains professionnels de santé à effectuer des soins à domicile dans les quartiers qui souffrent d'une mauvaise réputation²⁹.

29 Voir (21)

Pour autant, l'étude et la parole des professionnels indiquent que le rôle des aidants familiaux, pilier sociétal du maintien en autonomie, est renforcé au sein des quartiers prioritaires. Cette solidarité interne parfois subie par les familles pose la question du besoin de répit des aidants familiaux, en particulier en milieux populaires où les problématiques sociales et financières se cumulent plus fréquemment.

La solidarité intergénérationnelle au sein des quartiers est également mentionnée bien que cette solidarité semble altérée dans le temps pour certains quartiers. En revanche, certains professionnels soulignent que le lien intergénérationnel en dehors du cercle familial est fragile, et se questionnent sur le rôle des institutions dans la construction et le maintien de ce lien.

// PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS EST PRÉSENT DANS TOUS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DU TERRITOIRE AVEC UNE INTENSITÉ PLUS OU MOINS FORTE

Le trafic de stupéfiants reste le point central des échanges autour de la prévention de la délinquance et de la tranquillité publique

Les constats sont très similaires d'un quartier à l'autre avec :

- Un processus de **structuration du deal** (plus visible, sécurisé et organisé...) ex : les points de ventes sont de plus en plus tenus par des jeunes extérieurs au quartier, avec pour conséquence la complication de l'action des professionnels comme les éducateurs de la prévention spécialisée. Cette méconnaissance des jeunes dealers rend également l'activité moins acceptable par les habitants, tout comme le déplacement de l'activité des jeunes du quartier peut inquiéter les proches et les familles³⁰.
- **Sentiment d'insécurité** par la transformation d'usage de certains espaces, dédiés au deal et rendus interdits aux populations locales ou passantes, grevant la vie de quartier. Ex : certaines aires de jeux de plein air occupées.
- **Rajeunissement des acteurs visibles** dans le processus de deal (vendeurs, chouffs)

D'après les professionnels, une partie des habitants, et notamment des mères de famille, se préoccupent des conséquences du trafic de stupéfiants, notamment le contrôle de certains lieux par les dealers, qui contraignent les pratiques et les déplacements des habitants du quartier. Cette inquiétude pousse à l'action et aux animations des habitants afin de se réapproprier l'espace public.

Les différentes opérations de requalification de l'espace public ou d'aménagement (ex : MDH J. Prévert au Village Sud ou l'espace P. Picasso à La Luire – Viscose) déplacent les nuisances dues au deal, mais sans en réduire l'importance : **les dealers s'adaptent en déplaçant les points de vente.**

Une étude spécifique³¹ sur cette problématique confirme les ressentis des professionnels et connecte ces éléments à ceux observés à l'échelle de la métropole :

- Normalisation de la consommation de cannabis dans l'espace public qui semble spécifique à la métropole grenobloise, avec cohabitation de jeunes consommateurs de cannabis et de familles.
- Réseaux locaux structurés qui cherchent à développer un deal « *propre* » sur l'agglomération, où les trafiquants assurent une forme de protection aux clients.
- Implantation des réseaux qui se révèle structurante sur la vie de certains quartiers : participation des trafiquants à la vie du quartier, familles aux revenus dépendants du trafic, logique de solidarité
- Rajeunissement des jeunes impliqués dans le trafic au sein de l'agglomération grenobloise. « Certains parents ont pour volonté de partir du quartier une fois leur enfant adolescent, par peur du trafic de drogue »³²

³⁰ « Étude croisant les enjeux des conduites addictives et de consommation de substances psychoactives chez les jeunes avec ceux du trafic de stupéfiants », Mai 2019

³¹ « Étude croisant les enjeux des conduites addictives et de consommation de substances psychoactives chez les jeunes avec ceux du trafic de stupéfiants », Mai 2019

³² « Évaluation d'impact sur la Santé - Îles de Mars Olympiades, 2019 »

Un sentiment d'insécurité stable, essentiellement lié au trafic de drogues et qui évolue différemment selon les quartiers

L'enquête « *Vie quotidienne des habitants* » indique qu'un habitant sur deux déclare ne jamais se sentir en insécurité dans son quartier, une proportion stable sur la période d'observation. La part des habitants qui déclarent se sentir parfois en insécurité est toutefois plus élevée au sein du quartier Essarts – Surieux et en augmentation depuis 2017. En revanche elle est moins élevée que la moyenne pour les habitants du quartier Iles de Mars Olympiades. Sur la période récente, l'enquête révèle une forte diminution du sentiment d'insécurité dans le quartier Village Sud et dans une moindre mesure à Renaudie – Champberton – La Plaine, mais une légère augmentation pour les quartiers Villeneuve – Village Olympique, Mistral Lys Rouge Camine et Essarts – Surieux.

Depuis 2017, environ 40 % des habitants considèrent que la vie dans leur quartier s'est dégradée. Le premier motif de dégradation cité est le sentiment d'une augmentation de l'insécurité et de la délinquance, devant le manque de propreté du quartier.

Les professionnels soulignent l'ambivalence du sentiment d'insécurité. Il peut être très localisé au sein des quartiers (exemple du squat des parties communes aux Iles de Mars Olympiades et à Alma – Très Cloîtres – Chenoise), dépendre des horaires ou des populations, mais est aussi fonction des événements dramatiques ayant lieu sur le territoire. Par ailleurs sur la période récente, les véhicules motorisés et la pratique des vitesses excessives ajoute une source d'insécurité supplémentaire pour les habitants de certains quartiers.

Les actions éducatives autour de la « non-violence » ont été étudiées³³. Parmi les recommandations formulées par l'évaluation figure l'importance d'agir sur cette question à l'échelle d'un territoire, et non pas à l'échelon du quartier. « *Plus le projet autour de la non-violence irrigue largement un territoire, plus il a de chances d'agir* ». À titre d'exemple, l'étude cite le « *Collectif du 2 octobre* »³⁴ piloté par l'association Villeneuve Debout et rassemblant des associations et la MJC du quartier. Cette action vise à sensibiliser l'ensemble de la population de l'agglomération grenobloise à la question de la non-violence par la mise en place d'une série d'actions et d'événements. Cette initiative a pour objectif secondaire une meilleure visibilité des actions permanentes autour de la question.

Cet objectif rejoint une autre recommandation principale de l'évaluation : « *élaborer une cartographie des outils existants dans le territoire de Grenoble Alpes Métropole* ».

33 « *Prévention de la violence en milieu scolaire* » Novembre 2016

34 Journée mondiale contre la violence

FOCUS SUR LA PRÉVENTION DU HARCÈLEMENT SCOLAIRE

L'évaluation des actions de prévention de la violence en milieu scolaire³⁵ rejoint également les constats de certains professionnels quant à l'importance de la problématique du harcèlement, notamment des jeunes, et en particulier en milieu scolaire. Elle salue les initiatives artistiques qui mettent en scène les adolescents sur cette question. Est ainsi mentionnée la compagnie de théâtre « *Mikado et Compagnie* » qui travaille en collaboration avec la MJC Abbaye – Jouhaux, en proposant au sein du Collège Vercors des ateliers hebdomadaires de théâtre-forum.

35 « *Prévention de la violence en milieu scolaire* » Novembre 2016

Enfin, pour renforcer l'efficacité des politiques conduites autour de la prévention de la délinquance et de la sensibilisation à la non-violence, cette étude appelle surtout à « *renforcer l'interaction entre les acteurs socio-éducatifs et les établissements scolaires, dans le cadre du CISPD* ».



// SANTÉ

DES HABITANTS À L'ÉTAT DE SANTÉ MOINS FAVORABLE AUQUEL S'AJOUTE UN NON-RECOURS AUX SOINS IMPORTANT AUX ORIGINES MULTIPLES

Centre de santé communautaire au Village Sud

36 Mesure la distance moyenne aux
praticiens les plus proches

Les inégalités d'accès aux soins ont peu évolué sur la période. Lié au fait que les quartiers en politique de la ville de la métropole grenobloise sont situés en zone urbaine dense, l'indice d'accès moyen à un dentiste³⁶ y est deux fois plus favorable qu'à l'échelle de la métropole, qui inclue des communes péri-urbaines peu dotées.

Il varie en revanche du simple au double en fonction des quartiers, et plus précisément selon que ces derniers soient situés dans la commune de Grenoble ou alentours. Ainsi certains quartiers accusent une tendance à l'éloignement des praticiens sur la période récente, et aucun praticien dentiste n'est aujourd'hui identifié : La Luire – Viscose, Village Sud ou Iles de Mars Olympiades. À l'inverse, les quartiers les plus dotés sont situés dans la ville centre à Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet, Alma – Très Cloîtres – Chenoise, Mistral-Lys Rouge-Camine et Villeneuve – Village Olympique ; quartiers qui enregistrent de surcroît une augmentation de l'offre.

Pour autant, cet indicateur d'accès est théorique et ne permet qu'une observation partielle de la réalité :

- Il ne permet pas d'estimer une couverture médicale des populations des quartiers car il comptabilise les distances d'accès, sans estimation de file active.
- Il ne tient compte que de la présence des praticiens dentistes et sans distinction de secteur.

À la distance moyenne d'accès appréciée par cet indicateur s'ajoute la disponibilité de l'offre de soins, dont l'observation pointe des carences dans ces territoires comme l'indique un des enseignements de l'étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politique de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole menée en 2019 :

37 « Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politique de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole, Juillet 2019 »

« Surcharge des centres de santé implantés au sein des quartiers prioritaires, manque de généralistes au sein du quartier, obligeant une mobilité accrue, parfois compliquée ». ³⁷

38 « Ressources, usages et besoins en interprétariat dans le domaine de la santé, Agglomération de Grenoble, juillet 2017 »

Un constat qui rejoint ceux des professionnels : « Les structures pluridisciplinaires type Centre de santé compensent le manque d'offre de soins de proximité » et une « faible densité ou absence de certains spécialistes (dentistes, gynécologues, ophtalmologistes...) qui entraîne un recours abusif aux Urgences du CHU » ³⁸.

À cette offre de soin saturée s'ajoute un état de santé des habitants plus dégradé que la moyenne, renforcé par les difficultés économiques auxquels ces derniers font face, notamment mis en évidence par les évaluations d'impact sur la santé conduites au sein des quartiers des Villeneuves et des Iles de Mars Olympiades. Ce moins bon état de santé global peut être expliqué par des conditions de vie (professionnelles, sanitaires...) moins favorables, doublé d'un recours aux soins moins systématique.

Les professionnels soulignent les impacts positifs de l'ouverture des Centres de santé et insistent tout au long de la période d'observation sur le non-recours au soin, qu'il soit expliqué par le manque d'offre (vieillesse des praticiens, faible présence de spécialistes dans les territoires...), par les difficultés rencontrées dans la démarche d'accès (exclusion numérique, méconnaissance des établissements, barrière de la langue, CHU éloigné du quartier, délais d'attente pour une inscription/consultation...) ou encore par l'importance accordée aux habitants à leur santé : un poste budgétaire souvent rogné en cas de difficultés financières, une évaluation personnelle de son besoin de soin qui interroge et des lacunes sur la sensibilisation à la prévention des problèmes de santé.

« Au-delà de la barrière de la langue qui complique les démarches, la santé n'est pas une priorité dans le budget de certains ménages. »³⁹ / « Il existe toujours des difficultés d'accès ou des cas de non-recours aux soins dans le quartier. Des actions de sensibilisation sont menées »⁴⁰

Par ailleurs, la perception des raisons d'un moins bon état de santé des populations vivant en quartier politique de la ville diffère entre les professionnels et les habitants. Ces derniers évoquent par exemple des difficultés principalement liées au travail, à l'environnement physique et social, alors que les professionnels soulignent quant à eux des « déterminants plutôt individuels : hygiène de vie, importance des liens sociaux, etc »⁴¹. L'évaluation conclue ainsi que : « Les raisons des difficultés d'accès à la santé en géographie prioritaire est plus orientée vers l'offre de soins (déterminants exogènes) pour les usagers, et vers les comportements en santé (déterminants endogènes) pour les professionnels »⁴².

Enfin, l'offre en soin de santé mentale pour répondre aux troubles psychiques des habitants est beaucoup questionnée par les professionnels sur la période récente qui insistent sur une augmentation de la prévalence. Les problématiques dentaires sont toujours considérées comme prioritaires, ayant parfois empiré selon les quartiers.

³⁹ Focus group des professionnels du quartier Alma – Très Cloîtres – Chenoise, 2018

⁴⁰ Focus group des professionnels du quartier Alpes Mail Cachin, 2017

⁴¹ « Ressources, usages et besoins en interprétariat dans le domaine de la santé, Agglomération de Grenoble, juillet 2017 »

⁴² « Ressources, usages et besoins en interprétariat dans le domaine de la santé, Agglomération de Grenoble, juillet 2017 »

FOCUS SUR LES ÉVALUATIONS D'IMPACTS SUR LA SANTÉ CONDUITES SUR LES VILLENEUVES DE GRENOBLE ET ECHIROLLES ET AUX ILES DE MARS OLYMPIADES

Ces deux études⁴³ renseignent sur le profil socio-sanitaire des populations des deux quartiers. Elles soulignent un contexte socioéconomique plus défavorable que la moyenne métropolitaine (pauvreté, chômage, monoparentalité, isolement...) qui s'accompagne d'une consommation médicamenteuse plus importante par habitant notamment les antidiabétiques, antidépresseurs et médicaments respiratoires. Ces diagnostics rappellent aussi l'importance des troubles psychiques des habitants et le manque de recours au soin, notamment de santé mentale. Parmi les principales recommandations communes aux deux évaluations « Associer les habitants aux réflexions sur l'aménagement des espaces publics et pérenniser cette implication comme levier d'inclusion sociale et de bien-être » est particulièrement mise en avant.

⁴³ « Évaluation d'impact sur la Santé - Iles de Mars Olympiades, 2019 » / « Évaluation d'impact sur la Santé - les Villeneuves Grenoble & Échirolles, 2019 »



// CULTURE, SPORT ET LOISIRS

DES FREINS À LEVER POUR UN PLUS LARGE ACCÈS

« *La machine à chuchoter* »,
Essarts - Surieux

44 Mesure la distance moyenne aux
cinémas les plus proches

À l'image de l'indice d'accès aux dentistes, l'indice d'accès aux cinémas⁴⁴ est deux fois plus favorable en quartier politique de la ville qu'en moyenne sur le territoire métropolitain. Ce rapport du simple au double ne concerne pas les quartiers de manière égale puisqu'une partie d'entre eux (Iles de Mars Olympiades, Alpes Mail Cachin) présente un indice légèrement moins favorable que d'autres, plus proches des centres-villes de Grenoble et d'Echirolles, qui affichent une proximité d'accès plus forte (Essarts – Surieux, Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet).

Si les thématiques de la culture, du sport et des loisirs sont relativement abordées par les professionnels lors des focus group annuels, les constats et recommandations sont variables dans le temps et assez différents selon les quartiers.

La connaissance des structures comme vecteur de recours à l'offre est estimée variable selon les territoires : une offre en dispositifs visible pour certains professionnels (ex : Mistral Lys Rouge Camine, Alma Très Cloîtres, Village Sud) et moins pour d'autres (Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet, Renaudie – Champberton – La Plaine). Des structures comme l'espace Prévert du Village Sud ou « *Le Plateau* » de Mistral soutiennent l'inclusion des habitants dans les processus ludiques et d'accès à la connaissance. La forte proximité liée à un ancrage direct au quartier est saluée par les professionnels de ces quartiers qui les considèrent vecteurs de sens pour favoriser le lien « *institution/habitant* » et le sentiment de



Bibliothèque de l'Arlequin



"Rollerwomen",
Village Olympique

**FOCUS SUR LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION
« ACCÈS DES JEUNES FILLES AUX PRATIQUES SPORTIVES »,
NOVEMBRE 2018, POUR FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT DES
JEUNES FILLES VIVANT EN GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE :**

- Travailler l'image de l'équipement dans le quartier et porter une attention particulière sur l'accueil du public féminin
- Renforcer le maillage territorial pour rendre plus visible l'offre existante en proximité et au-delà du quartier
- Former les équipes encadrantes à la question du genre et de l'égalité
- Renforcer la présence de femmes dans l'encadrement
- Valoriser les filles qui pratiquent du sport et qui peuvent jouer elles-mêmes ce rôle de modèle envers les autres
- Accompagner l'appropriation par les filles des espaces extérieurs à visée sportive

cœur de quartier. L'attraction de populations extérieures aux quartiers dans la volonté de mixité sociale reste fragile, les professionnels observant une présence parfois mixte, mais qui n'entraîne pas de lien social. La mixité générationnelle au sein des structures culturelles, ludiques et sportives est par ailleurs très peu abordée. L'accompagnement social de certains publics favorise par ailleurs la connaissance et la fréquentation des structures, les apprenants se sentant plus légitimes à accéder à des structures culturelles et de loisirs : « Je sais qu'il y en a qui retournent dans ces lieux, je ne pourrais pas établir de statistiques mais ce qui est sûr c'est qu'ils n'y seraient jamais allés si nous n'y avions pas été ensemble »⁴⁵.

⁴⁵ Professionnel d'une MDH, Évaluation des ateliers socio-linguistiques, 2019

Le budget apparaît comme le premier frein des habitants à l'accès aux loisirs, sport et culture mis en avant par les professionnels. L'équation est considérée difficile à résoudre avec d'une part les arbitrages de budget des familles, dont les postes de dépenses sport, loisirs et culture sont les premiers sacrifiés en cas d'économie, et d'autre part des coûts élevés liés à l'augmentation des prix des licences et des adhésions.

Malgré ces difficultés d'accès, les professionnels estiment les habitants demandeurs d'activités culturelles et sportives et les décrivent toujours plus sensibilisés, quel que soit le public. Si l'offre est relativement bien identifiée des habitants, des leviers économiques restent à penser pour en favoriser l'accès.

// ÉDUCATION ET PARENTALITÉ

LA DIFFICILE RÉDUCTION DES DIFFICULTÉS SCOLAIRES ET ÉDUCATIVES

46 1,9 personnes par ménages en QPV contre une moyenne de 1,4 dans l'ensemble de la Métropole

47 Soutien à la parentalité, Mars 2017

Alma – Très Cloîtres – Chenoise mis à part, la taille moyenne des ménages vivant en quartier politique de la ville est très supérieure à celle de la moyenne métropolitaine⁴⁶, témoignant d'une présence importante de familles avec enfant(s).

Une étude conduite par la Métropole sur le soutien à la parentalité mentionne parmi ses principales conclusions que « *peu d'actions sont à destination des parents d'adolescents* » et « *Il ne faut pas que l'action éducative contribue à renforcer l'image de «mauvais parents» dont les parents souffrent* »⁴⁷.

Les ressources mises en avant par les professionnels en faveur du soutien à la parentalité et à la scolarité des enfants se concentrent autour de l'apprentissage de la langue française pour les populations allophones, ce qui favorise le suivi scolaire et l'échange avec les professionnels scolaires.

48 Parentalité et réussite éducative

49 Évaluation des ateliers socio-linguistiques, 2019

Parmi les pistes d'amélioration de l'accompagnement, les ateliers en direction des parents ont été régulièrement évoqués (ex : volonté de mettre en place un atelier prévention de l'épuisement parental aux Îles-de-Mars – Olympiades) ainsi que les structures sociales dédiées, comme les espaces de répit pour les familles monoparentales. Plus largement, la mise en réseau entre les acteurs du soutien à la parentalité et les structures de droit commun permettent une meilleure orientation des parents en fonction de leurs besoins et

de leur situation. L'étude souligne ainsi la visibilité des dispositifs liés à la PRE⁴⁸, particulièrement identifiés par les écoles.

La Maison des habitants du Centre-Ville réfléchit ainsi à une « *école ouverte aux parents* », une démarche qui dépend fortement du projet éducatif des écoles mais qui vise à renforcer le lien « *parents – enfants – écoles* »⁴⁹.



La roue de la citoyenneté,
Essarts - Surieux

Des stratégies d'évitement de la carte scolaire moins développées au sein des quartiers prioritaires que dans leur voisinage direct

L'étude conduite en 2018 sur les collégiens⁵⁰ de la métropole renseigne sur l'évitement et la fidélité des ménages à la carte scolaire ainsi que sur la réussite scolaire. Elle permet d'apprécier les différences de stratégie et de réussite entre les élèves qui vivent au sein d'un quartier prioritaire et les autres.

50 «Les collégiens de la Métropole Grenobloise, premiers éléments d'analyse sur le respect de la carte scolaire, l'évitement et la réussite, Juin 2018»

« Parmi les collèges concernés par la géographie prioritaire, dont le secteur de recrutement comprend un quartier Politique de la Ville et un quartier hors QPV, on distingue deux attitudes différentes d'évitement de la carte scolaire » :

- 70 % des enfants issus du quartier prioritaire vont dans le collège de secteur.
- 51 % des enfants vivant en-dehors du quartier prioritaire vont dans le collège du secteur.

Les stratégies d'évitement sont davantage déployées par les parents résidant dans les zones limitrophes des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Lorsqu'il y a évitement de la carte scolaire par un ménage vivant au sein du quartier politique de la ville, les élèves sont le plus souvent inscrits dans un établissement privé. Les ménages limitrophes du quartier prioritaire trouvent des ressources pour inscrire leurs enfants dans un autre établissement public et dans le secteur privé.

En outre, l'étude met en évidence un lien fort entre la réussite au brevet et l'origine sociale des collégiens, que le lieu de résidence soit un quartier prioritaire ou non. « Cependant, les données actuelles ne permettent pas de savoir s'il existe des variations de réussite selon que les collégiens issus de milieux sociaux défavorisés soient scolarisés ou non dans le collège de secteur et résidant dans les quartiers prioritaires ».

FOCUS SUR LES DIFFÉRENCES DE RÉSULTATS DES COLLÈGES AU SEIN DE LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE

Si les collèges situés au sein des quartiers prioritaires affichent des résultats au diplôme national du brevet en moyenne inférieurs aux résultats métropolitains, des différences inter-quartiers s'observent.

Tandis que les quartiers Alma – Très Cloîtres – Chenoise, Alpes Mail Cachin, Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet et Renaudie – Champberton – La Plaine affichent des résultats en deçà mais proches de ceux de l'ensemble métropolitain, les quartiers de La Luire – Viscose, Village Sud, Mistral Lys Rouge Camine et Villeneuve– Village Olympique enregistrent pour leur part des notes très inférieures.

Les stratégies d'évitement des établissements scolaires de secteurs sont mentionnées par le biais des focus group de professionnels dans la plupart des quartiers, avec une tendance à la baisse dans le temps. Le décrochage scolaire en revanche occupe une place plus importante dans le discours des professionnels, explicité par plusieurs dynamiques :

- L'instrumentalisation des jeunes dans les activités de deal par les adultes (remontée par les parents et les professionnels)
- Le difficile suivi des parents liés aux conditions sociales (maîtrise de la langue, niveau de diplôme) et économiques (horaires décalés, travail hors du territoire)

1.3. PILIER RENOUVELLEMENT URBAIN ET CADRE DE VIE

// AMBIANCES ET IMAGES DU QUARTIER

DES IMAGES NÉGATIVES QUELQUE PEU DISPROPORTIONNÉES

À travers l'enquête *Vie quotidienne des habitants*, deux habitants sur trois se disent satisfaits de vivre dans leur quartier de résidence. Une proportion en légère augmentation depuis 2017.

Ce taux de satisfaction est légèrement inférieur parmi les répondants échirollois, mais à l'inverse il est supérieur à la moyenne dans les quartiers Iles de Mars Olympiades et Renaudie – Champberton – La Plaine. Au sein des quartiers grenoblois, la satisfaction exprimée est dans la moyenne des quartiers politique de la ville, soit deux habitants sur trois, à l'exception de celle exprimée par les habitants de Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet, très inférieure avec seulement la moitié des répondants qui estiment satisfaisante leur vie dans leur quartier.

De plus, deux habitants sur trois considèrent leur quartier comme agréable à vivre, animé et solidaire. Une proportion en légère diminution sur la période d'observation.

La plupart des quartiers sont qualifiés de vivants et dynamiques par les professionnels. Les animations mobilisent les habitants, attirent des visiteurs extérieurs et favorisent un vivre-ensemble mis en avant par les populations. D'après les professionnels ce vivre-ensemble contribue à la baisse des incivilités et de la présence des squats, comme ressenti aux Iles de Mars Olympiades. La présence des espaces verts est également mise en avant, contribuant favorablement à l'ambiance des quartiers.

Cette relative satisfaction des habitants quant à la vie dans leur quartier est reconnue par les professionnels, en particulier leur sentiment d'appartenir à un quartier solidaire. Un constat partagé au sein de plusieurs quartiers comme à Mistral Lys Rouge Camine, « *Beaucoup de jeunes se revendiquent avant tout mistraliens* »⁵¹, à Villeneuve – Village Olympique, « *C'est une fierté chez les jeunes qui n'hésitent pas à dire que le quartier est hyper solidaire* »⁵², à Essarts – Surieux, Alma – Très Cloîtres – Chenoise ou encore aux Iles de Mars Olympiades.

⁵¹ Focus group des professionnels, Mistral Lys Rouge Camine, 2017

⁵² Focus group des professionnels, Villeneuve – Village Olympique, 2018

Toutefois l'ambiance des quartiers peut aussi être tendue

L'agréabilité générale exprimée n'exclue pas les tensions, notamment la nuit. Sur ce point les professionnels soulignent l'efficacité des médiateurs de nuit mis en place au Village Olympique. Des retraités n'arrivent parfois pas à rentrer chez eux le soir à cause du deal dans les halls d'immeubles. Certains jeunes ont peur d'être associés au trafic de drogues et de subir des contrôles. Une partie des familles estime qu'il y a un réel danger pour leurs enfants dans leur quartier de résidence. Ainsi certains habitants profiteraient du relogement post-démolitions pour quitter le quartier, tout en privilégiant un emménagement proche du quartier d'origine, comme certains mistraliens qui partent pour le quartier des Eaux-Claires.

En créant du lien, les structures jouent un rôle important dans l'apaisement des tensions quotidiennes. Ce rôle est particulièrement souligné au cours des focus group de professionnels, avec l'exemple de la Maison des jeunes et de la culture du quartier Alma – Très Cloîtres – Chenoise. En 2019, 4 habitants sur 10 considèrent que la vie dans leur quartier s'est dégradée⁵³ au cours des dernières années, contre 23 % qui déclarent un sentiment

⁵³ Enquête Vie quotidienne des habitants, 2019

d'amélioration. 36 % enfin estiment que la vie dans leur quartier ne s'est ni dégradée, ni améliorée sur la période récente.

Pour autant, l'image négative véhiculée des quartiers est jugée disproportionnée.

L'enquête dévoile que la moitié des habitants considèrent que leur quartier a mauvaise réputation, en particulier ceux qui vivent à Essarts – Surieux ou à Villeneuve – Village Olympique.

Pour expliquer cette perception, les professionnels dénoncent une forte médiatisation des événements négatifs par les médias, en particulier pour les quartiers Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet, Mistral Lys Rouge Camine, Villeneuve – Village Olympique et Essarts – Surieux. Ils mentionnent une stigmatisation qui perdure malgré une amélioration de la vie dans certains quartiers, comme aux Iles de Mars Olympiades ou à Villeneuve – Village Olympique pour qui l'image s'améliore notamment grâce au parc, aux espaces publics, au vivre-ensemble et à la solidarité.

*« Alors que Village Olympique est peu connu de l'extérieur, la Villeneuve est fortement stigmatisée. Cette image négative s'étend désormais à Vigny Musset ».*⁵⁴

54 Focus group des professionnels, Villeneuve – Village Olympique - 2018

Par ailleurs, les professionnels de certains quartiers observent dans le temps une amélioration de l'image que portent les habitants sur leur propre quartier. Cette amélioration semble corrélée aux opérations de réhabilitation (Village Sud, Alpes Mail Cachin). À l'inverse, pour les quartiers Mistral Lys Rouge Camine ou Essarts – Surieux, l'image interne au quartier a tendance à se détériorer sur la période récente.

L'enquête *Vie quotidienne des habitants* des QPV indique enfin que le regard que portent les habitants sur les établissements scolaires de leur quartier est moins positif en 2019 qu'en 2018, avec une différence nette d'avis favorables entre les écoles élémentaires (71 %) et les collèges (56 %).

La rénovation urbaine est un facteur d'attractivité

Les loyers attractifs constituent la première raison d'emménagement identifiée par les professionnels et par l'enquête *Vie quotidienne des habitants*. Cette dernière observe également que 50 % des habitants expriment le souhait de quitter le quartier dans les trois prochaines années, une proportion qui diminue toutefois entre 2017 et 2019. Cette volonté est davantage exprimée au sein des quartiers Mistral Lys Rouge Camine et Essarts – Surieux. Néanmoins, la moitié des habitants des quartiers n'exprime pas le souhait de déménager, deux sur trois n'ont même « *pas du tout l'intention de déménager* »⁵⁵.

55 Enquête *Vie quotidienne des habitants*, 2019

Pour une partie des habitants les incivilités prennent le pas sur l'attachement au quartier, les tensions vécues et le sentiment d'insécurité ressenti alimentent la volonté de partir. À l'inverse, les rénovations améliorent la qualité de vie et constituent un frein au potentiel projet de déménagement des habitants. La rénovation du Village Sud a ainsi renforcé l'attachement des habitants au quartier et a favorisé la reconstruction d'une identité. De même à la Villeneuve : « *La rénovation de l'Arlequin a permis de freiner les souhaits de départ et d'attirer de nouvelles personnes* »⁵⁶.

56 Focus group des professionnels, Villeneuve – Village Olympique - 2019

Frein au départ et levier d'attractivité du territoire, la rénovation est de fait encouragée par les professionnels, qui identifient par exemple un besoin de rénovation sur le sous-quartier du Mail, souvent refusé ou quitté du fait de logements vieillissants et dégradés, et qui présente des problèmes d'accessibilité.

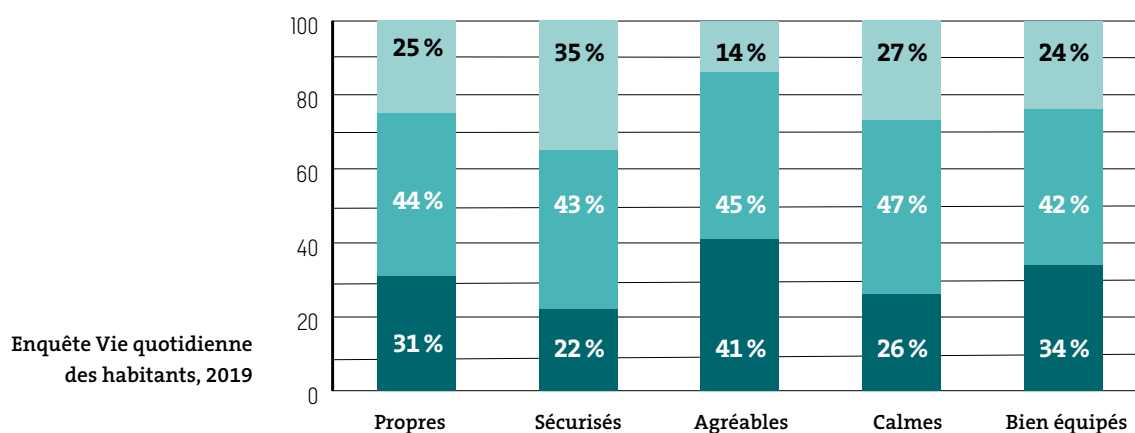
// ESPACE PUBLIC ET AMÉNAGEMENT

LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ ET LES NUISANCES GÉNÉRÉS PAR LES TRAVAUX ONT DES CONSÉQUENCES SUR LES DÉPLACEMENTS ET L'INVESTISSEMENT DE L'ESPACE PUBLIC.

Un investissement favorable de l'espace public, notamment lié aux opérations de rénovation urbaine, aux aménagements et aux dispositifs de politiques publiques

L'investissement de l'espace public par les habitants est mentionné par les professionnels de la quasi-totalité des quartiers, particulièrement par ceux de Renaudie – Champberton – La Plaine, où ils soulignent des espaces particulièrement investis comme le café associatif ou les espaces de jeux. Ce constat est posé par l'ensemble des focus group avec une tendance à l'amélioration pour la plupart des quartiers, à l'exception toutefois de Mistral Lys Rouge Camine pour lequel les professionnels alertent sur le désinvestissement progressif de l'espace public par les habitants.

Les parcs et espaces verts des quartiers sont régulièrement cités par les professionnels et bénéficient d'une appréciation favorable des habitants, dont deux sur trois s'y rendent régulièrement.



Lecture : En 2019, 31% des répondants considèrent les espaces verts de leur quartier de résidence propres et 25 % ne les trouvent pas propres

57 «Évaluation d'impact sur la Santé - les Villeneuves Grenoble & Échirolles, 2019»

FOCUS SUR LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION D'IMPACTS SUR LA SANTÉ DES VILLENEUVES⁵⁷ SUR L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS ET PARCS

Conserver une partie des espaces publics pour favoriser l'implantation d'une biodiversité plus sauvage et accompagner la population dans la compréhension et la gestion de cette biodiversité.

Être attentif au choix des espèces végétales en privilégiant les espèces les moins allergisantes, qui apportent de l'ombre et ne favorisent pas l'implantation du moustique tigre ou chenille.



**Place Edmond Arnaud,
Très Cloîtres**

45 % des habitants qui expriment une amélioration générale du quartier mentionnent les rénovations des immeubles et des logements⁵⁸. C'est la première raison d'amélioration du quartier évoquée par les habitants, loin devant un meilleur cadre de vie (32 %) ou l'aménagement des espaces verts (25 %).

De plus, les professionnels observent que les rénovations ont majoritairement encouragé l'investissement de l'espace public par les habitants : la rénovation de la rue Chenoise ou de la place Edmond Arnaud à Alma – Très Cloîtres – Chenoise ou la réouverture de la Maison du Temps Libre du quartier Alpes Mail Cachin, qui a permis une meilleure identification par les habitants.

58 Enquête Vie quotidienne des habitants, 2019

Les professionnels des Iles de Mars Olympiades remarquent d'ailleurs que plus les habitants participent à l'embellissement de l'espace public, moins celui-ci est dégradé. Une observation partagée par les professionnels d'Alpes Mail Cachin et par ceux de Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet lors des réaménagements participatifs. Ces constats rejoignent les recommandations des études d'impact sur la santé réalisées sur les deux Villeneuves et aux Iles de Mars Olympiades avec parmi elles :

« Associer les habitants aux réflexions sur l'aménagement des espaces publics »⁵⁹

59 « Évaluation d'impact sur la Santé - les Villeneuves Grenoble & Échirolles, 2019 »

« Encourager l'appropriation des nouveaux aménagements des espaces publics pour devenir un véritable acteur de son cadre de vie. »⁶⁰

60 « Évaluation d'impact sur la Santé – Iles de Mars Olympiades, 2019 »

Le point de vue favorable des habitants sur les rénovations de l'espace public et les externalités positives qu'elles permettent ne se départissent pas d'un risque autour du sentiment d'inégalité territoriale. À l'échelle des micro-quartiers par exemple, si le city-stade à Olympiades est bien apprécié et occupé, il marque une rupture entre Olympiades et Iles de Mars où les travaux restent attendus. Selon les professionnels, les habitants de Malherbe

se sentent laissés pour compte, au contraire de ceux de Teisseire, sous-quartier fortement rénové autour d'un projet urbain.

Des freins persistants à l'investissement de l'espace public : la place du deal, les nuisances liées aux pratiques de rodéos ou aux vitesses excessives des véhicules motorisés. Ces problématiques d'usages et la dégradation de certains espaces soulignent aussi l'enjeu fort de la gestion de proximité, en lien avec le renouvellement urbain.

Certains espaces publics, comme les jeux pour jeunes enfants, peuvent être détournés pour la pratique du deal. Dans d'autres espaces, ce sont les désagréments causés par la vitesse excessive des véhicules motorisés qui génèrent des pratiques d'évitement par les populations. D'autres, enfin, ne sont pas accessibles ou praticables par toutes et tous et suppose un aménagement plus inclusif : « Une partie du parc n'est pas accessible pour les personnes vieillissantes ou porteuses d'un handicap »⁶¹.

61 Idem

Afin de « favoriser l'appropriation des espaces publics, des jeux, des équipements »⁶², l'évaluation d'impact sur la santé des Iles de Mars Olympiades prend l'exemple du parc de la Colombe au sein duquel « un espace de street workout a été pensé pour les personnes qui veulent exercer une activité physique à l'abri des regards. ». Cette confidentialité a encouragé les cours de sport en direction des femmes et des filles et ainsi favorisé l'autonomie dans l'utilisation d'aménagements le plus souvent pratiqués par les jeunes hommes.

62 Idem

Dans l'évaluation des besoins des seniors il est conseillé « le renforcement de l'éclairage public et la multiplication des bancs dans l'espace public »⁶³ pour encourager l'investissement des espaces par les aînés. Une recommandation qui rejoint une problématique soulevée par les professionnels d'Alma – Très Cloîtres – Chenoise : les trottoirs et les routes en mauvaise état compliquent les déambulations des nombreuses personnes âgées.

63 «Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politique de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole, Juillet 2019»

Des travaux bien accueillis par les habitants mais qui génèrent ou cristallisent des nuisances

58% des répondants de l'enquête téléphonique⁶⁴ ont entendu parler des travaux et les trois quarts d'entre eux voient précisément de quels types de travaux il s'agit. Aux Iles de Mars Olympiades par exemple, les travaux sont très bien connus des habitants et bénéficient d'un important travail d'information mis en place par la commune. Cette proportion est toutefois légèrement moins élevée dans les plus grands quartiers.

64 Enquête Vie quotidienne des habitants, 2019

Si les travaux sont ressentis comme des contraintes par les habitants (une moitié des répondants affirment que les travaux produisent des bruits nocifs pour le quotidien), les finalités collectives sont néanmoins anticipées et appréciées. En revanche le sentiment de finalités individuelles est moins partagé. En 2019, 75 % des répondants jugent les travaux utiles pour le quartier mais la moitié seulement anticipe un impact positif pour leur vie quotidienne.

Ce sentiment s'apprécie dans la parole des professionnels avec l'exemple de La Luire – Viscose ou de Village Sud où les travaux réalisés sur l'espace public ont répondu à une forte attente d'amélioration du cadre de vie et ont apporté des lieux plus agréables à vivre et générateurs de convivialité. Un constat similaire se dégage à Alpes Mail Cachin où les travaux de rénovation ont permis l'émergence d'une centralité de vie de quartier.

Bien que les travaux répondent à une attente dans l'amélioration du cadre de vie et la requalification d'espaces délaissés, ils génèrent toutefois des effets négatifs temporaires et/ou durables : le déplacement de points de deal, une pollution sonore, une forme d'impatience et de lassitude des habitants selon les professionnels.

L'offre de stationnement constitue une problématique récurrente.

L'offre de stationnement est estimée insuffisante par une grande majorité des habitants d'après les professionnels, conduisant à la pratique du stationnement sauvage par les usagers du quartier (habitants, travailleurs, livreurs...). Les professionnels insistent sur cette problématique à laquelle les travaux en cours ou achevés, favorables à une urbanisation plus aérée, n'ont pas apportés de solution, voire ont amplifié le problème. Ce manque d'emplacements dédiés aux voitures à l'arrêt génère des indésirables comme la saturation des petites rues, des nuisances visuelles et sonores ou encore des conflits de voisinage.

« Les groupes d'immeubles n'ayant pas été conçus autour de l'usage exclusif de la voiture, des pratiques de stationnement sauvage ont lieu en pied d'immeuble, notamment pour faciliter le déchargement des courses, ce qui crée des conflits d'usages dans des espaces dédiés à la convivialité »⁶⁵.

65 Focus group des professionnels –
Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet, 2019

Une propreté urbaine contestée, mais en légère amélioration

Malgré une légère tendance à l'amélioration confirmée par les habitants - 51% considèrent leur quartier propre en 2019 contre 44% d'entre eux en 2017 - c'est l'item qui recueille le moins d'avis favorables par les habitants sur l'ensemble de la période d'enquête. Les principales sources de malpropreté dans les quartiers politique de la ville mentionnées par les professionnels sont les dépôts sauvages, par les particuliers ou les entreprises, parfois renforcés par les travaux en cours (ex : Mistral Lys Rouge Camine, Renaudie – Champberton – La Plaine, Iles de Mars Olympiades).

Si une légère amélioration de la propreté urbaine est ressentie ou mentionnée en fonction des quartiers, particulièrement en lien avec des travaux de rénovation urbaine terminés (ex : Village Sud, Villeneuve – Village Olympique), une dégradation des équipements publics causée par les incivilités est soulevée par les professionnels sur la période récente.



// OFFRE EN DISPOSITIFS, ÉQUIPEMENTS ET ACTIONS PUBLICS DES QUARTIERS MOINS DOTÉS ET DES BESOINS TOUJOURS IMPORTANTS

Espace Jacques Prévert,
Village Sud

Un paradoxal sentiment d'abandon des pouvoirs publics

En 2019, 48 % des habitants des quartiers politique de la ville de la Métropole considèrent l'action des pouvoirs publics satisfaisante, une proportion en baisse sur la période (54 % en 2017). En revanche, un habitant sur quatre considère l'action comme très insatisfaisante. Dans le quartier Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet, la proportion d'habitants satisfaits est particulièrement faible, avec 37 % d'opinions positives.

Les équipements et dispositifs jouent un rôle central dans le maintien du lien social, comme l'espace de la Butte et son esplanade à Essarts – Surieux ou la Place des Écrins à Alpes Mail Cachin. Les quartiers prioritaires du territoire sont tous globalement bien équipés en écoles, antennes mairie, commerces. Malgré cela, le déplacement de certains équipements peut donner le sentiment d'un abandon dans certains sous-quartiers. C'est ainsi que l'Espace Parents – Enfants du Village Sud est jugé trop éloigné du quartier comparé à l'ancienne Maison des Parents, ou que le départ de l'agence de proximité d'Actis en 2019 à Alma – Très Cloîtres – Chenoise complexifie l'accès aux droits et les démarches (surtout pour les personnes âgées isolées). À La Luire – Viscose, le déplacement de la Maison de l'égalité femme-homme à Essarts Surieux et la fermeture de certaines permanences de l'espace Picasso participent là aussi de ce ressenti pour une partie des habitants. Cette crainte est ainsi particulièrement résumée dans la parole d'un professionnel de La Luire – Viscose : « Il y a un sentiment de relégation des habitants qui voient les autres quartiers changer grâce aux opérations de renouvellement urbain et l'ouverture d'équipements polarisant alors qu'aucun projet fort d'amélioration des logements n'est prévu et que les services publics se retirent du quartier »⁶⁶. Un ressenti à l'image de ce que pensent certains habitants du Village Olympique d'après les professionnels du quartier, où les administrés ont la sensation que les efforts et les services se concentrent sur la partie Villeneuve.

Plus largement, ce sentiment d'abandon s'accompagne d'une relative défiance des citoyens envers les institutions (Mistral Lys Rouge Camine, Renaudie – Champberton – La Plaine, Essarts – Surieux, Alpes Mail Cachin, Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet).

« Il y a un sentiment de «laisser-aller» et d'abandon par les pouvoirs publics, surtout depuis la délocalisation des commerces et des structures socio-culturelles »⁶⁷.

⁶⁶ Focus group des professionnels – La Luire – Viscose, 2018

⁶⁷ Focus group des professionnels – Mistral Lys Rouge Camine, 2018

Ce sentiment peut être couplé à un essoufflement de la vie associative, une faible présence institutionnelle et ainsi nourrir un sentiment de relégation globale du quartier.

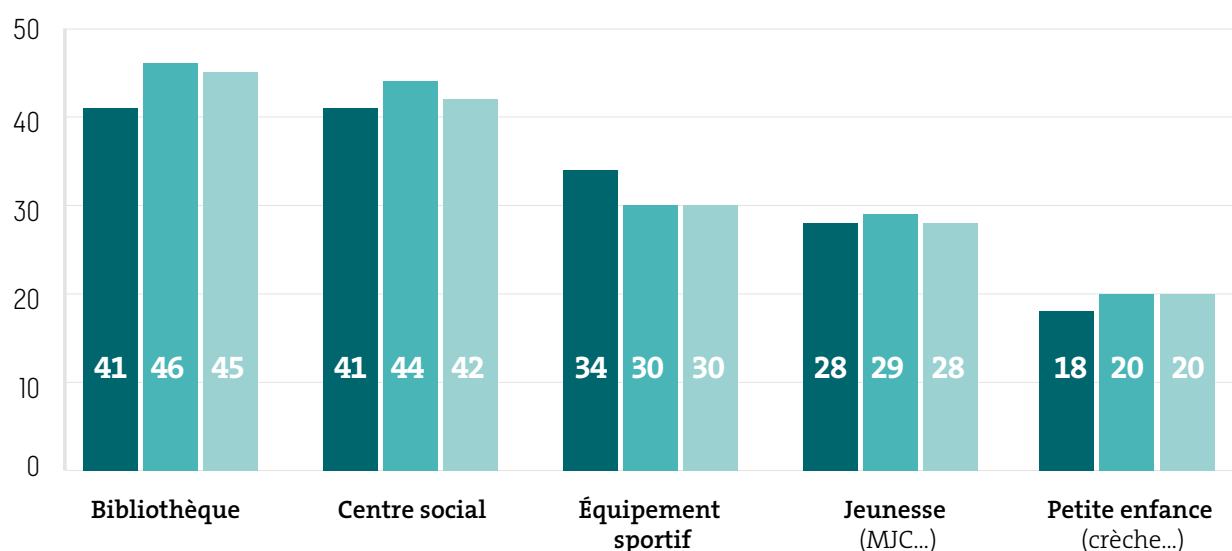
Une adaptation des gestes professionnels et de l'accompagnement social

En réponse à l'éloignement de certains équipements et dispositifs et au sentiment d'abandon exprimé par une partie des habitants, les professionnels des quartiers mettent en œuvre des stratégies pour maintenir le lien, répondre aux besoins identifiés et envisager de nouvelles pratiques d'accompagnement.

Ils soulignent ainsi que la diversité des équipements et dispositifs souffre en partie d'un manque de visibilité : améliorer la signalétique favoriserait l'identification et le recours aux services. Ils appellent également à davantage de proximité pour que l'action publique soit plus appropriée par et pour les habitants et pour retisser le lien de confiance en perdition.

Enfin, certains professionnels précisent qu'une partie des interventions au sein du quartier, comme la réparation des ascenseurs ou l'entretien des espaces publics, souffre d'un accueil tendu des habitants, en particulier des dealers, et nécessite d'en adapter les horaires ou d'user de pédagogie et de dialogue.

Constance de la fréquentation des principaux dispositifs et équipements dans le temps



Lecture : 45 % des habitants déclarent se rendre à la bibliothèque en 2019, contre 41 % en 2017

La faible proportion de répondants qui expriment fréquenter les équipements de petite enfance peut être reliée à l'offre des territoires. Les professionnels constatent que les habitants de certains quartiers sont demandeurs de davantage d'équipement petite enfance et d'une meilleure répartition au sein du quartier (ex : Villeneuve – Village Olympique, Mistral Lys Rouge Camine).

// HABITAT

UN PARC DE LOGEMENT COMPOSITE, UNE SATISFACTION DE VIVRE DANS SON LOGEMENT MAIS DES INQUIÉTUDES QUANT À LEUR VIEILLISSEMENT

Une certaine satisfaction à vivre dans son logement est exprimée par les habitants...

Avec un taux moyen de logements sociaux de 66 % en 2018 contre 16 % pour l'ensemble de la métropole et de 15 % pour les quartiers de veille active, le poids fort du logement social dans les quartiers politique de la ville est néanmoins en baisse sur la période récente du fait de la diversification résidentielle qui s'opère au fil des projets de renouvellement urbain.

68 Enquête Vie quotidienne des habitants

Le rapport qualité/prix des logements est le premier critère d'emménagement cité par les habitants, en 2017 comme en 2019⁶⁸. Il devance ainsi la proximité des commerces et des services publics parmi les incitations à venir habiter le quartier.

Cette attractivité des quartiers par le logement trouve aussi ses sources dans la spaciosité des logements (ex : les duplex de la place des Géants ou les grands logements de Mistral), le confort et l'agencement (ex : Iles de Mars Olympiades, les logements traversants...).

Ravalement, Village Sud

Cette attractivité expliquée par la présence des logements sociaux peut être source de mixité sociale, comme aux Alpes d'après les professionnels du quartier, mais aussi source





de précarité lorsque les loyers très bas se couplent à un bâti ancien comme c'est le cas du Mail: « Il y a 90% de logements sociaux anciens sur le Mail et les loyers les moins chers de Fontaine. Donc forcément il y a une précarité des profils »⁶⁹.

**Place Etienne Grappe,
Renaudie**

... mais la problématique de vieillissement des logements génère un enjeu de rénovation.

Certains quartiers affichent une proportion importante de copropriétés fragiles⁷⁰ comme aux Iles de Mars Olympiades, Alma – Très Cloîtres – Chenoise, Alpes Mail Cachin et Essarts – Surieux ; et d'autres relativement faible, à Mistral Lys Rouge Camine, La Luire – Viscose et Village Sud.

L'effectif de copropriétés présentant des signes de fragilité est en hausse depuis 2014 dans la majorité des quartiers politique de la ville. Cette tendance est à l'image de la situation métropolitaine mais à contre-courant des évolutions plus favorables que connaissent les quartiers de Veille active d'une part, et Villeneuve – Village Olympique et Iles de Mars Olympiades d'autre part.

Seulement 12 % des habitants qui considèrent que la vie du quartier s'est dégradée sur la période mentionnent la dégradation des logements comme élément d'explication. La problématique des logements anciens et leur faible isolation est confirmée par les professionnels d'Alma – Très Cloîtres – Chenoise, des Iles de Mars Olympiades, de Villeneuve – Village Olympique ainsi que par ceux de La Luire – Viscose. Certains immeubles comme la barre Albert Thomas à Mistral ou au sein du Village Olympique sont considérés comme vétustes voire insalubres.

Cette problématique semble rejoindre celle du manque de garages et de caves, plus fréquente dans le parc ancien, mais aussi celle de l'augmentation de la vacance : les propriétaires ont peur de ne plus réussir à vendre et cette crainte se retourne à l'encontre de la Métropole ou de la Commune.

⁶⁹ Focus group des professionnels – Alpes Mail Cachin, 2016

⁷⁰ Les copropriétés en difficulté se caractérisent par un ensemble de dysfonctionnements. Ceux-ci sont relatifs à la gouvernance, la situation financière, l'état du bâti, la solvabilité des propriétaires et la situation sociale des occupants. À cela, s'ajoutent les facteurs extérieurs (environnement, marché immobilier, contexte urbain) qui peuvent impacter la copropriété. (Source : Anah)

Rejoignant le point de vue des professionnels, 45 % des habitants qui expriment une amélioration générale du quartier mentionnent les rénovations des immeubles et logements comme raisons de l'amélioration. À Champberton et Renaudie, la rénovation des logements est ainsi vue comme une première étape d'amélioration du cadre de vie et participerait déjà à une meilleure image du quartier. Celle des logements de l'Abbaye a alimenté l'investissement dans la vie de quartier, non seulement par les habitants déjà présents mais aussi par les nouveaux. De façon générale, la rénovation des logements réduirait la vacance en facilitant la location.

71 «Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politique de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole, Juillet 2019»

72 *Idem*

FOCUS SUR LE NÉCESSAIRE BESOIN DE DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT INCLUSIF

D'après l'étude sur les besoins des personnes âgées⁷¹, une partie des logements occupés par des séniors ne sont pas adaptés à la perte d'autonomie, en particulier pour permettre les déplacements en béquilles ou fauteuil roulant. L'accessibilité au logement, et notamment dans le parc social ancien, est aussi compromise par l'absence d'ascenseur et par les demi-paliers. Si les bailleurs offrent de l'aide technique pour adapter le domicile, le recensement des installations reste incomplet. Les ménages peuvent bénéficier des aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), ainsi que de l'Allocation personnalisée d'autonomie du Département pour financer le coût des travaux d'aménagement intérieur.

« Une réflexion en cours pour une convention entre le Département et les bailleurs pour faciliter les adaptations d'une partie du parc social. Comme les colocations entre séniors, la mise à disposition de logements temporaires en cas de canicule... »⁷².

L'évaluation d'impact sur la santé menée aux Iles de Mars Olympiades souligne aussi l'importance de la prise en compte des publics fragiles, avec parmi ses recommandations :

« Développer une offre en logement inclusif par un appel à projet géré par les ARS »

1.4. PILIER DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

// OFFRE EN COMMERCE ET SERVICES DE PROXIMITÉ FACE À LA BAISSÉ DE LA DIVERSITÉ DES COMMERCE, L'OFFRE SE RECOMPOSE, EN PARTIE IMPULSÉE PAR LE RENOUVELLEMENT URBAIN

Malgré une forte accessibilité en moyenne, une baisse de la diversité des commerces et services est constatée

L'Indice d'accès aux commerces du quotidien⁷³ est quatre fois plus favorable au sein des quartiers politique de la ville qu'à l'échelle de la métropole, sans amélioration ou détérioration sur la période récente, excepté dans le quartier Mistral Lys Rouge Camine où cet indice d'accès se dégrade légèrement. Il faut toutefois nuancer cet indice d'apparence favorable aux quartiers politique de la ville par le fait que la moyenne métropolitaine prend en compte des territoires périurbains moins denses, ce qui impacte directement l'offre commerciale. De plus, l'indice ne tient pas compte de la taille des commerces et considère de manière égale une épicerie et un grand centre commercial, qui par définition satisfait les besoins d'un plus grand nombre d'habitants.

⁷³ Rassemble l'offre commerciale de pain, des viandes/poissons, des fruits et légumes, le journal. L'indice Inclut les épiceries, marchés et hypermarchés.



Marché de l'Arlequin –
Villeneuve - Village Olympique

Néanmoins, seuls 6 % des habitants qui considèrent que leur quartier se soit détérioré sur la période récente mentionnent la raréfaction des commerces et services comme facteur de détérioration. À l'inverse 15 % de ceux qui considèrent que leur quartier s'est amélioré mentionnent la diversité de l'offre commerciale, de services et d'équipements.

Pour autant, la majorité des professionnels des quartiers mentionnent une perte de diversité commerciale, qu'elle soit expliquée par la concurrence de l'offre extérieure ou par l'inadéquation entre l'offre du territoire et les besoins des habitants.

Ainsi est mentionné un tissu commercial et de services qui s'affaiblit dans la plupart des quartiers, soit par **une dynamique de remplacement qui ne profite pas aux habitants**, à l'image du carrefour City qui a remplacé le magasin Dia aux Iles de Mars Olympiades et dont les prix sont estimés trop élevés pour les habitants du quartier ; soit par **la relocalisation des commerces en dehors ou en périphérie du quartier**.

Si la présence de grands pôles commerciaux et de services à proximité du quartier favorise l'ouverture et la mobilité des habitants, elle freine toutefois le développement de certains commerces et services en proximité. C'est l'impact de Grand Place aux Villeneuves ou de l'hypermarché « *Géant Casino* » proche d'Alpes Mail Cachin. Ainsi, à l'image de la vacance résidentielle, une vacance commerciale est signalée par les professionnels (ex : Alma – Très Cloîtres – Chenoise) et en partie expliquée par le manque d'attractivité des territoires.

Toutefois, lorsque les quartiers disposent d'un marché, celui-ci joue un rôle structurant dans la vie économique et sociale du territoire. Il constitue une source d'attractivité pour les populations extérieures au quartier et facilite l'accès aux produits du quotidien.

L'émergence d'une nouvelle offre commerciale, plus souple et plus résiliente, reconfigure les pratiques

À travers l'accueil des épiceries mobiles et la mise en place de pôles commerciaux plus structurants, certains professionnels décrivent une recomposition de l'offre commerciale récente au sein des quartiers politique de la ville. Les dispositifs mobiles encouragés par l'action publique, comme « *Episol* »⁷⁴ (sur le parvis du Plateau à Mistral Lys Rouge Camine, sur la place des Géants à Renaudie – Champberton, et sur la place Michel Couëtoux aux Iles de Mars Olympiades), illustrent une recommandation de l'évaluation d'impact sur la santé⁷⁵ : « *développer une offre alimentaire de proximité en accompagnant les pratiques* », tout en créant du lien entre les habitants du quartier et ceux de l'extérieur.

D'autres expériences comme le pôle bio sur Malherbes ou les points de vente de paniers de consommation par les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) permettent non seulement de créer des emplois, mais participent aussi à la diversification de l'offre de commerces alimentaires avec notamment l'introduction des produits biologiques. **Non seulement la mobilité de ces points de vente favorise l'inclusion, mais elle génère également de la souplesse dans leur mise en place, par l'absence de locaux.**

Dans le cadre des projets de renouvellement urbain, des opérations de requalification commerciale peuvent être financées pour redynamiser l'offre en commerces et services des quartiers politique de la ville.

Une opération de ce type est en cours dans le quartier de Villeneuve – Village Olympique, qui bénéficiera d'un plan de restructuration des commerces de la place du Marché ainsi que du lancement de la conciergerie de quartier, assurée par la Régie de quartier. Cette conciergerie sera un point d'accès à divers services de proximité, à destination des entreprises et des habitants, avec par exemple la possibilité de bricoler, de réparer, de se faire livrer... Un des avantages significatifs des conciergeries est l'adaptation des coûts et des prix selon, par exemple, le pouvoir d'achat des usagers. **Cette offre de service, plus résiliente et plus inclusive, encourage l'autonomisation et le pouvoir d'agir des habitants par la transmission des savoir-faire.**

74 Contraction d'épicerie solidaire

75 «Évaluation d'impact sur la Santé - les Villeneuves Grenoble & Échirolles, 2019»

// INSERTION PROFESSIONNELLE ET ACCOMPAGNEMENT À L'EMPLOI **LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE, L'ÉLOIGNEMENT DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT ET L'INFLUENCE DE L'ÉCONOMIE PARALLÈLE COMPLIQUENT L'EFFICACITÉ DES ACTIONS MENÉES**

Entre niveaux de diplôme encore faibles et découragement des jeunes adultes

Si les professionnels s'accordent à dire qu'un faible niveau d'étude nuit à l'insertion professionnelle des habitants, ils soulignent également la présence de freins persistants à l'embauche issus de :

- La méconnaissance des savoirs-être professionnels attendus par les employeurs.
- Les discriminations à l'embauche.
- L'éloignement de l'offre de formation.

Ces barrières psychologiques se caractérisent par des difficultés à effectuer les démarches administratives, une auto dévalorisation et par un décrochage progressif – qu'il soit initié par un décrochage scolaire ou non – de la personne dans la dynamique d'insertion.

« L'enjeu est autant d'agir pour la formation professionnelle que sur les savoirs-être et les barrières mentales, notamment pour les personnes les plus éloignées de l'emploi. »⁷⁶

76 Focus group des professionnels – Village Sud, 2018

La tendance décrite par les professionnels indique une amélioration progressive des niveaux de diplômes (ex : Villeneuve – Village Olympique, Iles de Mars Olympiades). Ils insistent sur la nécessaire anticipation des métiers en tensions et pose la question de l'offre de formation à proximité du territoire et des possibilités pour les habitants de s'en saisir.

« Il y a une offre de formation. Mais les étudiants qui fréquentent l'école d'infirmier ne vivent pas dans le quartier et ne le pratiquent même pas. Ces offres n'ont pas d'influence sur l'emploi des habitants »⁷⁷.

77 Focus group des professionnels – Mistral Lys Rouge Camine, 2019

Plusieurs dispositifs et actions (Mission Locale, chantiers éducatifs, 1 % insertion) face à un chômage toujours préoccupant

En 2018, 34 % de la population active⁷⁸ des quartiers politique de la ville sont enregistrés comme demandeurs d'emploi (DEFM) contre 21 % de l'ensemble de la population active métropolitaine. La proportion de DEFM est particulièrement élevée au sein des quartiers Essarts – Surieux, Villeneuve – Village Olympique, Mistral Lys Rouge Camine et Alma – Très Cloîtres – Chenoise.

78 La population active se définit d'après l'Insee comme l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient au chômage

Sur l'ensemble de la période d'observation les professionnels décrivent les effets du chômage, en particulier sur la cohésion sociale du quartier. L'évaluation d'impact sur la santé menée aux Villeneuves de Grenoble et d'Échirolles recommande de « *promouvoir les savoirs locaux qui participent à une dynamique et au mieux-vivre avec retour d'expérience des anciens qui ont réussi* »⁷⁹.

79 «Évaluation d'impact sur la Santé - les Villeneuves Grenoble & Échirolles, 2019»

Les professionnels soulignent l'importance des actions menées par les Missions locales, en particulier lorsque les structures sont situées au sein d'espaces pivots pour le quartier, à l'image de celle de La Luire – Viscose qui intègre l'espace Picasso. La mise en place de la Garantie Jeunes puis son élargissement sont également salués par les professionnels des quartiers, notamment par la qualité de l'insertion professionnelle que le dispositif facilite via le financement des formations. La fin de prise en charge par la Mission locale des jeunes



**Chantier école Essarts - Surieux,
dans le cadre du dispositif
« 1 % insertion »**

80 Focus group des professionnels – Village
Sud, 2018

81 Évaluation des ateliers socio-
linguistiques, 2019

82 Focus group des professionnels – Alpes
Mail Cachin, 2019

83 Coordination emploi mutualisée
du dispositif du « 1% insertion » -
Jeudi 20 février 2020

ayant dépassé 26 ans est toutefois décrite comme une limite importante dans les leviers d'accompagnement des jeunes adultes.

Pour autant, l'efficacité des actions promues par le Plan local d'insertion par l'emploi (PLIE) – et en particulier la mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion – est soulignée par une partie des professionnels, qui rappellent l'importance de l'accompagnement global dans les démarches d'insertion sociale et professionnelle.

Enfin, les actions mises en place par les associations pour faciliter la transmission des savoirs-être et des compétences professionnelles sont considérées comme des leviers aux barrières psychologiques indispensables aux démarches d'accompagnement vers l'insertion professionnelle.

Cette complémentarité s'apprécie dans les partenariats qui peuvent être noués entre les associations et les dispositifs des politiques publiques : « *les filles tendent à considérer que leur émancipation passe par l'emploi. L'Association Vie et Partage, en collaboration avec la mission locale, participe grandement à la prise de confiance des jeunes filles et permet, à travers les déplacements dans le cadre des activités associatives, de faciliter psychologiquement la sortie du quartier* »⁸⁰.

Les ateliers sociolinguistiques, par la levée de freins périphériques à l'emploi comme le développement de l'autonomie, la compréhension du français administratif et des codes linguistiques, ainsi que par leur contribution à l'accès à la culture et à l'appropriation des codes sociaux, développent l'autonomie des apprenants tout en créant un espace de sociabilisation qui favorise le réseau. Ainsi, bien que l'insertion professionnelle soit un objectif secondaire des ateliers sociolinguistiques⁸¹, certains professionnels soulignent le succès rencontré : « *Les ateliers linguistiques à visée professionnelle fonctionnent bien et assurent un taux très satisfaisant de retour à l'emploi* »⁸².

FOCUS SUR LE DISPOSITIF 1% INSERTION

(VILLENEUVE - VILLAGE OLYMPIQUE, MISTRAL LYS ROUGE CAMINE, ESSARTS – SURIEUX ET RENAUDIE – CHAMPBERTON – LA PLAINE)

Mis en place pour améliorer l'accès à la formation et à l'emploi des habitants en développant une offre de proximité, le dispositif est un lieu de partage sur les bonnes pratiques, les innovations ou expérimentations menées sur les quartiers⁸³.

Avec un budget de 300 000 euros par an pendant 10 ans, issu du budget global des projets de renouvellement urbain, le « 1 % insertion » est salué par les professionnels. Il permet un travail partenarial et innovant pour le suivi des publics réfractaires à l'accompagnement et pour imaginer des opérations adaptées qui favorisent les débouchés professionnels.

Parmi les pistes d'amélioration des chantiers éducatifs d'insertion figure l'ouverture aux habitants de plus de 25 ans ainsi que la nécessaire diversification des chantiers (espaces verts, cuisine, aménagement et mobilier urbain...).



// ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES QUARTIERS PRIORITAIRES ENTRE LA FAIBLE ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Vitalité des entreprises : une faible attractivité économique

Dans certains quartiers politique de la ville, c'est surtout le manque d'entreprises et d'activités économiques qui est mis en avant par les professionnels (Mistral Lys Rouge Camine, Alpes Mail Cachin, Renaudie – Champberton – La Plaine).

La rénovation urbaine a favorisé à Village Sud et Mistral Lys Rouge Camine l'installation d'activités, en particulier dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ex : IFRA, Pousada ou Impulse au Village Sud). Toutefois les professionnels soulignent que les externalités positives pour les habitants sont faibles. Ce constat rejoint l'interrogation autour du futur Pôle Multi-flux prochainement mis en place par La Poste dans le quartier Mistral : si cette installation devrait générer 300 emplois, quelle proportion de ces emplois sera occupée par des actifs résidents au sein du territoire ?

Les professionnels évoquent la croissance du développement de l'auto-entrepreneuriat dans plusieurs quartiers, notamment à l'initiative de femmes qui voient dans l'entrepreneuriat un cadre souple, permettant de mieux concilier réinsertion dans le monde du travail et vie familiale. Cette observation lors du focus group de Renaudie – Champberton – La Plaine de 2019 rejoint celle des professionnels d'Alpes Mail Cachin qui mentionnent une tendance à l'auto-entrepreneuriat notamment tourné vers l'artisanat, comme compensation à la difficulté d'accéder à l'emploi.

Ces problématiques font écho à la recommandation « Réfléchir à comment créer de l'emploi par les pairs pour accompagner les habitants sur les ressources existantes »⁸⁴ formulée par l'évaluation d'impact sur la santé des Villeneuves de Grenoble et Échirolles. Elles appellent à adapter en permanence les dispositifs d'accompagnement vers l'emploi, notamment par l'identification des métiers en tension et par le soutien dans les démarches d'auto-entrepreneuriat.

Le Plateau,
Mistral Lys Rouge Camine

⁸⁴ « Évaluation d'impact sur la Santé - les Villeneuves Grenoble & Échirolles, 2019 »

Le développement de l'économie sociale et solidaire

85 Focus group des professionnels –
Teisseire Abbaye Jouhaux Châtelet, 2018

« L'économie solidaire commence à se développer, notamment grâce aux cafés associatifs comme la Pirogue, aux AMAP ou aux paniers solidaires d'initiative publique »⁸⁵. La mention de l'économie sociale et solidaire ou en circuit-court est croissante dans la parole des professionnels des quartiers politique de la ville de la Métropole, en particulier les quartiers du nord grenoblois et d'Alpes Mail Cachin. Elle était par ailleurs déjà bien implantée au sein des quartiers du sud comme Villeneuve – Village Olympique. Cette économie constitue une vraie richesse pour le quartier selon les professionnels avec parfois un certain décalage décrit entre les activités qui y sont développées et les besoins réels des habitants (ex : Alma – Très Cloîtres – Chenoise).

86 « Rôle et place de l'Économie Sociale et Solidaire sur les quartiers Politique de la Ville, 2018 »

Une étude⁸⁶ spécifique à l'économie sociale et solidaire témoigne qu'en proportion, le nombre de structures relevant de l'ESS est plus élevé au sein des quartiers politique de la ville qu'en-dehors, ce taux y est même particulièrement élevé pour les quartiers d'Alma – Très Cloîtres – Chenoise, Iles de Mars Olympiades, Alpes Mail Cachin, Mistral Lys Rouge Camine.

FOCUS SUR LA TYPOLOGIE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE SUR LES QUARTIERS, EN TROIS GROUPES :

- Les associations habitantes ou « *racines* », créées par des habitants, gérées par des habitants et dont les principaux bénéficiaires sont des habitants ; présentes notamment sur le quartier Villeneuve – Village Olympique
- Les associations importées ou « *boutures* », créées et portées par des personnes extérieures au quartier, elles touchent principalement des bénéficiaires habitants ; présentes notamment sur les quartiers Essarts – Surieux et Renaudie – Champberton – La Plaine.
- Les associations extérieures ou « *hors sol* », créées et portées par des personnes extérieures au quartier, elles s'adressent principalement à des bénéficiaires extérieurs ; présentes notamment sur le quartier Alma – Très Cloîtres – Chenoise

En analysant plus précisément le tissu économique de l'économie sociale et solidaire des quartiers Villeneuve – Village Olympique et Essarts – Surieux, l'étude formule plusieurs constats :

- Pour les deux quartiers, 80 % des structures relevant de l'économie sociale et solidaire ne sont pas employeuses.
- Les structures de l'économie sociale et solidaires doivent faire face à un contexte toujours plus compliqué en répondant à une sollicitation croissante de la part des partenaires institutionnels et à des contextes sociaux de plus en plus difficiles, tout en subissant une fragilisation, notamment financière.
- Les principaux secteurs d'activités sont cohérents avec le tissu économique et social des quartiers : le sport, la culture, l'éducation, la jeunesse et la santé.

Cette étude formule aussi certaines recommandations :

- Renforcer la mission d'animation territoriale des acteurs de l'économie sociale et solidaire, portée par des acteurs réunis en collectif afin d'éviter la sur sollicitation.
- Soutenir l'économie sociale et solidaire en émergence et non-employeuse, moins intégrée dans des réseaux d'interconnaissance des acteurs, pour en mobiliser de nouveaux.
- Soutenir l'engagement des jeunes sur le quartier, en s'appuyant à la fois sur les associations du territoire et des associations ressources extérieures (ex : Cap Berriat, Afev, etc.) pour renouveler la base bénévole existante.



© Alain FISCHER 2016 - Ville de Grenoble

- Proposer une offre de service, type conciergerie, répondant aux besoins spécifiques des structures de l'économie sociale et solidaire (compétences informatiques, communication, permanence des associations), éventuellement au sein d'un espace dédié aux acteurs sur le quartier, tout en veillant à ne pas limiter le champ à ce seul espace concentré géographiquement.

Cette dernière recommandation trouve une issue dans le lancement de la conciergerie de quartier de Villeneuve – Village Olympique, à l'Arlequin, en 2020.

**Jardins partagés Teisseire,
Abbaye Jouhaux Châtelet**

Partie 2

Portraits de quartier

Cette partie propose une planche synthétique des dix quartiers prioritaires de Grenoble-Alpes Métropole. Cette analyse s'appuie sur les quatre supports d'observation déployés par Grenoble-Alpes Métropole depuis 2015 :

- Les focus group des professionnels,
- L'enquête téléphonique auprès des habitants,
- Le suivi d'indicateurs statistiques,
- Les zooms évaluatifs sur des questions spécifiques.

Ainsi, ces portraits de quartier sont le reflet des observations qualitatives (retours des professionnels, paroles d'habitants, études spécifiques...) et quantitatives (statistiques...) réalisées sur chacun des quartiers.

Concernant les indicateurs présentés, ils servent à suivre le contexte démographique, social et urbain de l'ensemble des quartiers de l'agglomération. C'est donc leur lecture globale qui doit être préférée à l'analyse de chacun isolément des autres. Leur capacité à être produits et reproduits sur l'ensemble des quartiers des grandes communes de l'agglomération avec les données les plus récentes a été privilégiée. Ils peuvent ainsi différer d'autres indicateurs apparemment similaires. Par ailleurs, il a été jugé préférable de ne pas présenter trop d'indicateurs redondants.

Les indicateurs montrent les différences des valeurs entre 2016 et 2020 sauf pour la population et les logements pour qui sont présentés le nombre et leur variation entre ces dates.

Les logements sont les logements occupés, ce qui peut expliquer des variations malgré l'absence de construction ou de démolitions. **La population étant celle des assurés sociaux**, elle couvre en moyenne 80% de la population totale en 2016, soit entre 60 et 90% selon les quartiers. Lorsqu'il s'agit de taux, il s'agit de la différence de points entre les deux dates. Les valeurs calculées au niveau de la métropole permettent de relativiser à la hausse ou à la baisse les évolutions constatées dans le quartier décrit.

Les tableaux en annexe détaillent les calculs des indicateurs et les pertinences et limites des données mobilisées.

Code couleur

Données issues de l'enquête
vie quotidienne des habitants

Données issues des
évaluations

ALPES – MAIL – CACHIN

UN APAISEMENT CONTINU DE LA VIE DANS LE QUARTIER est à noter depuis une dizaine d'années. Les problématiques d'insécurité et de tranquillité publique tiennent plus des incivilités routières et des conflits de voisinage que d'épisodes violents, comme le quartier a pu en vivre auparavant. En effet, **quatre habitants interrogés sur cinq en 2018 affirmaient être satisfaits de vivre dans le quartier**, ce qui est le plus haut taux parmi les dix quartiers politiques de la ville de la métropole.

UNE APPROPRIATION DE L'ESPACE PUBLIC : la réouverture de la Maison du Temps Libre (MTL) a fait émerger un point de centralité pour les habitants qui se sont réapproprié l'espace public adjacent. Grâce au travail des associations et des professionnels, la MTL est de mieux en mieux identifiée par les habitants. De plus, la rénovation du parc Jean Moulin a permis de redéfinir ses usages et

de réduire les points de deal limitrophes. Les parcs du quartier sont appréciés par les habitants avec **¾ des personnes interrogées en 2018 qui fréquentaient les parcs du quartier**. De fait, les associations et les écoles réinvestissent progressivement les équipements sportifs avoisinants. Il est toutefois bon de se questionner sur le devenir de cette dynamique suite à la fermeture de la MTL pour travaux.

UNE SOLIDARITÉ ENTRE VOISINS : les collectifs d'habitants constitués par montées d'immeubles abordent certes les problématiques liées aux logements, mais se préoccupent également des enjeux de convivialité et d'accompagnement dans les difficultés du quotidien. Néanmoins, la dynamique associative, à l'exception des collectifs habitants, est en ralentissement. D'autant plus que ces collectifs habitants sont restreints géographiquement, il n'existe pas d'association regroupant des habitants de l'ensemble du quartier. De plus, les professionnels évoquent des difficultés pour les associations à communiquer sur leurs animations et à se coordonner. Un essoufflement des personnes motrices se fait sentir et une partie des habitants, plus isolés, reste éloignée de ces animations.

UNE MOBILISATION CITOYENNE FORTE MAIS PEU REPRÉSENTATIVE : des habitants sont présents aux instances et le conseil citoyen est actif, ce qui marque une amélioration par rapport à une époque où les ménages étaient plus hermétiques à l'action publique. Les femmes sont devenues majoritaires dans les instances de participation institutionnelle ou informelle. Toutefois, ce sont souvent les mêmes habitants qui s'investissent, ce qui questionne la représentativité de ces instances. Ce rejet s'explique, d'après des parents d'élèves très actifs, par le fait qu'il est possible de s'investir dans la vie du quartier sans passer par les instances. Même si elle est ponctuelle et spécifique, on peut noter une mobilisation importante de collectifs de locataires.

■ CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

2015-2019

- La fête de quartier du Mail Cachin, première quinzaine de juin
- Le goûter de fin d'année du collectif des Alpes, première quinzaine de décembre
- Un des soirs d'été sur le quartier, juillet-août
- marché de Noël, décembre
- Forum santé au mois de mai

2020

- Concertations pour la halle Cachin et la sécurisation et l'embellissement de la place Cachin,
- Fermeture pour travaux de la Maison du temps libre
- Démarrage du réaménagement et désenclavement du parc Jean Moulin



UN ESPACE PUBLIC ENCORE ORGANISÉ PAR GENRE :

il est noté depuis quelques années que les femmes sont de plus en plus présentes dans l'espace public et qu'elles participent davantage aux animations. Sans qu'il existe de "zones de non-droit" dans le quartier, des stratégies d'évitement selon le lieu et l'heure sont mises en place par les femmes. Un certain conservatisme persiste sur le quartier et entraîne pour certaines femmes un repli sur elles-mêmes. En 2012, un dispositif nommé sentinelle est mis en place afin de former les élèves et personnels des établissements scolaires aux enjeux du harcèlement. Ainsi, des sentinelles volontaires parmi le public de l'établissement tentent de repérer des cas de harcèlement.

UN TRAFIC DE DROGUES DÉPLACÉ À L'EXTÉRIEUR DU QUARTIER :

une régression du deal dans le quartier est constatée ces dernières années, en lien avec plusieurs phénomènes : la réouverture de la Maison du Temps Libre (MTL), la progression de l'insertion professionnelle des jeunes, l'occupation de l'espace public par les habitants et l'amélioration des infrastructures. Toutefois le phénomène n'a pas disparu ce trafic s'est déplacé dans le quartier de la Maison du temps libre vers la place des Écrins depuis l'été 2019. Le sentiment d'insécurité ne disparaît pas

entièrement avec cette régression du trafic bien que désormais il soit davantage lié à des incivilités qu'à des faits de délinquance. L'insécurité routière est encore présente et la petite taille du quartier amplifie l'impact des conflits de voisinage.

UN PARC DE LOGEMENTS VIEILLISSANT MAIS ABORDABLE :

si la mixité sociale se fait bien aux Alpes, le Mail accueille une grande majorité de ménages précaires du fait de loyers très bas : deux personnes interrogées sur trois sont venues habiter dans le quartier pour le rapport qualité-prix du logement. Ces loyers bas s'expliquent en grande partie par l'ancienneté et la dégradation du bâti présentant des problèmes d'accessibilité. Un besoin de rénovation est identifié sur le Mail afin de rester attractif : le sous-quartier est de plus en plus refusé ou quitté.

UNE OFFRE RICHE EN SANTÉ :

le service santé présent au cœur même du sous-quartier des Alpes est fortement apprécié et fréquenté par les habitants. Sa localisation est toutefois problématique pour certaines jeunes filles qui n'osent pas se rendre au Centre de planification familiale trop proche de chez elles. De plus, des départs à la retraite pourraient compliquer, à moyen terme, l'accès aux soins. Actuellement, les principaux

ALPES – MAIL – CACHIN

freins de l'accès aux soins résident dans la précarité des familles, notamment en ce qui concerne les soins spécialisés (dentistes, ophtalmologie, etc.).

DES COMMERCES DE PROXIMITÉ À CONSOLIDER : la proximité de l'hypermarché ne permet pas une stabilité des commerces de proximité. De plus, la présence quasi quotidienne du marché joue également un rôle structurant dans la vie économique du quartier en proposant tout ce qu'un

commerce de proximité pourrait apporter. Des locaux vacants en cœur de quartier apparaissent, ce qui crée un sentiment d'abandon chez certains habitants.

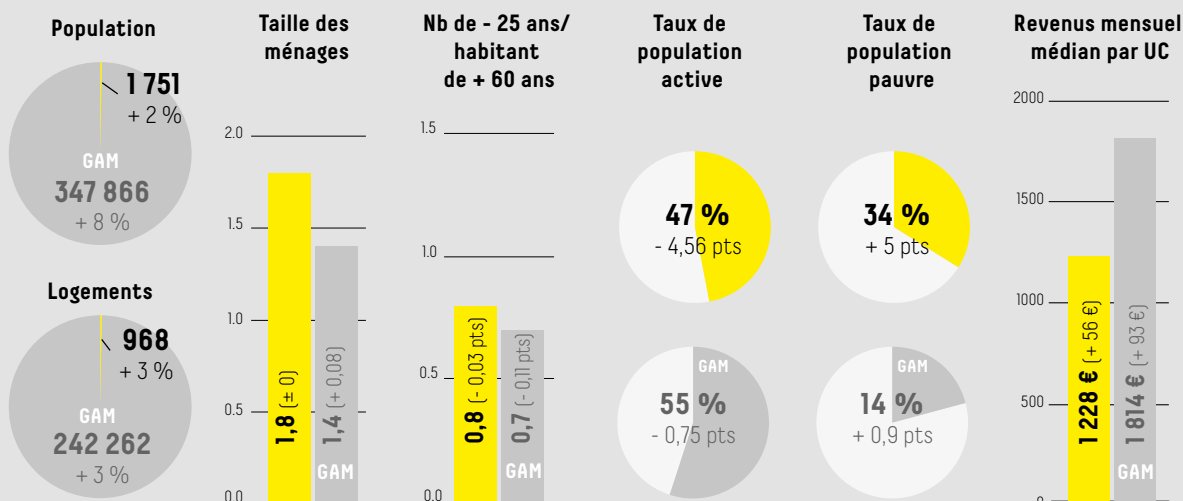
UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ABSENTE ET UNE INSERTION PROFESSIONNELLE FRAGILISÉE : malgré l'intégration de clauses

1. ATOUTS

- Une présence importante des services publics en proximité
- Une présence de médiation assurée par deux acteurs importants sur la commune
- présence du tram,
- forte implication de collectif de locataires
- très bonne dynamique de copropriétés avec majorité de propriétaires
- logements abordables
- Situation du quartier au cœur de la trame verte intra-urbaine
- attractivité et rayonnement du marché Cachin

2. FAIBLESSES

- Un quartier constitué de sous quartiers ayant tendance à se cloisonner
- Parc de logement social vieillissant, parc de logement privé vieillissant et fragilisé
- Entrées du Parc Jean Moulin peu lisible, parc de grande taille mais à usage de proximité, le mail Marcel Cachin peu valorisé pour le loisir ou la promenade
- Fragilité du fonctionnement commercial en raison de la dispersion des locaux
- Équipements vieillissants peu adaptés aux usages actuels et énergivores
- ménages pauvres (population ayant des droits à la CMU, beaucoup d'allocataires CAF, revenu médian bas, chômage important) et beaucoup d'enfants en difficultés scolaires



d'insertion dans les marchés publics de travaux, le sentiment d'abandon est accentué par l'éloignement des structures d'accompagnement à l'emploi qui ont quitté le quartier depuis deux ans. Les professionnels de ces structures avaient créé un fort lien avec les habitants et favorisaient grandement l'insertion professionnelle. Il s'agit d'une perte importante pour le quartier qui rencontre déjà des difficultés à créer de l'emploi. L'absence d'entreprises au sein du quartier et de réseau avec les entreprises locales adjacentes incite de nombreux chercheurs d'emploi à se lancer dans l'auto-entrepreneuriat. L'artisanat est



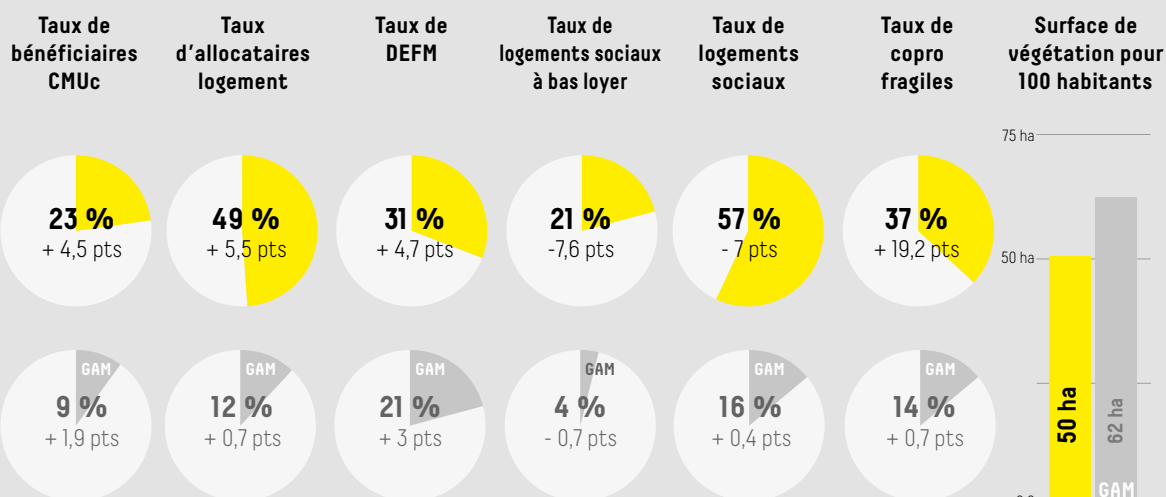
3. OPPORTUNITÉS

- requalification du parc Jean Moulin
- reconstruction de la MTL
- implantation à venir d'un hôpital de jour pour personnes en situation de handicap avec une volonté de l'équipe dirigeante de l'ouvrir aux personnes du quartier
- Le projet urbain global du secteur
- sécurisation fermeture et embellissement de la place du marché
- Réhabilitation extension de la MTL

en forte hausse. De plus, les ateliers thématiques mis en place en 2019 rencontrent un certain succès.

4. MENACES

- Un risque de perte de liens avec les services publics dans la proximité (délocalisation du service jeunesse)
- Une participation habitante qui décroît et un investissement habitant compliqué à gérer au regard du conseil citoyen



ALMA – TRÈS CLOÎTRES – CHENOISE

UN QUARTIER DE CENTRE-VILLE ANIMÉ : sa localisation en proximité des transports en commun, des lieux culturels ou des commerces du centre-ville confère au quartier une certaine attractivité. Il est désenclavé et vivant, un grand nombre de personnes extérieures le traverse et participe aux diverses animations, **contrairement aux habitants qui ne se sentent parfois pas légitimes pour y participer.** Cela complique le travail des professionnels qui doivent faire de l'aller-vers afin de toucher les habitants les plus en précarité et qui ne sont pas toujours en capacité de déterminer le taux

d'habitants du quartier qui participe à ces animations.

DES FONCTIONNEMENTS DIFFÉRENTS : il existe des effets de rues (rue Chenoise, rue de l'Alma, rue Servan...) qui segmentent le quartier. Alors qu'une ambiance conviviale existe rue Chenoise et se développe rue Très Cloîtres, de l'autre côté, autour de la Place Edmond Arnaud (important lieu de deal), les habitants ont plus de difficultés à investir l'espace public.

DES TENSIONS LIÉES PRINCIPALEMENT AU TRAFIC DE DROGUES : une grande partie des habitants est touchée par l'omniprésence et la violence du trafic, particulièrement autour de la place Edmond Arnaud. Alors que les retraités ont peur de ne pas pouvoir rentrer chez eux (squat des appartements et blocage des entrées d'immeubles), les jeunes craignent d'être stigmatisés et associés au trafic et les parents redoutent l'influence que peut avoir le trafic sur leurs enfants. De plus, la forte présence policière accentue la pression sur l'organisation du deal et crée un climat anxiogène. Les habitants ne comprennent pas pourquoi le deal persiste alors des moyens conséquents sont déployés.

UNE PAUVRETÉ MASQUÉE ET POURTANT BIEN PRÉSENTE : les habitants du quartier sont globalement en grande précarité, mais celle-ci est masquée par l'effet centre-ville, les importantes inégalités des revenus et la proximité d'une population beaucoup plus aisée. De plus, le secteur compte un grand nombre d'associations d'accueil et d'accompagnement de publics fragiles, ce qui peut ajouter une impression de plus grande précarité.

LE TRAVAIL ET L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL COMPLEXIFIÉS PAR LA PRÉSENCE DU DEAL : la présence du deal dans l'espace public et dans les montées d'immeuble demande aux professionnels d'adapter leur positionnement, particulièrement lors des temps d'aller vers, de visites à domicile ou des temps festifs. Le quartier accueille deux

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

■ Depuis 2015

■ **Juillet 2014 :** le quartier ATC entre dans les sites prioritaires de niveau 1 de la politique de la ville

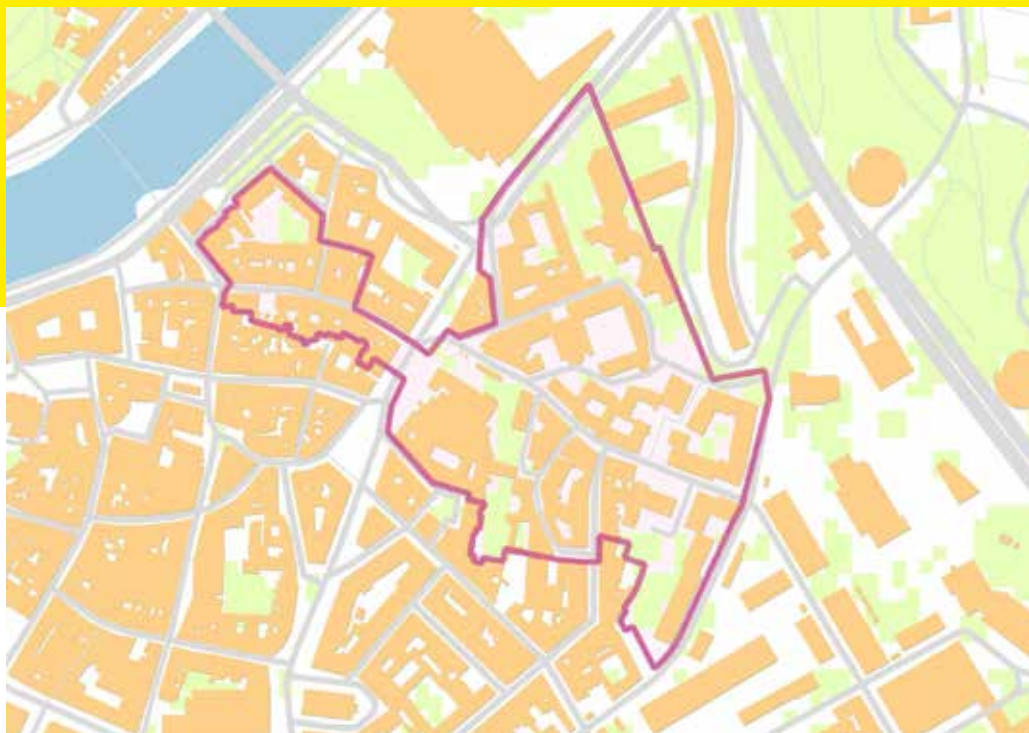
■ **Automne 2015 :** ouverture du LCR de l'Alma (centre de loisirs en pied d'immeuble de la MJC des Allobroges) et début de la gestion du Théâtre Sainte-Marie-d'en-Bas par l'équipe d'Antonio Placer

■ **2015 :** Osez Chenoise (association de commerçants et d'habitants de la rue Chenoise) et AMAQ (association Mosaïque des Acteurs du Quartier Très Cloîtres) développent des programmes d'animation et d'embellissement annuels pour redynamiser leurs rues

■ **2017 :** relogement du centre de santé dans la rue Très Cloîtres dans des locaux plus visibles et accessibles PMR

■ **2018 :** Réaménagement de la cour de l'Alma après concertation avec les familles et leurs enfants

■ **2019 :** le CIMN reprend la gestion du Théâtre Sainte-Marie-d'en-Bas



grands types de population : des familles et des personnes âgées. Ces deux publics ont des besoins très différents auxquels il n'est pas toujours simple de répondre. De plus, depuis quelques années le trafic s'est « *professionnalisé* » : les dealers qui gèrent les points de vente ne vivent pas dans le quartier. Les professionnels jeunesse rencontrent donc des difficultés pour les toucher. Enfin, certains dispositifs doivent être mis en place pour se rendre sur le terrain, comme par exemple une mise en sécurité temporaire d'agent bailleur.

UN ISOLEMENT DES PERSONNES FRAGILES s'observe, que ce soient les personnes âgées, les jeunes en décrochage scolaire, les mères seules ou les chômeurs. Il est difficile d'accompagner ces publics isolés. Certes, la MDH est bien identifiée et permet de réunir les habitants, mais le départ des services sociaux du département et du CCAS, le cloisonnement des professionnels de terrain ou encore l'éloignement de l'agence de proximité Actis en 2019 ont accentué cette situation. « *L'association Pays'Âges aide les personnes âgées d'origine immigrée à lutter contre la solitude. Elle crée un espace convivial, propice aux rencontres et échanges, mais rencontre des difficultés pour accueillir des femmes sur des temps où elles pourraient se retrouver entre elles* ». ¹

UN ACCÈS LIMITÉ AUX SOINS ET UN FORT NON-RECOURS AUX DROITS : la complexité administrative et la méconnaissance des

droits sont les principales causes du nonaccès. Les primo-arrivants, ainsi que les chibanis — immigrés arrivés dans les années 30 et au cœur de l'identité cosmopolite du quartier — doivent également faire face à la barrière de la langue et du numérique. De plus, l'importante précarité du quartier ajoute une barrière financière, notamment dans l'accès aux soins. Au niveau de la santé, les enfants sont bien suivis grâce à l'école, mais il est difficile de faire un suivi médical des chibanis qui retournent sur de longues périodes dans leurs pays d'origine. La santé mentale et les soins dentaires ont été identifiés comme deux problématiques importantes dans le quartier.

UNE INSERTION PROFESSIONNELLE LONGUE ET FASTIDIEUSE : pour les jeunes, l'opportunité facile du trafic s'oppose à la complexité de la recherche d'emploi. Les chantiers jeunes sont fortement regrettés : ils avaient créé une bonne porte d'entrée dans le monde du travail. Les chômeurs plus âgés ont d'autres priorités (éducation des enfants, logement...) que leur recherche d'emploi. Il est difficile d'accompagner ces personnes qui se sentent inemployables et ont le sentiment de subir de fortes discriminations liées à l'origine, à la culture et à l'adresse.

« *Nous avons dit clairement aux filles et aux garçons que si elles sont à la recherche d'un stage et qu'elles ont besoin d'aide, elles peuvent solliciter le club. Ça ne veut pas dire qu'on va forcément leur trouver un stage mais*

ALMA – TRÈS CLOÎTRES – CHENOISE

en tout cas on a notre réseau qui peut leur servir (Actis, ABS comptabilité, Métro, commune de Grenoble...). »²

DE NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS APPRÉCIÉS, MAIS DES RÉNOVATIONS IMMOBILIÈRES FORTEMENT ATTENDUES : les aménagements de la rue Chenoise et de la Cour de l'Alma redynamisent et embellissent le quartier. Les retours des habitants sont très positifs, mais l'enjeu majeur du quartier — à leurs yeux — reste la rénovation des logements. Les appartements sont anciens et peu ont été rénovés malgré d'importants problèmes d'isolation.

LES NUISANCES SONORES ET L'INSA-LUBRITÉ INFLUENT SUR L'AMBIANCE DU QUARTIER : la malpropreté du quartier (jets

par les fenêtres, déchets et encombrants sauvages, manque d'entretien) est génératrice de conflits entre les habitants. De même, des nuisances sonores — liées au trafic de nuit, aux combats de chiens et à la vie nocturne des bars, notamment du côté de la rue Chenoise — préoccupent les habitants.

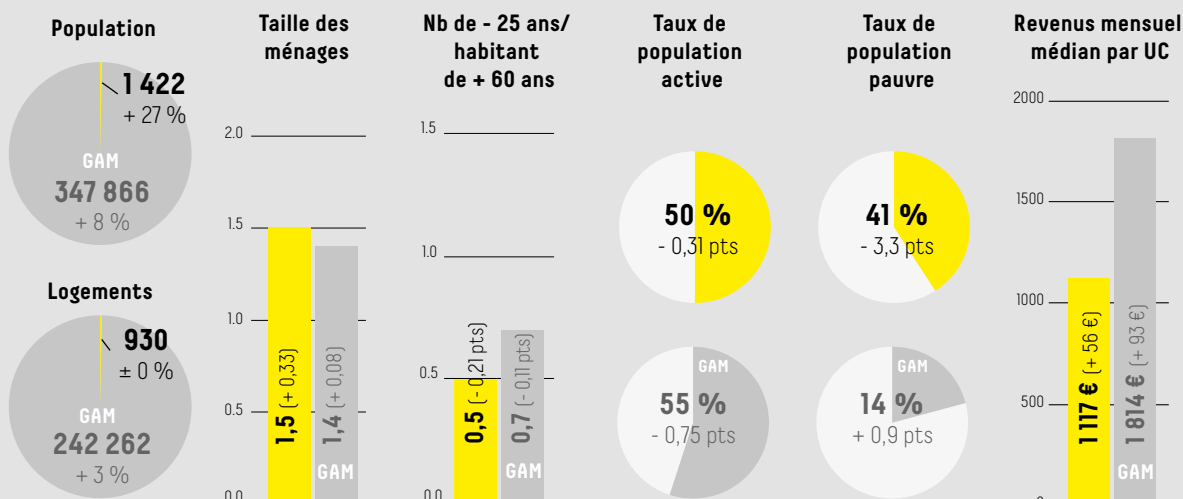
DES COMMERCE FRAGILES ET PEU UTILES AUX HABITANTS : quelques commerces sont présents dans le quartier, mais

1. ATOUTS

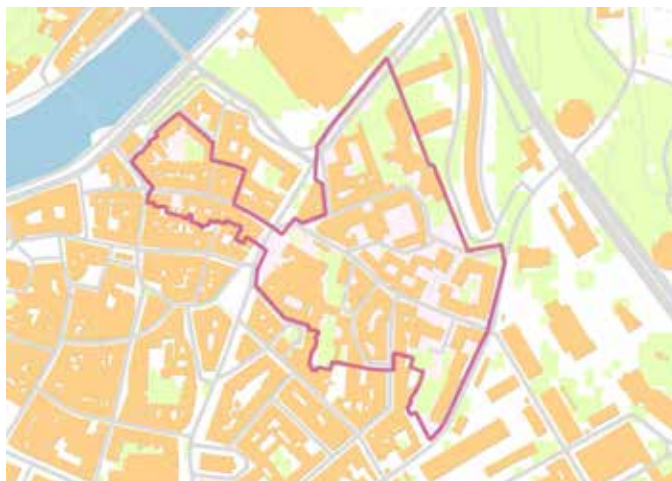
- Situation en cœur de ville qui offre une proximité immédiate avec les services et équipements publics et privés
- Offre culturelle importante
- Accessibilité et mobilité aisées
- Attachement des habitants au quartier et identité forte
- Mixité culturelle et sociale
- Richesse patrimoniale et historique

2. FAIBLESSES

- Certaines montées d'immeubles souffrent de la présence de deal important
- Précarité importante masquée par la situation géographique du quartier
- Sentiment de relégation malgré la situation en cœur de ville
- Quartier stigmatisé, sentiment d'insécurité
- Manque de lisibilité des cheminements piétons
- Fragilité des acteurs économiques + inadéquation entre population et offre commerciale
- Bâti vieillissant et précarité énergétique



ceux-ci sont précaires, surtout autour de la place Edmond Arnaud où aucun projet économique ne voit le jour. Les quelques commerces dynamiques — et notamment les restaurants — ne sont pas estimés par les habitants comme leur étant destinés. La rue Très-Cloîtres a fait l'objet d'un travail de redynamisation commerciale depuis 2013 mais cette artère peine encore à attirer les flux de passants qui fréquentent les rues commerçantes de l'hypercentre.

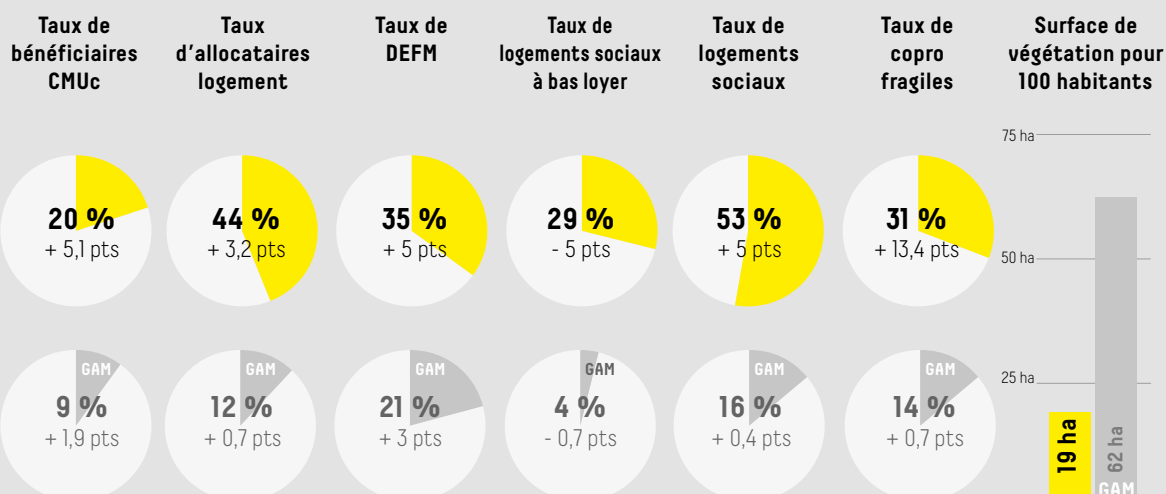


3. OPPORTUNITÉS

- Potentiel architectural et situation géographique intéressante.
- Bonne synergie d'acteurs et partenariat construit
- Dynamique commerciale à consolider et locaux vacants
- Projets de requalification d'espaces publics en cours

4. MENACES

- Clivages entre populations : jeunes/personnes âgées, Alma/Edmond Arnaud — Très Cloître
- Population vieillissante avec problématiques santé lourdes
- Trafics d'envergure et économie souterraine
- Logement vieillissant et précarité énergétique
- Périmètre QPV limité : taille critique qui limite la connaissance et les actions



ESSARTS – SURIEUX

UNE PARTICIPATION FORTE MAIS UN TISSU ASSOCIATIF FRAGILE : les temps festifs organisés par les associations et la collectivité sont appréciés et attirent beaucoup d'habitants. Toutefois, ceux-ci sont davantage consommateurs des animations qu'acteurs. Bien que l'économie sociale et solidaire émerge sur le quartier depuis 2010 avec la création importante de nouvelles structures¹, le tissu associatif du quartier rencontre des difficultés à se renouveler et à attirer de nouveaux bénévoles. La mobilisation citoyenne est quand même forte autour

du projet urbain, bien qu'il soit compliqué pour les habitants de se projeter et de travailler à une échelle bien plus large que leur vie quotidienne. De plus, les habitants ne se sentent pas forcément entendus, notamment dans le conseil citoyen qui perd en dynamisme.

UNE MAISON ÉGALITÉ FEMME-HOMME : En moins d'un an, cette structure est clairement identifiée par un quart des personnes interrogées de l'enquête Vie Quotidienne des Habitants (EVQH). Certes, les filles participent en nombre aux activités sportives, mais l'offre est encore trop à destination des garçons. Les associations sportives accueillent de plus en plus de filles : « L'AS de football de Surieux accueille 22 filles parmi ses 168 adhérents en 2018. Elles habitent généralement le quartier et beaucoup d'entre elles fréquentaient les terrains comme spectatrices ».² L'espace public est principalement occupé par des hommes, avec un phénomène d'évitement des jeunes filles qui quittent le quartier pour se retrouver.

LA BUTTE, UNE CENTRALITÉ FORTE DU QUARTIER : le parvis devant la structure La Butte est fortement occupée et les usages s'y sont spontanément développés. Depuis 2016, ce lieu a permis de créer du lien social entre les usagers. Toutefois, l'équipement attire en majorité un public extérieur au quartier. Avec son marché, il répond à la demande de commerces de proximité exprimée par les habitants.

UNE FRACTURE NUMÉRIQUE GÉNÉRALISÉE : en 2016, il était constaté de fortes problématiques autour de l'accès au numérique et de la complexité des démarches administratives dématérialisées. Alors que cette fracture touchait tous les publics, les acteurs sociaux se sont emparés de la question et ont mis en place des systèmes d'accompagnement. Un réseau d'équipements

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

2017

- Maison du Projet au sein de la Butte
- Transformation du centre social en maison des habitants-es

2018

- Bâtiment Ylis & Célestria qui regroupent un pôle de service (MEFH, Agence du quotidien et Centre de planification et d'éducation familial)
- Pôle santé
- Ma chance moi aussi

2017-2018

- Dounia déploiement de l'épicerie sociale
- Déploiement de la vidéoprotection

2014 -2022

- Divers travaux bailleurs dans les parties communes et à l'intérieur des logements
- Dans le cadre de la GUP : travaux aires de jeux, reprise des sols, barrières...

2019

- Prix fondation Transdev « ma chance moi aussi »

² « Accès des jeunes filles aux pratiques sportives », Novembre 2018



publics s'est organisé pour proposer de la médiation numérique. Cette nouvelle mission des structures publiques du quartier répond certes à un besoin fort d'accompagnement, mais a aussi permis d'attirer un nouveau public dans les bibliothèques ou les maisons des habitants.

UN TRAFIC DE DROGUES OMNIPRÉSENT : un fort sentiment d'insécurité est exprimé par les habitants. Même si le quartier est considéré légèrement plus sûr depuis 2017, la moitié des personnes interrogées se considèrent occasionnellement en insécurité. En plus d'impacter le quotidien des habitants, le deal évolue et se professionnalise. La visibilité du trafic est plus forte et les drogues dures sont de plus en plus présentes. Certes, des mesures sont prises dans le quartier pour lutter contre le deal et le squat — comme les travaux sur la place Beaumarchais — mais celles-ci entraînent surtout un déplacement des lieux de vente, plus qu'une régression.

UNE OFFRE DE SOIN ENRICHI, MAIS UN ACCÈS DIFFICILE : l'ouverture du centre de

santé a permis d'enrichir l'offre de soins sur le territoire. Toutefois, le coût des mutuelles et de la prise en charge complique l'accès aux soins. Les professionnels pointent également des problématiques spécifiques liées à la santé sur le quartier autour de l'alimentation (obésité précoce, carences alimentaires, malnutrition...) et des addictions (accès facilité aux drogues dures, impact psychique et mental...).

DES BARRIÈRES PHYSIQUES INVISIBLES : une partie des habitants s'enferme dans un cercle social limité au quartier, et même à des secteurs plus restreints. Les flux sont très faibles de chaque côté de l'avenue entre les Essarts et Surieux. Certains évoquent une illégitimité à sortir du quartier et un manque de perspective personnelle, ce qui impacte fortement l'accès à l'emploi. De plus, au sein même du quartier, certains ont le sentiment d'être exclus des dispositifs d'insertion. Les chantiers de rénovation urbaine cristallisent de fortes attentes. Se pose alors la question de la formation et de l'orientation professionnelle, au-delà de la nécessité de décroisonner les territoires.

ESSARTS – SURIEUX

DES BARRIÈRES FINANCIÈRES QUI IMPACTENT L'ACCÈS AU SPORT :

L'accès au sport reste coûteux pour des familles aux budgets contraints qui n'inscrivent pas leurs enfants en club. Pour contrer cela, soit les enfants participent à des activités ponctuelles au détriment d'une pratique régulière en club, soit les parents ne permettent qu'à une partie des enfants de s'inscrire dans un club. Pour les clubs, il est difficile de réduire le prix des inscriptions entre l'augmentation du coût des licences et la baisse de subventions.

UNE IMAGE NÉGATIVE DU QUARTIER :

bien que les travaux soient jugés utiles pour le quartier par $\frac{3}{4}$ des personnes interrogées en 2019³ et que la rénovation de certains logements ait permis de redynamiser une partie du marché immobilier, l'image négative du quartier persiste. Engendrée par l'importante médiatisation autour

d'évènements marquants, la mauvaise réputation impacte l'attractivité du quartier et crée de la discrimination. En 2019, 24 % des interrogés déclaraient avoir déjà eu l'impression d'être victimes de discriminations en raison de leur quartier d'habitation. L'image négative du quartier et la perte d'attractivité ont entraîné une forte décroissance du coût de l'immobilier qui a permis à certains ménages d'accéder à la propriété. Toutefois, ces ménages n'arrivent pas toujours à faire face aux charges de copropriétés élevées.

UNE AMBIANCE PESANTE MAIS UN ATTACHEMENT FORT AU QUARTIER :

en plus d'un trafic de drogues omniprésent, le turn-over des habitants est important dans le quartier. Ainsi, les populations changent et ne sont pas toujours bien intégrées. L'arrivée de population sub-saharienne ou des pays d'Europe de l'Est a suscité de l'hostilité et des conflits de voisinage. Malgré les tensions, l'attachement des habitants au quartier est exprimé chaque année. Certes, l'ascenseur social et le parcours résidentiel

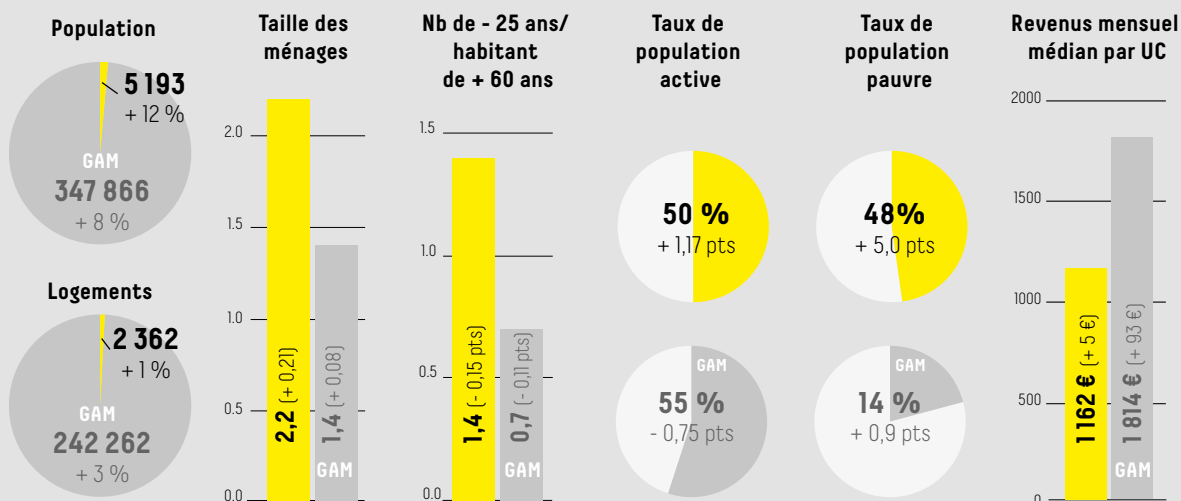
³ Enquête vie quotidienne des habitants, 2019

1. ATOUTS

- Accessible en transports en commun (tram, pôle gare)
- Proximité Rocade Sud
- Nombreux équipements de proximité

2. FAIBLESSES

- Incivilités autour du cadre de vie
- Essoufflement de la participation habitante et associative



de certains ménages sont bloqués et les empêchent de quitter le quartier, mais une grande partie de la population est satisfaite d'y vivre et souhaitent rester : depuis 2017, deux interrogés sur trois se disent satisfaits de vivre dans le quartier⁴. Cet attachement s'exprime aussi à travers un phénomène de rassemblement familial, avec des habitants qui font venir d'autres ménages.



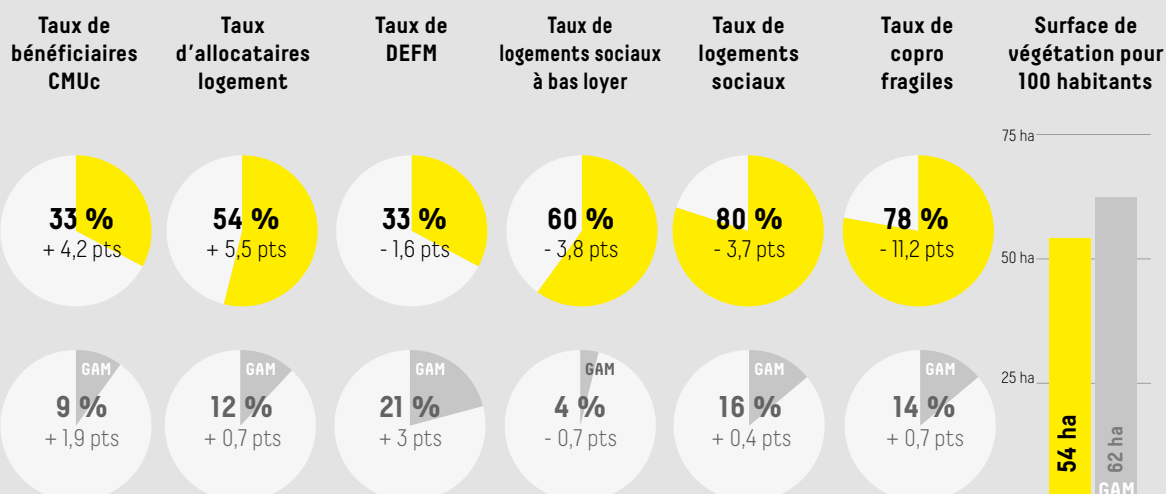
⁴ Enquête vie quotidienne des habitants, 2017-2018-2019

3. OPPORTUNITÉS

- Projet de renouvellement urbain à venir
- Proximité de zone d'emploi et commerciale
- 1 % insertion
- GrandAlpe

4. MENACES

- Trafic et regroupement important
- Sentiment d'insécurité marqué



ÎLES-DE-MARS – OLYMPIADES

UN APAISEMENT FRAGILE : la mise en place du dispositif « *Présence/Sécurité* » en 2016 a permis de baisser les incivilités, la présence du trafic et le squat dans les parties communes des immeubles. Toutefois, le changement de prestataire en 2017 — moins répressif que les « *Gilets rouges* » — a permis de nouveaux regroupements. Aujourd'hui, la délinquance est concentrée sur quelques montées. Des tensions existent entre ces montées et entre les différents

sous-quartiers (Îles de Mars et Olympiades). De plus, la présence des forces de l'ordre accentue le sentiment d'insécurité des habitants. À cela s'ajoute le fort sentiment d'insécurité routière lié à la présence de deux-roues circulant dangereusement.

UNE RÉNOVATION URBAINE ATTENDUE : le quartier est un chantier géant aux yeux des habitants, mais les premiers résultats commencent à apparaître et sont appréciés. Toutefois, les habitants restent impatients de voir de nouvelles zones livrées mais quelques critiques sont exprimées sur la gestion des travaux, le manque de signalétique, la disparition importante de places de stationnement ou encore la présence de déchets sauvages. Enfin, l'implication des habitants à l'embellissement de l'espace public a été recherchée et participe à diminuer le nombre de dégradations et à favoriser le mieux-vivre ensemble.

UN FORT COMMUNAUTARISME QUI DIVISE : L'arrivée de nouveaux arrivants a créé un fort communautarisme au sein des habitants. Cette difficile intégration est liée, d'après les professionnels, à la religion, à l'origine et l'absence de mixité culturelle. Afin de créer une ambiance quartier, le mur séparant les Îles de Mars et Olympiades a été détruit et un parc avec des liaisons piétonnes ont été créés. Malgré la solidarité qui existe au sein des groupes sociaux, des tensions subsistent encore entre les habitants des deux sous-quartiers, notamment vis-à-vis de l'inégale répartition des équipements. Les professionnels souhaiteraient créer davantage de lieux de rencontres.

UNE FRACTURE NUMÉRIQUE GLOBALE : la barrière de la langue et les complexités administratives et numériques impactent fortement la capacité des habitants à recourir à leurs droits. Une forte demande d'accompagnement est exprimée par la population, notamment les personnes âgées isolées, les mères de familles mais aussi les jeunes. Cet

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

- **2015 à 2017** : Dispositif tranquillité résidentielle de la SDH
- **2016** : Mise en place de la "Casa des mômes"
- **2016** : Incendie accidentel du pôle commercial Olympiades
- **2017/2018** : Concertation en Ateliers Publics Urbain sur le réaménagement des espaces publics
- **2018** : Incendie des nouveaux locaux de la police municipale dans l'ancien collège Îles de Mars
- **2018/2019** : Concertation sur le devenir de l'ancien collège Îles de Mars. Travaux de sécurisation sur les façades Olympiades
- **2018-2020** : Temps festifs trimestriels
- **2018 à 2020** : Réaménagement des espaces publics
- **2019** : Création d'un poste adulte-relais pour Sondogunga
- **2019-2020** : Réhabilitation thermique des bâtiments des Îles de Mars
- **2020** : Inauguration des nouveaux espaces publics dévoilement du nom du parc choisi par vote : Rosa Parks



accompagnement prend du temps aux professionnels, qui ne sont en plus pas toujours formés à la médiation numérique. La dématérialisation n'est pas la seule raison du non-recours aux droits, les professionnels se questionnent aussi sur l'accès à l'information et la lisibilité des dispositifs d'aide.

UNE VIE DE QUARTIER PEU ANIMÉE :

quelques associations, peu nombreuses, sont ancrées dans le quartier et proposent des événements dans l'espace public où la participation est plutôt bonne. Mais, les habitants aimeraient davantage d'animations pour rythmer leur quotidien. Mis à part quelques habitants très investis, les habitants du quartier se placent davantage dans une posture de consommateurs, il est difficile de les mobiliser sur des temps organisationnels ou institutionnels (conseil citoyen, jardin partagé, événements festifs...). Enfin, ces animations ont aussi pour vocation d'ouvrir le quartier à un public extérieur. Mais le manque de signalétique vers les équipements et de communication complexifie cette ouverture à l'ensemble des pontois.

LA SANTÉ, UN ENJEU MAJEUR : certains ménages peinent à faire face aux difficultés du quotidien. Face à cette précarité, la santé n'est pas la priorité : le manque de temps,

les dépenses et le départ de professionnels de santé freinent les prises en charge. Les enfants sont globalement bien suivis médicalement grâce au bilan réalisé à l'école. Mais le recours aux soins des autres habitants est faible. Les professionnels ont identifié trois principaux publics fragiles : les mamans, les personnes âgées isolées et les personnes atteintes de troubles mentaux. D'ailleurs, l'Étude d'Impact sur la Santé réalisée en 2019 sur le quartier identifie que « 30 % de la population souffre de troubles psychiques »¹.

UN BESOIN D'ACCOMPAGNEMENT DES PARENTS :

les professionnels s'inquiètent de l'épuisement possible des mères seules face à la complexité du quotidien. Un atelier sur la « *prévention de l'épuisement parental* » est prochainement organisé dans le quartier. Beaucoup de jeunes et d'enfants sont seuls dans l'espace public et le quartier est touché par un fort taux de décrochage scolaire. Un découragement se ressent chez les jeunes face à une trajectoire d'orientation professionnelle longue et difficile. L'éducation étant une priorité pour les parents, certains d'entre eux mettent en place une stratégie d'évitement scolaire pour que leur enfant ne soit pas inscrit dans un établissement scolaire de quartier prioritaire (image négative). Toutefois, « comparé aux autres QPV,

ÎLES-DE-MARS – OLYMPIADES

le Collège Nelson Mandela affiche un faible taux d'évitement de la carte scolaire».²

«Certains parents ont pour volonté de partir du quartier une fois leur enfant adolescent, par peur du trafic de drogue».³

«L'association ALFA 3A au sein des centres de loisirs de la ville de Pont-de-Claix crée du lien avec les familles, organise des temps conviviaux et d'échanges autour des thématiques éducatives».⁴

UNE FAIBLE DIVERSITÉ D'ÉQUIPEMENTS : le quartier recense un nombre satisfaisant d'équipements, mais leur fréquentation est faible et leur répartition territoriale est critiquée par les habitants d'île de Mars. Étant mal indiqués, ils sont peu attractifs. Enfin, des freins psychologiques existent, il y a une nécessité d'aller vers.

UN TISSU COMMERCIAL FRAGILE : quelques commerces sont présents en bordure de quartier, mais sont peu dynamiques et accueillants. Ce ne sont pas des lieux de convivialité. De plus, suite au remplacement en 2018 du supermarché à la porte du quartier, les ménages ont dû changer leurs habitudes d'achats et augmenter leurs budgets liés aux courses, car le panier moyen est plus cher dans ce nouveau magasin.

DES LOGEMENTS VIEILLISSANTS : les appartements sont confortables et bien agencés, mais ceux-ci sont anciens et ne sont pas toujours adaptés à la demande. Les habitants déplorent une absence de garages et de caves et peu de mixité dans l'offre (typologie). Des logements sont en attente de réhabilitation.

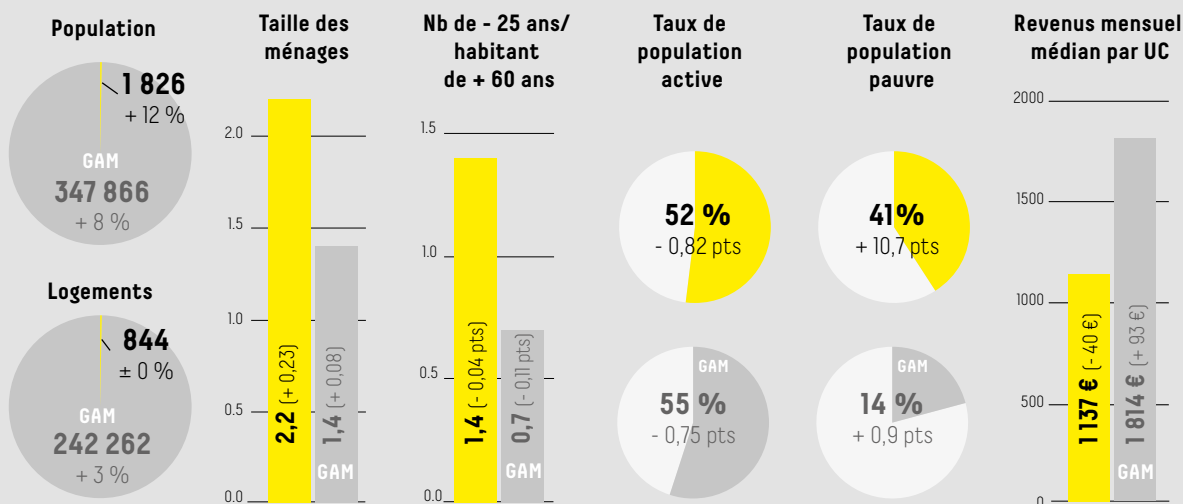
UN DIFFICILE ACCOMPAGNEMENT À L'EMPLOI : des baisses de financement ont entraîné des difficultés pour accompagner les habitants dans l'accès à l'emploi (contrats aidés). Pour la formation, l'AFPA

1. ATOUTS

- Des espaces extérieurs requalifiés (3,5 hectares)
- Des travaux de réhabilitation sur le bâti social
- Une activité associative resserrée mais fortement ancrée (Sondogunga)
- Un réseau d'acteurs bien implanté

2. FAIBLESSES

- Un tissu associatif fragile qui nécessite un accompagnement renforcé
- Une image négative persistante
- Des dynamiques habitantes fragiles



est une structure bien identifiée sur le quartier. Mais l'absence de réseau, ainsi que le manque de savoir-faire et des codes professionnels compliquent l'insertion dans le marché de l'emploi.

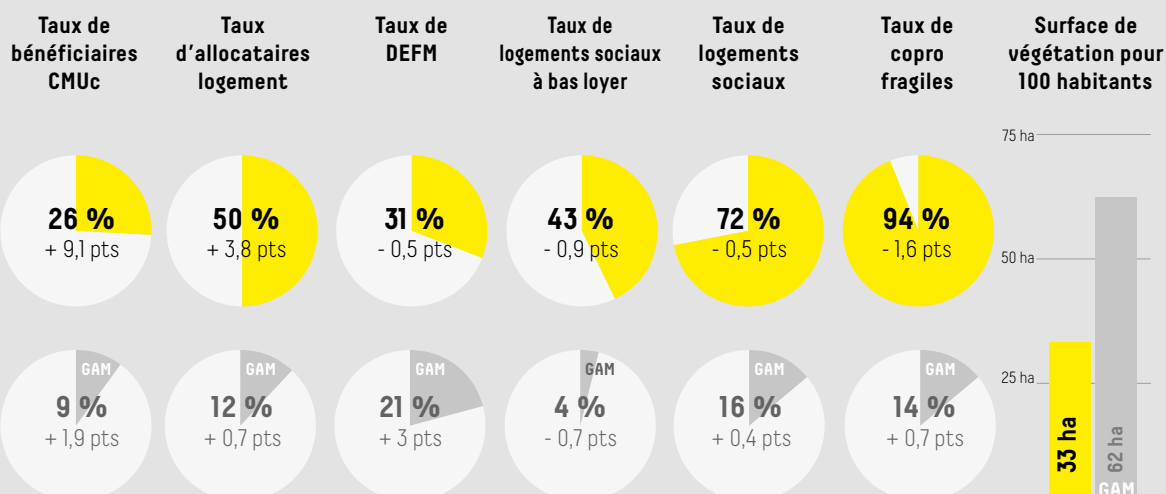


3. OPPORTUNITÉS

- De nouveaux espaces publics pour insuffler de nouveaux usages
- Un projet de local partagé en cœur de quartier
- De nombreux équipements en proximité ou en cœur de quartier : collège, écoles, service jeunesse, bibliothèque, amphithéâtre, maison de l'enfance, maison de l'habitant
- Un projet de renouvellement urbain sur le site de l'ancien collège Îles de Mars

4. MENACES

- Une copropriété dégradée
- Des tensions entre anciens habitants du quartier et nouveaux arrivants



LA LUIRE – VISCOSE

UN DÉPLACEMENT DES SERVICES PUBLICS s'observe sur le quartier ces quatre dernières années avec notamment le déménagement de la Maison Égalité Femme-Homme. Couplée à un essoufflement de la vie associative, la faible présence institutionnelle nourrit un sentiment de relégation globale du quartier. De plus, le tissu commercial s'affaiblit, les commerces préfèrent s'installer en périphérie du quartier.

UNE INSERTION PROFESSIONNELLE EN DIFFICULTÉ : la fermeture de la mission locale sur le quartier a été remplacée par des permanences organisées à l'espace jeune Picasso en profitant de l'importante fréquentation de cette structure en plein développement. Toutefois, l'absence de structures polarisantes au sein du quartier et l'éloignement des centres-villes impactent l'autonomie des jeunes dans leurs parcours professionnels qui sortent peu du quartier. Aux yeux des professionnels, La Luire – Viscose est le quartier d'Échirolles où la dynamique d'insertion professionnelle est la plus faible.

UN SENTIMENT DE RELÉGATION POUR LES HABITANTS : alors que les habitants voient les autres quartiers changer grâce aux opérations de renouvellement urbain et à l'ouverture d'équipements polarisants, un important souhait de projet fédérateur est formulé par les habitants.

UN ESSOUFFLEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE : surtout portée par des associations d'habitants, la vie associative est garante de la solidarité de quartier. Les associations rencontrent des difficultés aujourd'hui pour se maintenir dans le quartier, ce qui impacte le lien social. Certes, les événements festifs sont toujours bien accueillis par les habitants, mais un travail sur la communication autour des animations est à réaliser pour fidéliser les participants. De même, le quartier rencontre de grandes difficultés à monter et stabiliser un conseil citoyen.

DEUX QUARTIERS DISTINCTS ENTRE LA LUIRE ET VISCOSE avec peu de lien, ce qui interroge sur les inégalités d'équipement de chaque quartier si ces derniers fonctionnent comme des entités séparées. Le besoin en équipement est accentué par le développement du nouveau quartier Navis, assez peu équipé.

UNE MIXITÉ ET DES LIENS SOCIAUX FRAGILISÉS : Le lien intergénérationnel en

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

2016

- Rénovation City Stade à la Viscose

2017

- Transformation du centre social en maison des habitants-es

2018

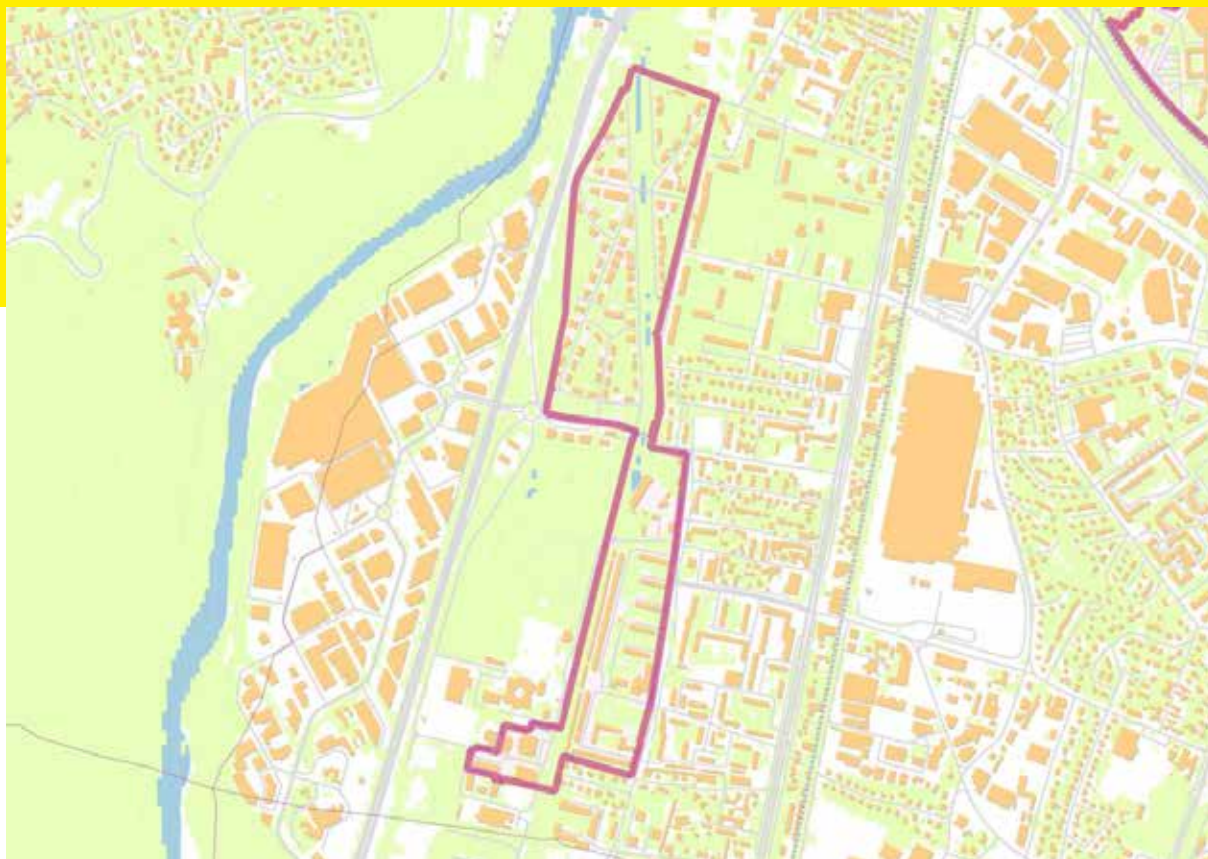
- Travaux de voiries / stationnement / éclairage public
- Déménagement de la MEFH pour implantation Avenue des États Généraux à Essarts — Surieux
- Aux Agrès du Vent, association circassienne implantée sur La Luire

2019

- Déploiement de la vidéoprotection à La Luire
- Bacs enterrés La Luire
- Création et sécurisation aire de jeux sur La Luire

2020

- Jardins bonheurs : relance d'une dynamique partenariale
- La Luire – Viscose entre dans le dispositif TZLCD (territoire zéro chômeur de longue durée)
- Nouvelle construction OPAC à la Viscose



dehors du cercle familial est faible, de nombreuses personnes âgées se sentent isolées. Le rôle des institutions est questionné dans la construction de ce lien. De même, les jeunes filles, présentes dans les espaces publics, sont peu représentées dans les structures socio-éducatives. Les professionnels notent une nécessité de venir en groupe, notamment à partir de 14 ans, pour investir les activités sportives et les équipements.

UN TRAFIC DE STUPÉFIANTS DÉPLACÉ MAIS TOUJOURS PRÉSENT ET EN VOIE DE PROFESSIONNALISATION : les différents réaménagements de l'espace public (espace Picasso et Tour des Écureuils) ont généré le déplacement des groupes de deal et de squat dans le quartier mais ne sont pas une réponse définitive à leur présence dans l'espace public. De plus, la structuration du deal commence à se faire à l'image des autres quartiers de la métropole. Le phénomène est arrivé un peu plus tardivement sur La Luire – Viscose mais, à la suite des interpellations de l'été 2019, les dealers ont été remplacés par des jeunes extérieurs au quartier.

UNE SATISFACTION EN HAUSSE, MAIS UN SENTIMENT D'INSÉCURITÉ QUI PERSISTE : ces dernières années, les actes de grandes violences semblent avoir diminué.

Mais, le quartier garde la mémoire des actes passés, ce qui nourrit un sentiment d'insécurité général accentué par la présence du trafic de drogues. Mais de façon générale, un sentiment d'amélioration du quartier est exprimé et la satisfaction de vivre sur le quartier est en légère augmentation depuis 2017.

UNE RÉNOVATION DES LOGEMENTS QUI PROFITE À L'ATTRACTIVITÉ : alors qu'en 2017, une forte augmentation de la vacance dans le parc social était constatée, plus de la moitié des habitants interrogés estiment aujourd'hui que la rénovation des logements a participé à l'amélioration du quartier et a attiré de nouveaux arrivants. L'image de La Luire souffrait de l'état de son parc (habitat vieillissant, faible isolation entre les logements, espaces publics qui se dégradaient) alors qu'à Viscose, les habitants appréciaient leurs logements et notamment pour les espaces verts adjacents. Les nouveaux arrivants profitent des loyers bas des appartements du côté de La Luire pour commencer leur parcours résidentiel. Le quartier est vu majoritairement comme un lieu de passage, les populations ne s'installent pas à long terme et quittent le quartier dès qu'ils en ont les moyens. Ainsi, un important taux de rotation persiste.

LA LUIRE – VISCOSE

UNE DESSERTE EN TRANSPORT EN COMMUN LONGITUDINALE : les habitants ont le sentiment que le quartier n'est pas entièrement desservi en transports en commun car les lignes de bus traversent le quartier du Nord au Sud, et non dans le sens Ouest-Est. De plus, les projets de suppressions des arrêts de bus mobilisent les citoyens qui craignent un plus grand enclavement du quartier. La satisfaction par rapport au niveau d'accessibilité du quartier est toutefois en augmentation, même si elle reste inférieure à la moyenne des QPV.

UN DÉSÉQUILIBRE DANS L'OFFRE CULTURELLE ET SPORTIVE : l'offre sportive du quartier est plutôt appréciée des habitants, mais la localisation des équipements — principalement sur La Luire — est soulevée. De plus, l'accès au sport est freiné par le budget de certains ménages qui ne peuvent faire face à l'augmentation du prix des licences. L'accès à la culture est lui caractérisé par un important besoin d'accompagnement de proximité du public et par l'absence

de polarités fortes. Le collège Picasso joue un rôle fort dans l'accès à la culture.

DES STRATÉGIES D'ÉVITEMENT DU COLLÈGE : la présence de l'ancien point de deal à proximité du collège et la mauvaise image de l'établissement ont généré des stratégies d'évitement de la part des parents. Des mesures comme le déplacement du point de deal et le nouvel itinéraire de la navette sont des réponses apportées pour rassurer les parents. De même, l'équipe pédagogique dynamique apporte un enseignement de qualité au sein de l'établissement.

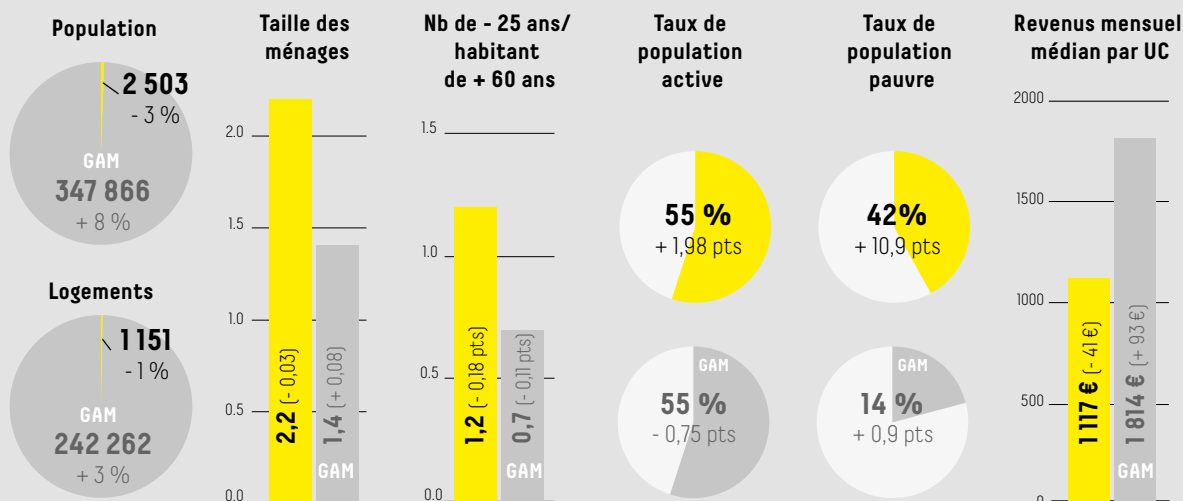
LES TRAVAUX SUR L'ESPACE PUBLIC RÉALISÉS ENTRE 2018 ET 2019 répondent à une forte attente de la part des habitants sur l'amélioration du cadre de vie face à la dégradation de l'espace public. La nouvelle aire de jeux et les jardins partagés répondent aux besoins des habitants et sont donc bien investis par les familles.

1. ATOUTS

- Présence de nombreux espaces verts
- Équipements sportifs et culturels de qualité
- Zone d'activité économique en proximité : Espace Comboire

2. FAIBLESSES

- Mobilité transport en commun axe Est-Ouest Dynamique habitante en mutation
- Sentiment d'abandon des habitants-es



UNE INSÉCURITÉ ROUTIÈRE PERSISTANTE : si la création de l'aire de jeux répond à un besoin exprimé de lieux de convivialité sur le quartier, l'appropriation de l'espace public est freinée par des pratiques de rodéos et de vitesses excessive. Les familles, inquiètes pour la sécurité de leurs enfants, sont réticentes à investir l'espace public. Les travaux de sécurisation de la nouvelle aire de jeux sont une réponse à cette inquiétude.

UN STATIONNEMENT PROBLÉMATIQUE : les conflits de voisinage sont fortement cristallisés par la présence de stationnement sauvage ou ventouse en masse et par une occupation de l'espace public pour des opérations mécaniques sur des voitures.

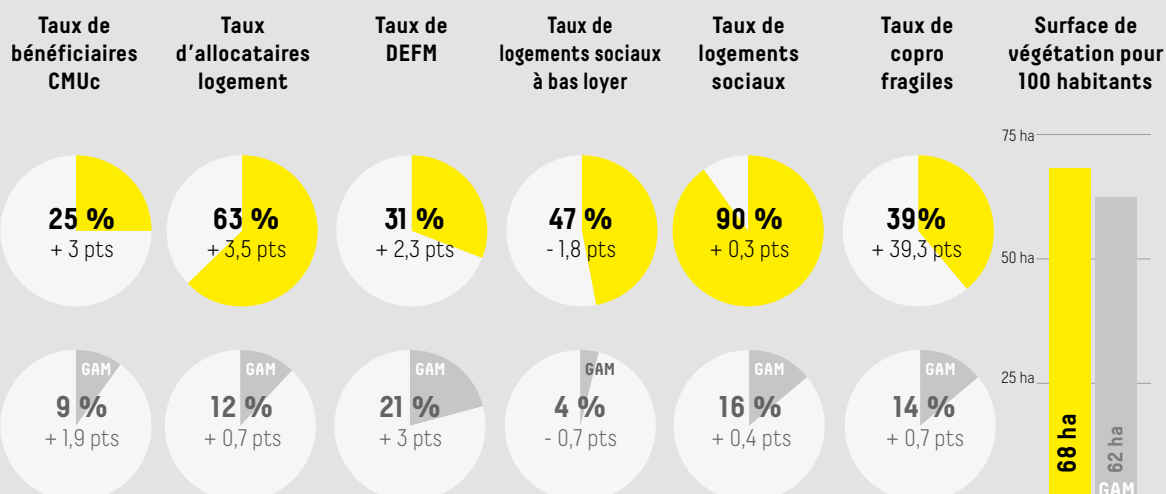


3. OPPORTUNITÉS

- Équipement mutualisé MDH/Jeunesse à venir
- Un nouveau pôle associatif 2020
- SDI (schéma développement immobilier) : redéploiement et adaptation des équipements et de l'action publique sur Ouest
- Projet "territoire zéro chômeur de longue durée"

4. MENACES

- Trafic important
- Sentiment d'insécurité
- Parc social vieillissant



MISTRAL – LYS ROUGE – CAMINE

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

2016-2018

- installation du nouveau centre de santé AGECSA et démolition de l'îlot Vaucanson
- inauguration du théâtre de verdure et première édition du Festival Merci, Bonsoir ! dans le Parc des Arts
- relogements de la barre Anatole France puis de la Cité du Drac
- installation de la Papothèque au Lys Rouge, café social et intergénérationnel
- préfiguration du projet Parc des Arts, pôle culturel et artistique, dans le parc des Champs-Élysées.

2018-2019

- déménagement de la pharmacie, arrivée du marché Anatole France et de la Mobile d'Episol, installation de la plateforme de tri de la Poste et de la savonnerie des Affranchis, ouverture d'une supérette.
- réhabilitation thermique des tours de Mistral, réhabilitation du Lys Rouge. Reprise et restructuration des espaces publics en cours
- œuvre participative en mosaïque sur le parvis du Plateau, premier élément d'un « *fil rouge* » d'œuvres en mosaïque reliant les différents lieux du quartier
- Mort de deux jeunes du quartier dans une poursuite avec la police. Violences urbaines, plusieurs incendies dans les bâtiments Artis et IFSI Croix Rouge
- première fête de quartier rassemblant Mistral et Lys Rouge Camine, sur le parvis du Plateau

2019-2020

- démolition des logements de la Cité du Drac, vestige de la Cité Jardin, en lien avec l'opération contigüe d'AREA.
- démolition de la barre Anatole France,
- concertation sur la réhabilitation des 128 logements du bâtiment « U » rue Albert Thomas
- Tournoi de foot en hommage à Fethi et Adam un an après leur mort, organisé par les familles avec le soutien d'acteurs du quartier.

UN ÉPUISEMENT GÉNÉRAL LIÉS AUX TRAVAUX : les chantiers liés au projet urbain durent depuis de nombreuses années et génèrent un certain nombre de nuisances au quotidien pour les habitants. Ces évolutions urbaines peuvent aussi être source de bouleversements pour certains (notamment lors des relogements et démolitions d'immeubles historiques du quartier). Au-delà du projet urbain, l'arrivée du chantier d'extension de l'A480 a accéléré certaines démolitions et rendu difficile son acceptation par les habitants. La gestion du stationnement sauvage est un autre enjeu fort qui s'accroît avec la diminution du nombre de places de parking depuis le début des travaux.

L'HABITAT, ENTRE SATISFACTION ET FRUSTRATION : le parc de logements est diversifié avec des cités-jardins, des grands ensembles des années 70 et de nouvelles résidences. Dans les immeubles les plus anciens, la typologie des logements reste appréciée par les habitants malgré un vieillissement de ce parc. Les nouvelles constructions et la rénovation immobilière engagée attirent une nouvelle population dans le quartier mais des dégradations sont constatées et certains habitants craignent une hausse des loyers/charges. Les réhabilitations thermiques ont cependant permis d'améliorer la qualité de vie dans les logements et des baisses de charges significatives. Ces remises en état peuvent générer des frustrations pour les habitants des immeubles non encore concernés. Enfin, les démolitions ont engendré un nombre important de déménagements. Une partie des demandes de relogement se fait dans le secteur proche du quartier, ce qui exprime un certain attachement.

UN ENJEU FORT AUTOUR DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC : l'omniprésence du trafic limite l'accès à l'espace public et aux immeubles pour les habitants et les professionnels intervenant sur le quartier. Les professionnels notent que la circulation n'est pas libre partout dans Mistral, surtout pour des personnes étrangères au quartier. La liberté d'expression est limitée par crainte des représailles. Certains jeunes du quartier tendent à ne plus se rassembler dans l'espace public par crainte d'être associés au trafic. La présence policière est parfois perçue comme accentuant les tensions au sein du quartier. Par ailleurs, les difficultés de Mistral se sont étendues au Lys Rouge. À l'inverse, Camine est décrit comme la partie plus apaisée du quartier. Au-delà de ces tensions, le quartier rencontre des problématiques de propreté des espaces publics (jets par les fenêtres, dépôts d'encombrants, dépôts sauvages de déchets d'entreprises) qui le



rendent moins attractifs. Les professionnels du quartier et certains habitants impliqués tentent de développer une occupation positive de l'espace public (fêtes, animations) ainsi que des actions autour du cadre de vie.

DES INTERVENTIONS COMPLEXIFIÉES DES PROFESSIONNELS : les habitants ne s'approprient pas toujours les outils d'aide qui leur sont proposés. La rencontre et l'accompagnement des publics les plus fragiles, souvent isolés, demeurent un enjeu fort pour les professionnels. La « *professionnalisation* » du trafic qui amène les jeunes à aller « *travailler* » à l'extérieur du quartier rend difficile l'accompagnement des jeunes tombés dans le deal. De plus, l'espace public étant fortement occupé par les dealers, il est difficile pour les techniciens (entretien, maintenance...) et acteurs sociaux d'intervenir librement.

En 2016, plusieurs acteurs socioculturels et de loisirs, qui ont pour objectif notamment d'éviter une occupation passive de l'espace public, soulignent les difficultés qu'ils rencontrent pour toucher le public jeune.¹

UN QUARTIER-DORTOIR : il y a encore quelques années, l'esprit village du quartier, ainsi que l'identité mistralienne, était fortement revendiqué par les habitants. Afin d'ouvrir le quartier, une partie des équipements et services ont été partagés avec les secteurs alentours. Cette délocalisation a certes permis de désenclaver le quartier — tout comme l'arrivée du bus C5 jusqu'à tard en soirée — mais la vie du cœur de quartier s'est progressivement déplacée vers l'extérieur. Les habitants regrettent certains services et commerces qui animaient le quartier, surtout à Mistral, globalement un peu plus

en retrait des commerces. Aujourd'hui, la majorité des habitants ne vivent plus le quartier car toutes leurs activités sont à l'extérieur.

UN TISSU ASSOCIATIF DENSE : les associations rassemblent de nombreux adhérents et proposent des activités diversifiées appréciées par les habitants. Le quartier est certes décrit comme peu animé au quotidien, mais chaque événement festif attire beaucoup de participants. Toutefois, il est parfois difficile de raccrocher les nouveaux-arrivants et les publics fragiles isolés. S'oppose à la forte participation, un investissement dans la vie du quartier assez faible, qui nécessite un important accompagnement des professionnels qui doivent veiller à ne pas sur-solliciter les habitants. Des projets ont toutefois vu le jour, comme « *la Papothèque du quartier Lys Rouge [qui] est un projet monté et porté par les citoyens. Elle emploie des personnes en difficulté d'insertion professionnelle et vise l'inclusion des personnes âgées en favorisant la solidarité et le lien social* ». ²

LA RÉUSSITE SCOLAIRE, UNE PRIORITÉ POUR LES PARENTS : les écoles du quartier sont fortement appréciées par la population. Toutefois, l'école de la Houille Blanche fait face à de l'évitement scolaire car le niveau est jugé trop élevé par certains parents qui craignent l'échec scolaire de leurs enfants. De plus, la carte scolaire ne permettant pas aux enfants de rencontrer des familles extérieures, certains parents choisissent le privé afin que les enfants aient de nouvelles fréquentations hors-quartier. Les professionnels notent une évolution positive de la mixité au collège Aimé Césaire grâce à l'accueil d'un nouveau public.

MISTRAL – LYS ROUGE – CAMINE

UNE OFFRE CULTURELLE RICHE : les familles participent aujourd'hui plus aux activités culturelles et sportives proposées dans le quartier. Le Prunier Sauvage et le Plateau sont des structures parfaitement identifiées par les habitants. « *La Maison de l'Enfance Bachelard, langage et citoyenneté propose des ateliers d'ouverture culturelle pour les enfants du quartier co-construit avec les enseignants* »³.

UN FORT SENTIMENT D'ABANDON PAR LES POUVOIRS PUBLICS se développe avec la délocalisation des services et structures socio-culturelles, l'absence de commerces et l'offre de santé limitée. Ce sentiment est accentué par la barrière du numérique et de la langue et les complexités administratives qui limitent l'accès aux soins et aux droits. Une prise en charge des professionnels est nécessaire pour que les habitants passent outre la peur du jugement et les difficultés techniques. Les habitants sont demandeurs de cet

accompagnement et le retour de la mission locale et du PLIE est fortement apprécié pour l'aide à l'emploi.

UNE SÉPARATION FEMMES/HOMMES MARQUÉE : l'espace public est reconnu comme très genré, avec une sur-représentation des jeunes hommes. « *À Mistral, seuls les parcs sont majoritairement investis par les jeunes filles du quartier, à l'inverse des places, terrains de jeux...* »⁴. Les femmes doivent faire face à de nombreux préjugés et évoluent dans des schémas familiaux souvent assez traditionnels. Néanmoins, certaines pratiques sportives très genrées accueillent de plus en plus de filles. « *Le FC Mistral (football) encourage la pratique sportive féminine à travers le programme "foot d'elles*

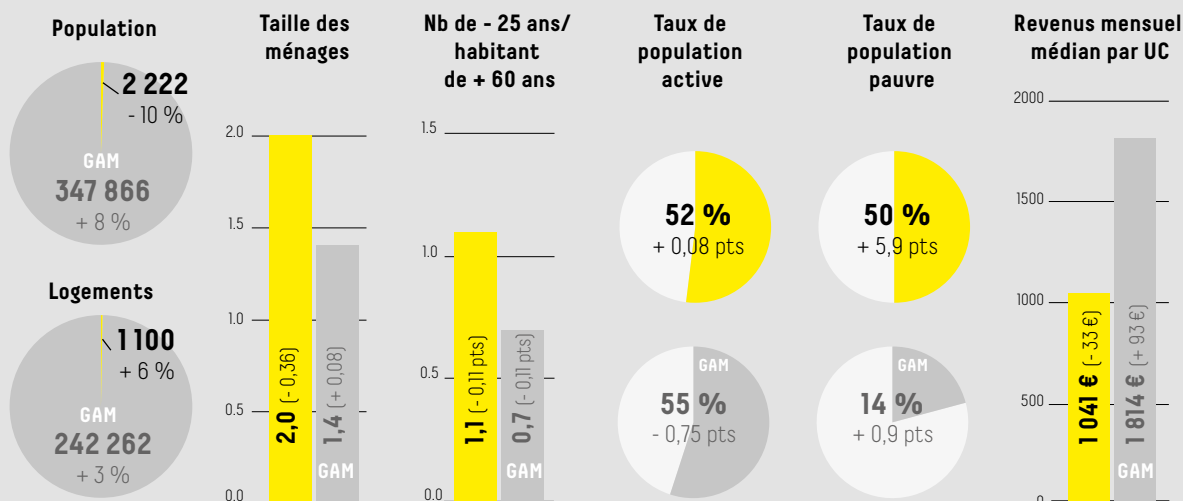
⁴ « Étude de la fréquentation de l'offre socioculturelle et de l'espace public de la part des jeunes publics féminins du secteur 3 », septembre 2016

1. ATOUTS

- Nombreux équipements publics récents ou rénovés
- Nombreux équipements d'enseignement/formation qui vivent bien et génèrent du flux
- Parc des Champs Élysées, poumon vert
- Tissu de professionnels, associations, bénévoles, important pour la taille du quartier
- Dynamique partenariale positive
- Dynamique enfance-jeunesse : 3 équipements dédiés et porteurs d'initiatives
- Culture du réseau : attachement fort au quartier, solidarités locales et de voisinage importantes

2. FAIBLESSES

- Situation en bout de ville, sentiment de relégation urbaine
- Difficulté d'implantation d'activités commerciales et associatives nouvelles et/ou solides
- Éloignement des services du Département (SLS)
- Problématique de propreté des espaces publics, dépôts sauvages et mésusages des locaux des ordures ménagères
- Image très dégradée du quartier, due à des actes délinquants, des incivilités et la présence visible de l'économie souterraine
- Manque de mixité sociale et culturelle à l'école notamment



et citoyenneté»⁵. De même, « Le Plateau est un lieu de rencontres et d'échanges. Il lutte contre discriminations, préjugés et stéréotypes au travers du sport. »⁵



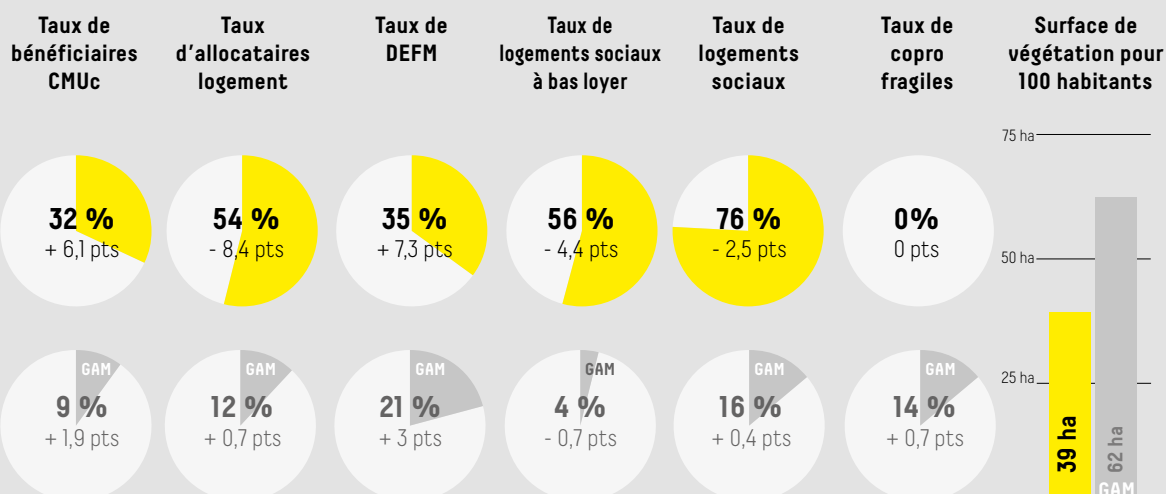
⁵ « Accès des jeunes filles aux pratiques sportives », Novembre 2018

3. OPPORTUNITÉS

- Bonne desserte en transports en commun et en réseaux routiers
- Déplacement de la centralité, jonction des quartiers Mistral et Eaux Claires
- Nombreuses transformations liées au projet urbain
- Nouveaux commerces et activités économiques
- Volonté collective d'investir l'espace public de manière positive
- Forte présence des acteurs publics
- Présence de la culture et des arts (Parc des Arts, Orchestre des enfants de Mistral, culture à l'école...)
- Des dispositifs dynamiques de participation et d'initiatives habitantes

4. MENACES

- Avenir d'Artis (relocalisation de la Pousada)
- Difficultés d'intervention du bailleur dans les immeubles
- Un manque d'attractivité résidentielle (locataires PLS et propriétaires)
- Sentiment d'abandon, repli sur soi des habitant-e-s
- Vivre-ensemble affecté par l'emprise du trafic de stupéfiants
- « Ras-le-bol » des habitant-e-s généré par l'omniprésence des chantiers
- Cumul de difficultés économiques, sociales et familiales fortes



RENAUDIE – CHAMPBERTON – LA PLAINE

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

2015

- La mort de Luc Pouvin, 19 ans, abattu lors d'une fusillade
- Création de deux associations contre la violence et les discriminations suite à une mobilisation de la jeunesse notamment.

2016-2017

- Lancement de l'important chantier de réhabilitation du sous-quartier de Champberton,
- Inauguration de l'allée Etienne Grappe réhabilitée, suppression des silos à ciel ouvert et mise en service de la logette sur Wiener
- Ouverture d'un cabinet médical sur la place Étienne Grappe suite à acquisition et transformation de locaux d'activités
- Création par des habitant.es de Renaudie d'un jardin partagé en mode permaculture sur une parcelle mise à disposition par l'OPAC38
- Transformation d'un bâtiment pour accueillir un plateau associatif au cœur de Renaudie

2018-2019

- Extension et réhabilitation de l'école Barbusse
- Réception des travaux de réhabilitation des bâtiments sur Potié
- Mise en service des 3 parkings en ouvrage réhabilités et sécurisés et réaménagement du parking Wiener nord
- Mise en place du POPAC pour les 18 copropriétés de Renaudie (mission pluriannuelle)
- Installation d'un brumisateur, plantations d'arbres et de fleurs, réalisation de cheminements, et état des lieux des usages genrés sur le parc Jean Wiener

UNE FORTE ATTENTE AUTOUR DE LA RÉNOVATION DES LOGEMENTS est exprimée à Champberton et à Renaudie. La rénovation de Champberton est une première étape d'amélioration du cadre vie qui participe à une meilleure image du quartier. Depuis 2017, la rénovation des immeubles est considérée comme un facteur de plus en plus structurant dans l'amélioration de la vie dans le quartier (+20 %). Dans le sous-quartier de Renaudie, les travaux sont grandement attendus, notamment pour régler les problèmes d'étanchéité des terrasses. Toutefois, les propriétaires s'inquiètent du coût des travaux et les locataires craignent une augmentation des charges.

UNE SOLIDARITÉ PAR INTERCONNAISSANCES : la solidarité s'exprime principalement au sein de groupes sociaux tels que la famille, la communauté religieuse ou culturelle... Et malgré l'accumulation de difficultés personnelles et quelques conflits de voisinage, une entraide existe entre les habitants pour s'occuper des personnes âgées, accueillir des personnes venant de l'étranger, garder des enfants ou aider financièrement les grands enfants. Néanmoins, cette solidarité n'est pas toujours choisie par l'aidant, qui se voit imposer cette entraide. L'ambiance dans le quartier est appréciée : Renaudie – Champberton - La Plaine est le seul quartier où l'installation du fait de la présence d'un proche est en augmentation depuis 2017. Toutefois, une montée des hostilités envers les primo-arrivants, en particulier venant de l'Europe de l'Est, est observée. Les migrants de Syrie sont eux plutôt bien acceptés.

UN TERRITORIALISME DE GENRE MARQUÉ : au sein du quartier, les espaces publics sont majoritairement occupés par des hommes. Les femmes sont présentes principalement dans les lieux dédiés aux enfants (squares, sorties d'école...). Les adolescentes, quant à elles, mettent en place des stratégies d'évitement et quittent plus facilement le quartier que les garçons. Les acteurs du quartier ont à cœur d'œuvrer en faveur de la mixité de genre dans les activités qu'ils proposent, mais il est difficile d'agir sur certains comportements ancrés dans les traditions et relevant de constructions sociales



fortes (activités dynamiques de plein air pour les garçons et calmes en intérieur pour les filles).

DES ESPACES PUBLICS VIVANTS MAIS DÉGRADÉS

: les espaces publics du quartier sont plutôt appréciés par les habitants bien qu'il manque quelques aménagements pour pouvoir réellement les investir. La présence des espaces de jeux ou encore du café associatif et de la maison de quartier Aragon créent des lieux de vie forts. Malheureusement, la dégradation de la propreté urbaine (liée aux travaux à Champberton, aux mésusages sur Pré Ruffier, aux squats) et la présence de plus en plus grande du deal ont un impact important sur l'attractivité de ces espaces de vie.

UN TRAFIC DE DROGUES TOUJOURS PRÉSENT

: le deal occupe une place importante dans la vie du quartier avec une forte appropriation de certains espaces publics. Les stratégies d'occupation sont mouvantes et en réaction permanente avec les interventions policières qui se sont accentuées avec la mise en place du GPO, Groupe de Prévention Opérationnel, lié au dispositif de Quartier de Reconquête Républicaine. Les familles sont inquiètes de l'influence du trafic sur leurs enfants et leur laissent moins de liberté. L'attrait de l'argent facile de l'économie souterraine est une vraie problématique chez les jeunes. Parfois les familles pensent quitter le quartier afin de se soustraire à la violence inhérente au trafic. Néanmoins, certains ménages sont également très attachés au quartier et ont demandé à y être relogés dans le cadre de la rénovation urbaine.

UN DIFFICILE ACCÈS AUX DROITS : la dématérialisation des démarches administratives et la

complexité des dispositifs ont engendré de grandes difficultés pour les ménages pour faire valoir leurs droits. Ceci s'ajoute à la méfiance qui existe vis-à-vis des institutions, notamment de la part des primo-arrivants en situation non régularisée. Cette méfiance est aussi née du sentiment d'abandon des habitants, qui jugent ces institutions inefficaces et préfèrent ne plus y faire appel.

UN ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES COMPLEXIFIÉ

: la fermeture de la MJC de proximité a créé un déficit d'offre pour les jeunes et les professionnels sont inquiets d'une certaine oisiveté de ces jeunes. De même, la difficulté à pérenniser l'inscription en club à l'extérieur du quartier montre la pertinence de proposer une offre de proximité. La difficulté est de trouver l'équilibre entre la volonté de décroquer le quartier et celle de développer une offre de proximité. La présence de la MJC au sein du quartier permettait en effet une action au plus proche des habitants. « *En famille ! de la MJC Les Roseaux exerce un travail social de proximité en direction des familles des quartiers Renaudie — Champberton — La Plaine et accompagne les démarches de projet et d'animations pour le quartier de petits groupes d'habitants.* »¹ Il est constaté de manière unanime par les professionnels, une détérioration des relations de certains jeunes avec les institutions qui se traduit par des pratiques de dégradation des équipements publics et des vols.

UNE MOBILISATION CITOYENNE ENCORE FRAGILE

: plusieurs facteurs, dont la paupérisation de la population, rendent l'investissement citoyen difficile et celui-ci passe alors à l'arrière-plan après les difficultés du quotidien, d'autant plus qu'il est

RENAUDIE – CHAMPBERTON – LA PLAINE

globalement difficile de mobiliser les habitants sur des sujets dont les effets ne sont pas perceptibles à court terme. Le conseil citoyen, qui avait été créé et qui était dynamique, s'est fortement réduit depuis 2015 face à la précarité des ménages² et à des difficultés intrinsèques de fonctionnement.

UN ACCÈS LIMITÉ À LA SANTÉ : au-delà d'une offre de soins limitée sur le quartier et d'un manque d'accompagnement des familles suite à la fermeture d'un poste, un enjeu autour de l'éducation et la prévention (hygiène, alimentation, addictions...) a été identifié. Les professionnels recensent des cas

d'addiction (drogue, alcool), des pathologies mentales et de nombreuses problématiques dentaires parmi la population. Toutefois, l'arrivée d'un cabinet médical en cœur de quartier ainsi que la présence d'un médiateur santé et différents partenariats autour de cette question tentent d'amener une plus grande fluidité dans l'accès à la santé des habitants.

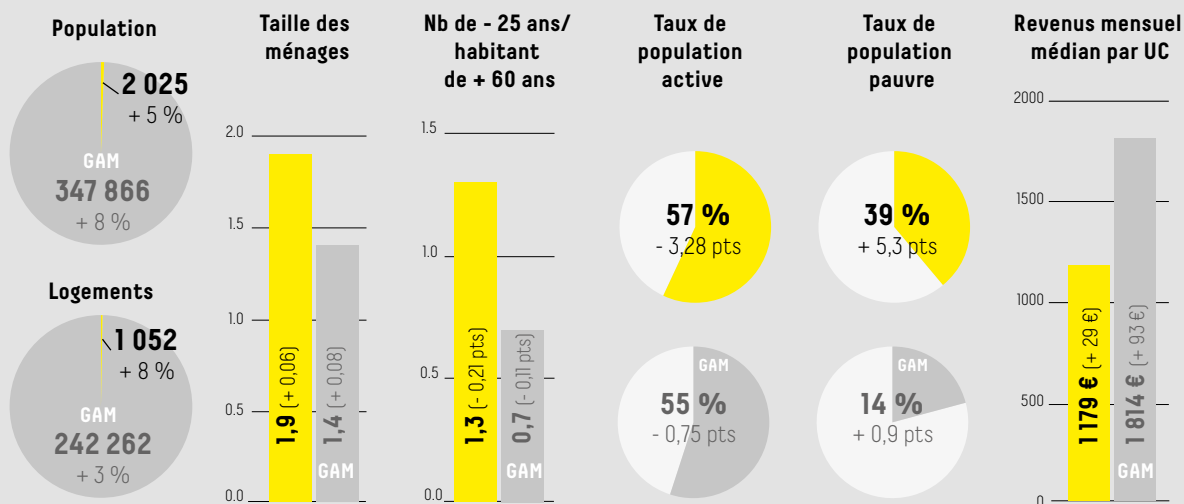
UNE SITUATION SOCIALE QUI FREINE L'ACCÈS À LA CULTURE : l'offre culturelle n'est pas toujours à destination des habitants, autant sur le plan budgétaire que dans les propositions d'animations et d'activités qui ne correspondent pas toujours à une offre de proximité. De plus, il est difficile de mobiliser les habitants en soirée, réticents de se déplacer seuls. Toutefois, de nombreuses initiatives locales laissent apparaître des formes de créativité dans l'espace public, ce qui témoigne de la culture artistique des habitants. C'est une manière de rendre la culture accessible à tous.

1. ATOUTS

- Dynamique associative forte sur ce quartier avec des opportunités importantes de « *faire ensemble* »
- Présence en cœur du quartier de services publics tels que la Maison de quartier Aragon, la Prévention/Médiation, la GUSP, les Espaces verts
- Des actions multi-partenariales hors les murs et sur l'espace public
- Un joli parc sur lequel des aménagements sont réfléchis pour amener une fréquentation plus forte et un usage partagé par toutes et tous
- Travail concerté et opérationnel pour endiguer le trafic de stupéfiants et les incivilités

2. FAIBLESSES

- Un patrimoine difficile à gérer sur Renaudie, une architecture particulière qui rend les interventions et la gestion complexes et coûteuses (étanchéités, VMC, chauffage, isolation, etc...)
- Une hétérogénéité importante entre les sous-quartiers en politique de la ville
- Une mobilisation spécifique des habitant.es liée à leur secteur d'habitat mais pas à l'ensemble du quartier



UNE ADAPTATION DES PROFESSIONNELS :

pour mieux s'adapter aux habitants, la maison de quartier a modifié ses horaires sur certains jours ce qui permet à davantage d'habitants de s'y rendre. Toutefois, la position de la Maison de quartier la rend peu visible pour les habitants, qui l'associent régulièrement à l'ancienne MJC, même si depuis le début des travaux les habitants de Champberton poussent plus facilement les portes. De plus, les professionnels déplorent avoir moins de moyens humains et financiers, ce qui complexifie leur travail. Moins nombreux sur le terrain, il devient difficile pour eux d'accompagner convenablement des habitants de plus en plus isolés. Malgré une coordination entre

les acteurs, cette crise institutionnelle affecte les habitants dans le besoin et la dynamique globale du quartier.

UNE DÉVITALISATION DES COMMERCE ET DES LOCAUX :

le quartier propose une offre relativement importante de commerces et de services de proximité (marché, café, Poste, tabac, nouveau cabinet médical, supermarché...). Toutefois, de nombreux locaux vides sont recensés : le trafic de drogues et la délinquance sont des facteurs qui empêchent l'installation de nouveaux commerces.

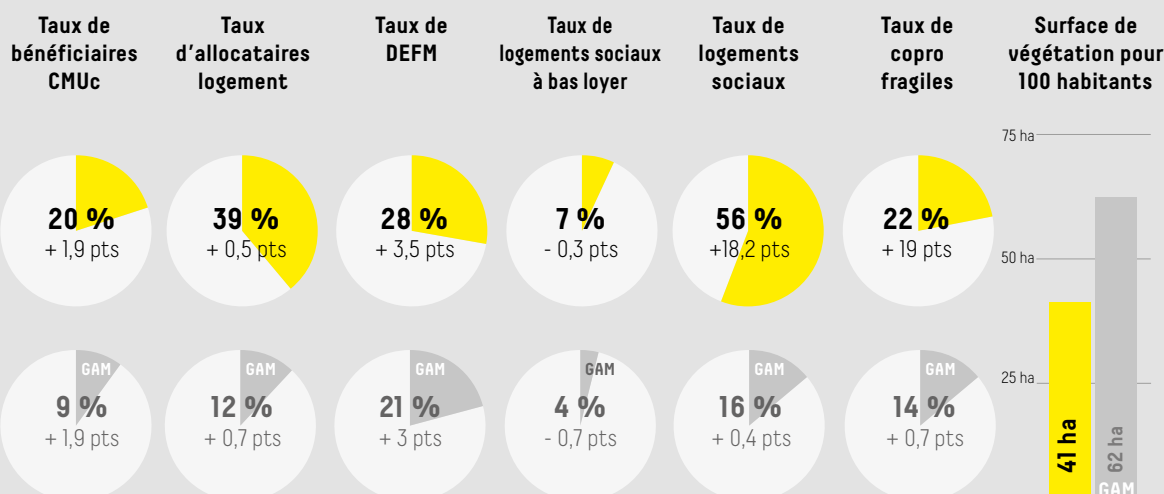
3. OPPORTUNITÉS

Liées au renouvellement urbain :

- Important projet de réhabilitation des logements de Champberton. Accompagnement de la ville sur le réaménagement des espaces extérieurs
- Construction de logements à venir sur le secteur Voltaire
- Poursuite du travail de requalification des espaces extérieurs de Renaudie en concertation avec les habitants
- Finalisation des travaux de sécurisation des parkings en ouvrage
- Réhabilitation du groupe scolaire Barbusse et du gymnase Voltaire
- Accompagnement des copropriétés de Renaudie dans le cadre d'un POPAC

4. MENACES

- Un trafic installé et une occupation sous forme de monopole de certains espaces extérieurs avec dégradations, nuisances, violence et intimidations envers les habitants et parfois les acteurs de proximité
- Une grande hétérogénéité de la qualité des logements de Renaudie : certains sont spacieux, bien orientés, lumineux, et d'autres difficile à aménager du fait des angles, avec des fenêtres en accès direct sur la rue
- Des locaux d'activité situés place Etienne Grappe peu attractifs (vacants sauf un cabinet médical installé en 2018) et des locaux commerciaux sur l'avenue du 8 mai 1945 fermés



TEISSEIRE – ABBAYE – JOUHAUX – CHÂTELET

UNE RÉNOVATION URBAINE APPRÉCIÉE, MAIS INÉGALE : les opérations de rénovation urbaine ont amélioré le cadre de vie dans les sous-quartiers qu'elles ont impacté. La rénovation du parc de logement, notamment à Abbaye, a enrichi l'investissement dans la vie de quartier non seulement des habitants de longue date attachés à leur quartier, mais également de la part des nouveaux arrivants. Les travaux génèrent toutefois des inquiétudes vis-à-vis de la densification. De plus, un sentiment d'inégalité a pris corps entre les secteurs rénovés et les secteurs qui n'ont pas connu de travaux, comme Jouhaux.

UNE PROFESSIONNALISATION ET UNE BANALISATION DU DEAL : un climat de peur est décrit du fait de l'occupation exclusive de certains espaces par les dealers. Cette occupation contraint la liberté des habitants

dans leurs déplacements, pratiques et usages du quartier. Le rythme du deal conditionne l'intervention des agents publics. De plus, le trafic de drogues s'intensifie et se structure : aujourd'hui, il est plus mobile et fait intervenir des jeunes extérieurs au quartier pour éviter le contrôle par l'interconnaissance. L'omniprésence du deal alimente une violence de plus en plus mouvante et multiforme. Celle-ci est également accentuée par les épisodes sociaux qui touchent le quartier.

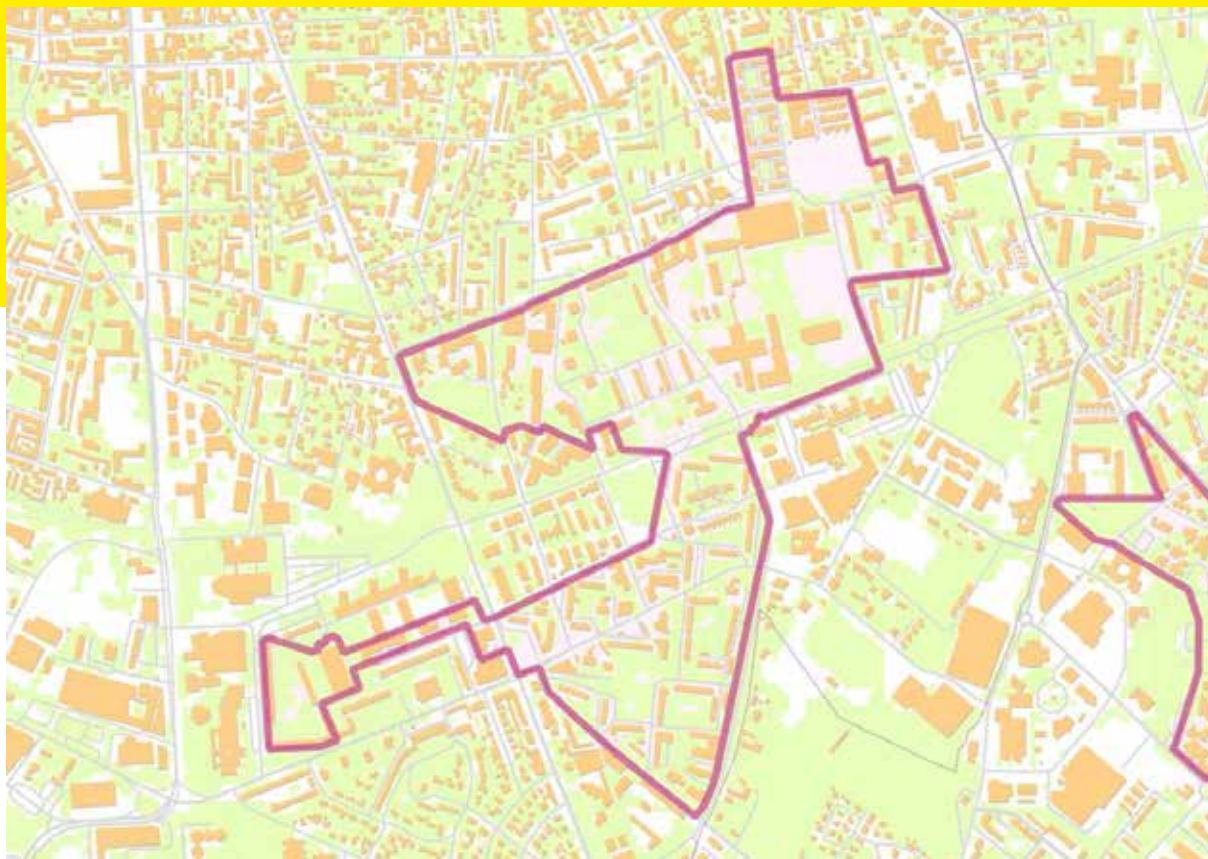
UN QUARTIER BIEN ÉQUIPÉ ET DES ESPACES PUBLICS PLUS CONVIVIAUX : les professionnels témoignent de l'importance des équipements sur le quartier. Ainsi, les MDH et les bibliothèques sont fortement appréciés et créent des espaces conviviaux pour les habitants. Toutefois, certains équipements sont vieillissants et parfois mal-entretenus. Cela s'ajoute aux espaces publics peu occupés, en particulier à cause des problématiques de propreté urbaine (déchets sauvages, voitures brûlées en 2019...) et d'insécurité routière liée aux rodéos de scooter. Ces problématiques auraient fortement augmenté au cours des dernières années, ce qui s'illustre notamment par la perte de 10 points de satisfaction à la question sur la propreté dans l'Enquête Vie Quotidienne des Habitants. Depuis quelques temps, l'esprit fort de quartier et l'importante mobilisation des acteurs publics et des bailleurs font émerger des dynamiques de réaménagement participatif de l'espace qui incitent à l'appropriation du quartier (RAVANA, avenue Washington, etc.).

UN ENJEU DE MIXITÉ FEMMES-HOMMES : selon les activités et les lieux d'occupation, les femmes et les hommes ne se croisent pas toujours. Il est toutefois important de noter que le déploiement d'animations réservées aux filles leur ont permis de s'affirmer et de fréquenter davantage les équipements du quartier.

UN ACCÈS AUX DROITS, À LA SANTÉ, À LA CULTURE ET AU SPORT FRAGILISÉ :

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

- **Décembre 2015 :** ouverture de la Nouvelle MDH Abbaye JOUHAUX
- **2015 :** Installation de l'antenne iséroise de l'association planète science Rhône Alpes dans le quartier de l'Abbaye
- **Janvier 2016 :** Ouverture du café Associatif de la Pirogue
- **2016 :** Réaménagement de la place Charles DULLIN
- **2018 :** implantation dans le quartier Châtelet de l'association Archipel, aménagement d'un local associatif pour de la distribution alimentaire (L'Échoppe)
- **2019 :** ouverture de « Au Local »
- **2020 :** Aménagement du nouveau siège de l'US Abbaye dans le stade Stijovic



le budget des familles mais également une méconnaissance des dispositifs d'aide et de l'offre sont les principaux freins d'accès aux différents services. L'offre culturelle et sportive sur le quartier est décrite comme riche par les professionnels, mais le peu de communication et le coût élevé des prestations limitent les inscriptions. Malgré la présence d'un centre de santé, les récents départs à la retraite ont rendu complexe la possibilité d'avoir un médecin traitant sur le quartier. Le recours à une offre de santé extérieure se traduirait par l'augmentation du coût des soins et se doublerait à du non-recours aux soins dentaires et optiques. Concernant le numérique, la principale problématique est le manque d'accès à du matériel informatique. La MDH de Teisseire s'est emparée du problème et met à disposition un « *médiateur numérique qui propose des ateliers informatiques* ». De même, la MJC d'Abbaye « *propose des cafés numériques. Elle a mis en place, par le biais des ASL des « Ateliers habitants »* afin que les participants partagent leurs savoirs et savoir-faire en autonomie. Elle propose également une fois par an un stage aux femmes afin de travailler sur la santé, la confiance en soi, la sexualité... »¹.

¹ Évaluation des ateliers sociolinguistiques, 2019

UN QUARTIER SOLIDAIRE AUQUEL LES HABITANTS S'ATTACHENT :

même si les personnes exprimant un souhait de quitter le quartier restent majoritaires, le nombre d'habitants désirant rester sur le quartier est en hausse. Les liens sociaux entre les habitants sont forts. Les communautés (religieuses, culturelles...) jouent un rôle intégrateur pour les nouveaux arrivants et sont garantes de la solidarité entre les habitants. Certaines personnes qui ont récemment quitté le quartier expriment la volonté de revenir. De même, une partie des achats immobiliers sont réalisés par des habitants qui se projettent à long terme dans le quartier. Des acteurs forts du quartier créent et entretiennent des liens. Toutefois, les habitants qui expriment un souhait de rester sur le quartier manifestent également un fort besoin de changement dans la vie de celui-ci.

UN ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES ÂGÉES :

des situations de grands isolements existent sur le quartier, et cela touche particulièrement les personnes âgées. Ainsi, des structures publiques et des associations ont mis en place différents dispositifs pour accompagner les publics fragiles du quartier : « *L'Espace Personnes Âgées de Teisseire est particulièrement apprécié par ses usagers. Il accueille un*

TEISSEIRE – ABBAYE – JOUHAUX – CHÂTELET

public géographiquement étendu (Villeneuve - Village Olympique, Abbaye, Teisseire) et met à disposition un lieu climatisé qui constitue un refuge lors des fortes chaleurs. Les activités/services (dont un foyer restaurant) sont proposés par l'EPA avec des tarifs modulés en fonction des ressources »²

UNE SATURATION DES STRUCTURES D'ACCUEIL :

la capacité d'accueil des structures de garde d'enfants est trop faible par rapport à la demande. De nombreuses familles monoparentales rencontrent des difficultés à faire garder leurs enfants. En parallèle, il est constaté ces dernières années une augmentation du nombre d'enfants seuls laissés sans surveillance dans les lieux publics, mais aussi dans les bibliothèques.

L'ÉDUCATION SCOLAIRE, UNE PRIORITÉ POUR LES PARENTS :

les parents voient en l'école le principal levier d'avancement social. À partir du collège, les stratégies d'évitement en faveur du privé sont importantes, ce qui impacte le budget des ménages précaires. Les écoles primaires connaissent quant à elles des difficultés différentes en fonction du public qu'elles accueillent. Les écoles avec des pôles d'excellence sont une chance pour le quartier mais elles ne doivent pas servir à déprécier celles qui n'en ont pas.

UN TISSU COMMERCIAL DYNAMIQUE ET ATTRACTIF, COUPLÉ À UNE ESS ÉMERGENTE :

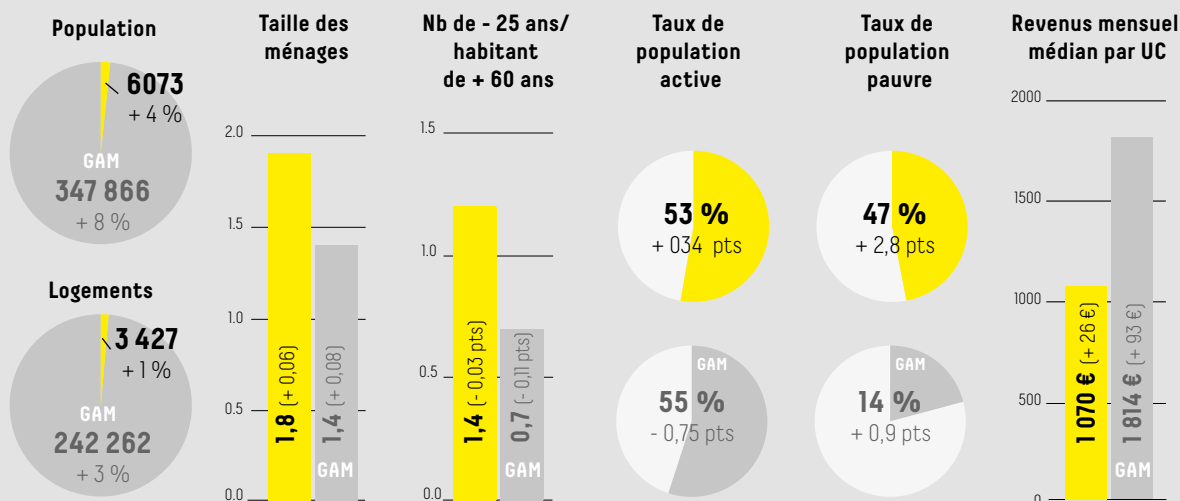
alors que les commerces et services du quartier sont principalement utilisés par les habitants, les marchés et brocantes

1. ATOUTS

- Attachement des habitants aux quartiers, identités fortes et mémoire collective
- Présence et proximité d'équipement et lieux attractifs
- Implication forte des acteurs dans un objectif de développement de l'attractivité et de la mixité

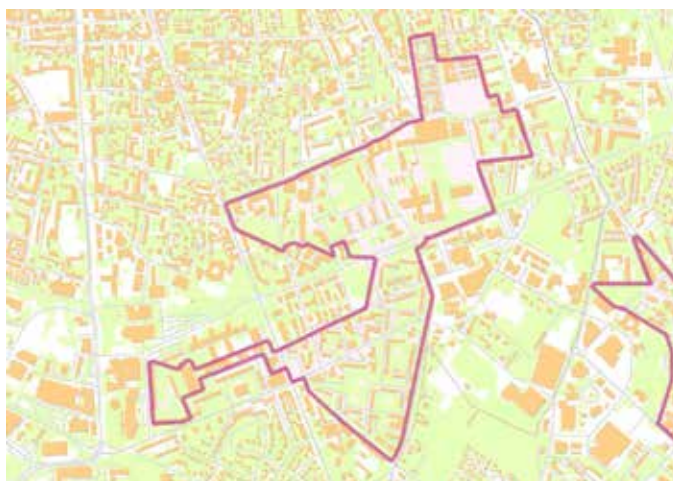
2. FAIBLESSES

- Emprise au sol de la cité scolaire Argouges qui impacte la structuration du quartier
- Difficultés d'implication des habitants à Abbaye/Jouhaux et manque de partenariats à Teisseire
- Image dégradée du quartier justifiée par une problématique de délinquance sur trois points du QPV (Cocat, Riollot et Ponsard)



sont de véritables lieux de rencontre entre Grenoblois de tout horizon social et géographique. Le rayonnement du marché permet de dynamiser le quartier, il est complété par une économie sociale et solidaire en plein développement. Les modèles de cafés associatifs, d'AMAP et de paniers solidaires ont encore besoin de se perfectionner, mais ils font écho, chez les habitants, à des valeurs de partage et d'entraide. Ils permettent de créer du lien dans le quartier, notamment pour les personnes isolées.

UN LIEN FORT ENTRE LES PROFESSIONNELS DU QUARTIER : la coopération entre les différentes structures du quartier participe à l'efficacité de l'action publique. « *La collaboration entre le Collège et la MJC est très positive car elle montre à l'élève qu'un lien existe et que l'établissement scolaire n'est pas isolé. [...] Il y a un travail en bonne intelligence et ça, les enfants le perçoivent.* » [Proviseur adjoint su



Collège Vercors)³. Toutefois, depuis l'éloignement des SLS, le lien avec les assistantes sociales est perdu et les situations complexes prennent plus de temps à être résolues.

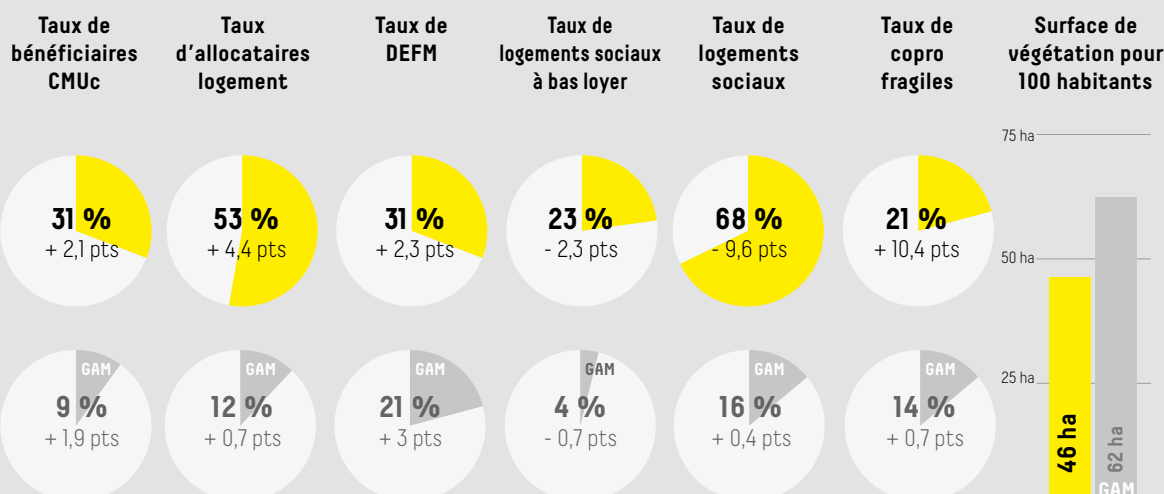
³ « Prévention de la violence en milieu scolaire », Novembre 2016

3. OPPORTUNITÉS

- Transformations urbaines et sociologiques importantes en cours
- Implication des habitants à Teisseire et bonne synergie entre acteurs à Abbaye/Jouhaux

4. MENACES

- Persistance de la précarité avec problématiques sociales ciblées.
- Commercialisation difficile des nouveaux logements, des coûts du neuf importants



VILLENEUVE – VILLAGE OLYMPIQUE

Peu d'éléments d'observation ont été recueillis sur le Village Olympique, il est donc difficile de faire une analyse aussi pertinente que sur la Villeneuve. Ainsi, les analyses sont à prendre avec précautions.

UN QUARTIER PLURIEL : alors que la Villeneuve est reconnue pour sa vie associative dynamique et son cadre de vie, le Village Olympique est décrit comme un sous-quartier moins vivant avec des

bâtiments vieillissants. De même, au sein de la Villeneuve d'autres sous-quartiers peuvent être identifiés (Baladins, Géants, Arlequin...) et évoluent de façon indépendante. Ces dynamiques diffèrent également selon l'heure de la journée (nuit/jour).

UNE VILLENEUVE MÉDIATISÉE ET STIGMATISÉE : la Villeneuve n'arrive pas à se détacher de l'image négative portée par les médias. Les faits d'actualités rythment la vie du quartier et menacent le vivre-ensemble et la solidarité qui se sont développés entre les habitants. L'embellissement de l'espace public et l'immense parc ont joué un rôle important dans l'attractivité du quartier. Villeneuve - Village Olympique est le quartier où « le cadre de vie et l'environnement » ont été le plus cité comme raison d'installation dans le quartier. À l'inverse, le Village Olympique est un sous-quartier peu connu.

DES ANIMATIONS NOMBREUSES ET DIVERSIFIÉES : la Villeneuve — malgré les stigmatisations — a gardé une image de quartier expérimental et militant. Les habitants sont impliqués dans la vie de quartier et participent en nombre aux animations. L'Économie Sociale et Solidaire y est fortement développée, les structures sont ancrées dans le paysage local, vectrice de cohésion sociale, et ont une activité essentiellement tournée vers le quartier d'appartenance. La majorité des structures rencontrées lors d'une étude sur l'ESS¹ ont été créées par des habitants du quartier, et le bénévolat est constitué lui aussi d'habitants du quartier. Toutefois, les professionnels craignent un essoufflement auprès des personnes qui se mobilisent fortement. Enfin, le format des conseils citoyens est aussi questionné : « Est-ce que les Conseils Citoyens sont le bon format pour l'implication des habitants ? »²

DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES FUIS ET UNE RÉUSSITE EN BAISSÉ : la réputation du collège amène les parents à inscrire leurs enfants dans des établissements extérieurs au quartier, souvent privés et chers. Cette stratégie d'évitement commence pour certains parents dès l'école primaire. Pour ce faire, ils doivent faire un important effort financier. Mais l'éducation est la priorité pour eux. C'est pourquoi les professionnels

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

2017

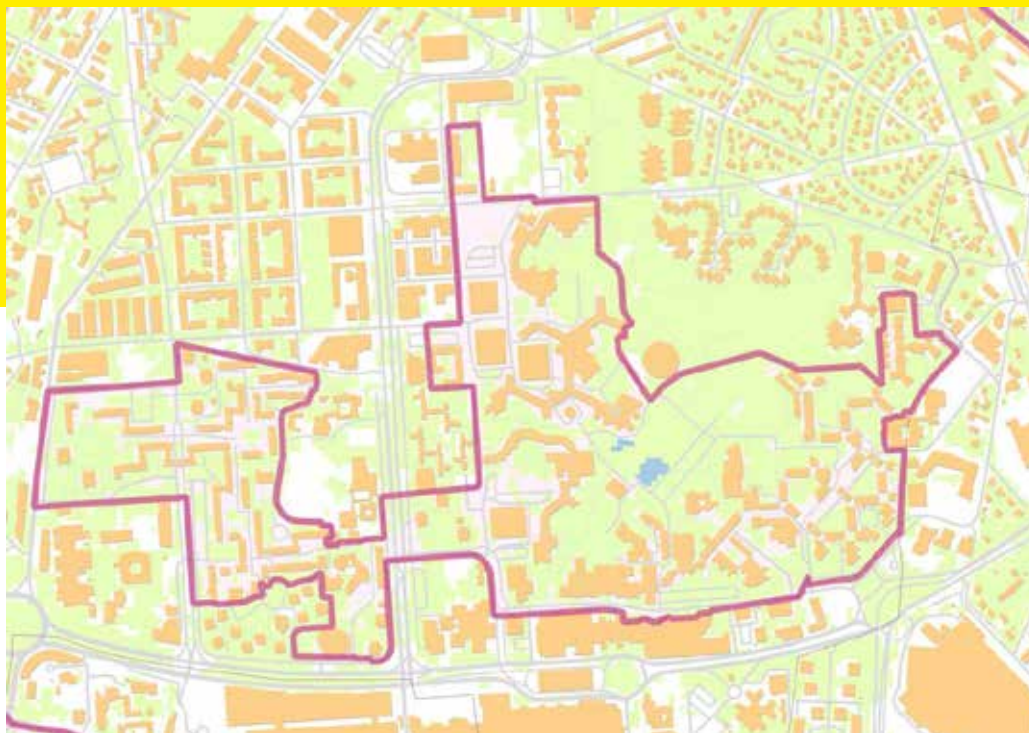
- incendie volontaire du collège Aubrac
- Démolition des parkings silo 3 et 4 dans la crique centrale, rénovation du silo 1 et aménagement des alentours, aménagement du mail piéton entre le 40 et 50 Arlequin, de l'allée du marché, de la rue Dodero.
- premières éditions de l'Urban Cross,
- participation des écoles de la Villeneuve aux championnats nationaux de scrabble et européens de jeu de go,
- Création de l'association Villeneuve 3^{ème} Age

2018

- Finalisation de la démolition du 160 Galerie de l'Arlequin, de la réhabilitation du 60 Ouest et des espaces publics entre le 40 et le 60
- une classe de CM2 lauréate du concours « Nous Autres » de la fondation Lilian Thuram,
- participation de la BatukaVI à l'animation du marathon de New York.

2019

- inauguration et mise en service du centre sportif Jean-Philippe MOTTE.
- réouverture du théâtre Prémol après 4 ans de fermeture
- inauguration de la maison du projet



essayent de les accompagner, comme avec les rencontres parents-enfants qui proposent des ateliers socio-éducatifs hebdomadaires³ ou les dispositifs de soutien à la scolarité. De plus, cet évitement scolaire s'accompagne d'une baisse des résultats du collège au brevet. L'obtention du label «*Cité Educative*» fin 2019 devrait permettre d'améliorer cette situation.

UN FORT SENTIMENT D'ABANDON AU VILLAGE OLYMPIQUE FACE AUX MULTIPLES RÉNOVATIONS DE LA VILLENEUVE :

les habitants du VO ont l'impression que tous les efforts sont concentrés sur la Villeneuve et déplorent une absence d'actions publiques et d'équipements sur leur sous-quartier et ce, malgré l'important programme de réhabilitation thermique des logements mis en place. D'après les professionnels, les habitants se disent certes satisfaits du maillage des structures Petite enfance mais le nombre très faible de projets d'aménagement est fortement critiqués face à l'importante rénovation urbaine réalisée à la Villeneuve. Les résultats des travaux de la Villeneuve ont été fortement appréciés et ont permis de désenclaver le quartier. Toutefois, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est questionnée suite au réaménagement devant le Forum. De même, «*les professionnels du Village Olympique interpellent sur les difficultés de circulation dans l'espace public rencontrées par les séniors*»².

DES TENSIONS QUI MENACENT L'ESPRIT VILLAGE DU QUARTIER :

le quartier est touché par

beaucoup d'incivilités et d'insalubrités. Certes, la vie dans le quartier est plutôt calme la journée mais elle se dégrade parfois le soir sur certaines zones. Les habitants expriment un fort sentiment d'insécurité lié aux formes architecturales anxiogènes (enclavement, coursives, passerelles), aux rodéos de scooters, aux jets de déchets par les fenêtres, aux incivilités dans les halls d'immeubles... Au Village Olympique, la médiation de nuit mise en place en 2015 a apaisé la vie dans le quartier.

UNE MIXITÉ FEMME-HOMME FAIBLE : certains espaces publics, et notamment les terrasses des cafés associatifs, sont principalement occupés par des hommes, surtout en soirée au Village olympique. La journée, les professionnels croisent des mamans avec leurs enfants dans le parc, mais très peu d'adolescentes ou de jeunes femmes. La séparation fille-garçon commence dès le collège, mais certaines activités sportives genrées s'ouvrent aux filles (exemple : football).

UN DIFFICILE ACCÈS À L'EMPLOI : le quartier accueille une population en grande précarité avec un taux de chômage très élevé. L'accès à l'emploi est compliqué pour les habitants et particulièrement pour les jeunes. Le niveau de qualification est globalement faible et les jeunes ne connaissent pas toujours les codes du marché du travail. Des dispositifs d'insertion et d'accompagnement, tels que la garantie Jeunes et la clause d'insertion RU, avaient été fortement appréciés.

UNE OFFRE DE SANTÉ FRAGILISÉE : les centres de santé sont fortement appréciés et fréquentés

³ «*Soutien à la parentalité*», Mars 2017

VILLENEUVE – VILLAGE OLYMPIQUE

par les habitants et par des personnes extérieures au quartier. Cette forte fréquentation et le départ de professionnels allongent grandement les délais de prise en charge.

ANALPHABÉTISME, BARRIÈRE DE LA LANGUE ET COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE

sont les principales raisons du non-recours aux droits. Certaines structures d'accompagnement, de plus en plus débordées, recentrent leurs activités. Des réorganisations des services sociaux ont pu rendre plus complexe l'accès aux services (SSPA, santé scolaire, SLS). Les habitants rencontrent des difficultés à avoir accès à un guichet

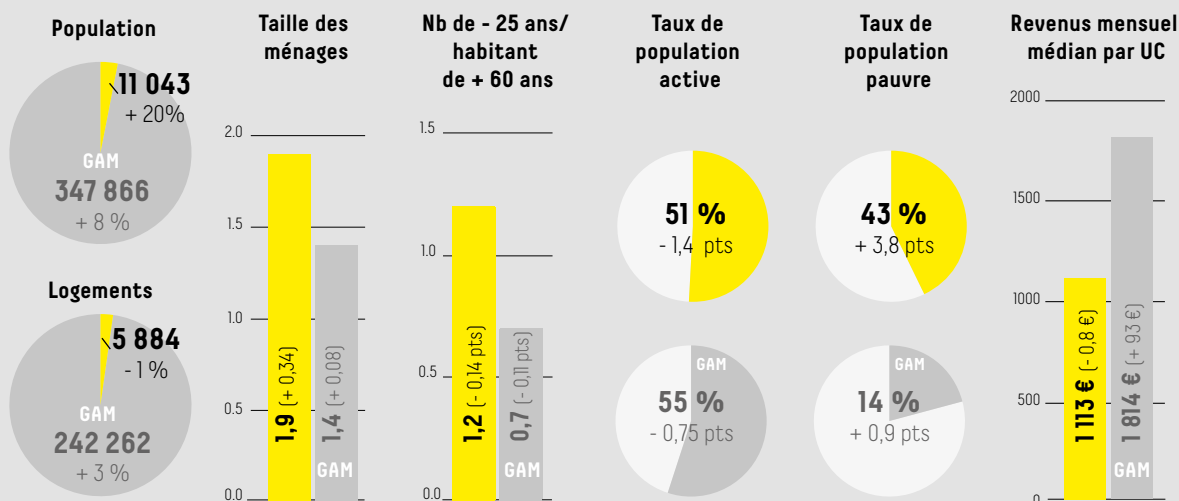
unique pour être accompagnés. Les trois maisons des habitants et le PIMMS travaillent à améliorer ce volet. « L'association Villeneuve troisième âge dispose d'un café social - Vill'Age - situé au cœur de la place des Géants. Ses objectifs sont de lutter contre l'isolement social, mais aussi d'accompagner les migrants retraités dans l'accès aux soins et dans leurs démarches administratives. »²

1. ATOUTS

- Une desserte de qualité du secteur par les transports en commun (tram et bus) et une connexion importante à la Métropole.
- Une prédominance d'espaces verts et de zones piétonnes en ville, une architecture de caractère.
- Une récente ouverture du parc Jean Verlhac qui augmente son attractivité en dehors du strict quartier de la Villeneuve (démolition du 50 et 160 Galerie de l'Arlequin)
- Des équipements culturels et des initiatives qui rayonnent à l'échelle de l'agglomération (Espace 600, Théâtre Prémol, BatukaVI...)

2. FAIBLESSES

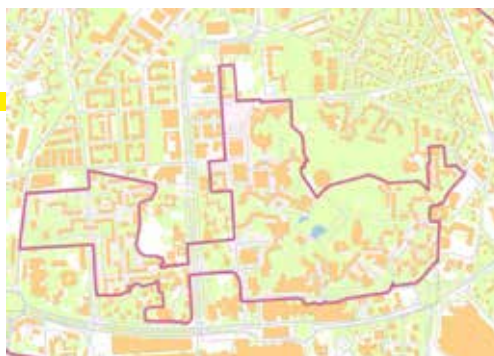
- Un quartier de résidence qui manque d'attractivité, un parc urbain encore trop fermé.
- Un urbanisme complexe et peu lisible, pouvant générer des difficultés d'usage et de gestion, impactant notamment la propreté et le sentiment de sécurité.
- Parc de logements peu adapté à l'évolution des besoins notamment vis-à-vis du vieillissement de la population (grands logements, souvent en duplex, montants des charges élevés)
- De nombreux LCR (locaux collectifs résidentiels) mais pas assez investis, une difficulté à faire bien vivre les zones communes
- Problématique forte de propreté avec des jets par les fenêtres, des dépôts sauvages d'encombrants



DE GRANDS LOGEMENTS ACCESSIBLES MAIS VÉTUSTES :

les loyers des logements sociaux du quartier font partie des plus faibles de la métropole. En plus des loyers accessibles, la grande taille des logements est fortement appréciée. Toutefois, les logements sont vétustes et mal isolés, principalement au Village Olympique, même si les travaux d'amélioration thermiques menés dans le cadre du Renouvellement Urbain ont permis des améliorations significatives. La question des mésusages des parties communes est dans certaines montées très problématique. Une certaine vacance immobilière s'installe dans tout le quartier et inquiète les propriétaires qui craignent de ne plus réussir à vendre. « L'adaptation des logements est délicate sur le quartier des Géants en raison des duplex et triplex ». ⁴

⁴ « Étude sur les besoins et problèmes des personnes âgées et de leurs aidants au sein des quartiers Politique de la Ville de Grenoble-Alpes Métropole », Juillet 2019



UN DÉCLIN DES COMMERCES ET DES SERVICES DE PROXIMITÉ

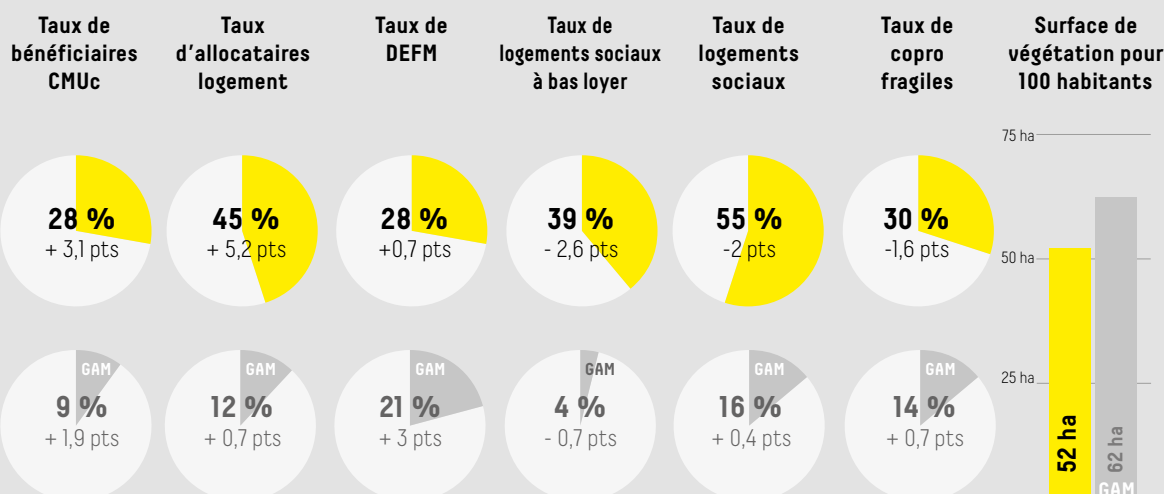
touche le quartier. Certes, de grandes surfaces sont accessibles à proximité du quartier, mais les habitants déplorent un manque de petits commerces et services du quotidien (boulangerie, supérette, tabac, DAB...). « L'association "bien vieillir à la Villeneuve" souligne que le manque de commerce de proximité est l'un des problèmes principaux pour les personnes âgées » ²

3. OPPORTUNITÉS

- Réhabilitations de logements en cours et réaménagement de nombreux espaces publics
- Mobilisation habitante et porteurs de projets dynamiques
- Secteur retenu dans le dispositif "cités éducatives"
- Implantation de nouveaux équipements publics en périphérie (Gymnase Jean-Philippe MOTTE, nouveau collège Lucie Aubrac en construction)

4. MENACES

- Taux de rotation important des locataires qui fragilise l'implication locale
- Bâties vieillissantes, problématiques de mise aux normes et de réglementation IGH
- Persistance de la précarité et cumul de difficultés économiques, sociales et familiales
- Mauvaise santé des commerces de proximité en cœur de quartier (programme de réhabilitation en cours)



VILLAGE SUD

UN RENOUVELLEMENT URBAIN CONTRAIGNANT MAIS UTILE :

les travaux ont certes obligé les habitants à adapter leurs habitudes de vie et leurs déplacements, mais ceux-ci ont été fortement appréciés. Entre 2017 et 2019, le taux de satisfaction a fortement augmenté vis-à-vis de la propreté (+23 pts), de la sécurité (+7 pts) et de l'équipement (+16 pts). L'ouverture de nouvelles structures (crèches, centre de santé, terrain multisport, Maison des habitants [MDH]...) a transformé le quartier et a permis de créer

du lien social entre les habitants et avec les professionnels. L'image du quartier a ainsi évolué pour les habitants, mais aussi pour les personnes extérieures, ce qui a rendu plus attractif le quartier. Les demandes de logements à Village Sud ont augmenté et à termes pourraient permettre de réduire le taux de vacances encore élevé. De plus, le quartier accueille de nouveaux publics : des jeunes en réinsertion sociale et des migrants primo-arrivants, attirés notamment par les loyers bas.

CALENDRIERS ET ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

2016

- Jardins partagés

2017

- inauguration Espace Jacques Prévert
- Transformation des centres sociaux en maison des habitants-es
- Blocage de chantiers

2018

- Pôle multi accueil Les Lucioles
- Création d'une épicerie sociale et solidaire

2019

- Extension du terminus du tram A jusqu'à Pont de Claix
- Rénovation des façades bâtiments SDH
- Centre de Santé communautaire (Village 2 Santé)
- Nouvelles aires de jeux
- Prix Fondation Transdev pour le Village 2 Santé

2020

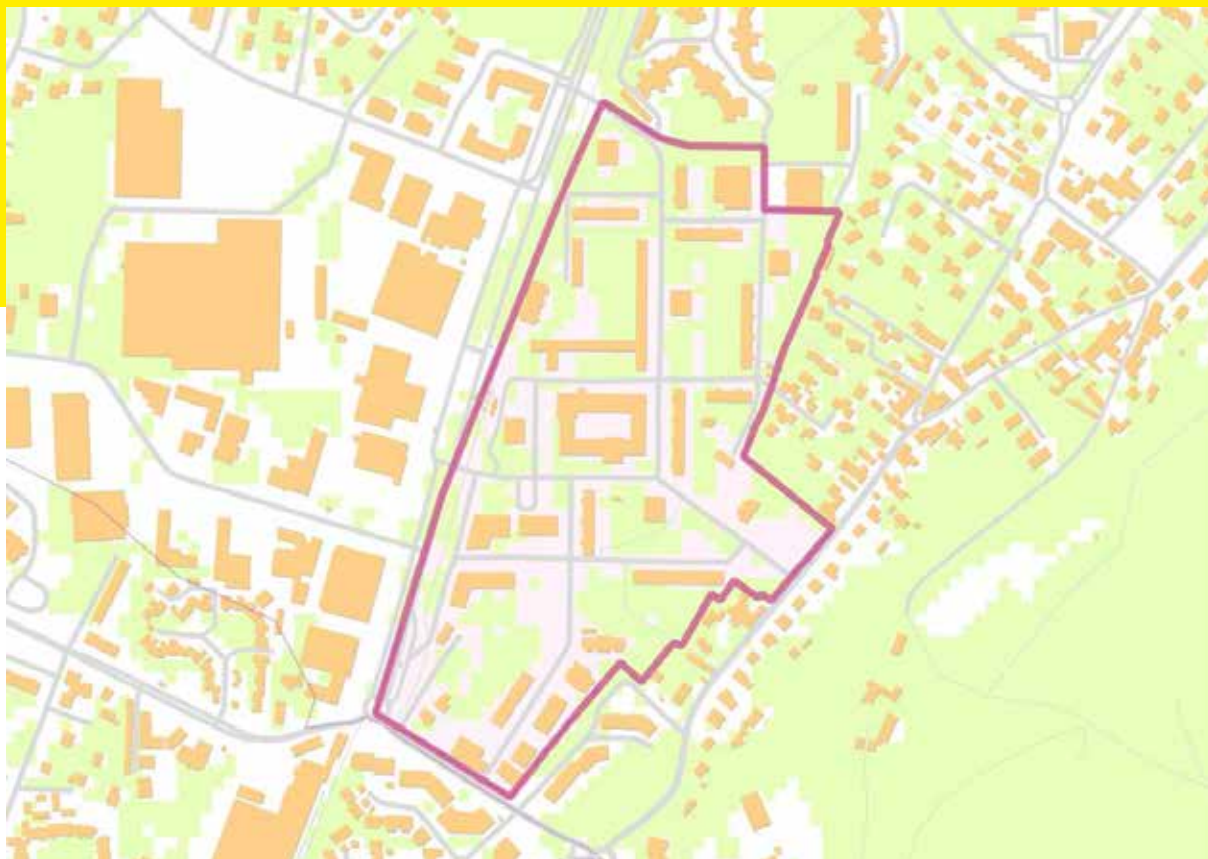
- travaux d'aménagement de la placette Denis Papin et la signalétique
- Mise en place d'une fontaine

L'ESPACE PRÉVERT, UN PÔLE MUTUALISÉ BIEN IDENTIFIÉ :

en 2017, un nouvel espace est créé afin de centraliser l'offre de service public sur le quartier. La structure est reconnue comme un lieu de rencontres privilégié entre les habitants. De plus, l'installation du service Jeunesse Insertion Prévention au sein de la MDH a facilité la collaboration entre les acteurs sociaux et a ainsi permis une meilleure transversalité des réponses aux problématiques du quartier.

UNE SOLIDARITÉ FORTE, MAIS RESTREINTE AU CERCLE FAMILIAL :

l'entraide est très présente au sein des familles, avec parfois plusieurs générations résidentes sur le quartier. L'interconnaissance alimente la solidarité. Ce système d'entraide a facilité l'accompagnement des familles monoparentales pouvant compter sur leur entourage. Toutefois, de nombreuses personnes restent étrangères à ces cercles sociaux, et notamment des personnes âgées isolées. Le manque d'entraide entre voisins est questionné par les professionnels, d'autant plus avec l'arrivée de nouvelles populations. Néanmoins le projet d'épicerie solidaire mobilise de nombreux bénévoles et crée de nouvelles solidarités à l'échelle du quartier



UNE VIE ASSOCIATIVE FORTE MAIS EN VOIE D'ESOUFFLEMENT : la vie associative est traditionnellement importante sur le quartier. Toutefois, il est possible de sentir un essoufflement de la part des bénévoles les plus anciens. Une nouvelle génération a émergé autour du conseil citoyen, qui a enrichi les associations historiques et créé de nouvelles associations.

DES FEMMES MOBILISÉES ET DE PLUS EN PLUS PRÉSENTES DANS L'ESPACE PUBLIC : les femmes sont majoritaires dans les associations, mais sont encore peu représentées dans les instances de quartier. De même, une croissance de la présence des femmes dans l'espace public est constatée, même si l'occupation masculine reste importante. Cette mixité est encouragée par les actions de certaines associations comme les activités proposées par l'association Vie et Partage autour de la culture, des loisirs et de l'insertion professionnelle. Leur entrée par le futsal a permis de libérer les pré-adolescentes de certains stéréotypes de pratiques sportives. Parallèlement, il est observé une plus grande implication des pères dans les activités et pour les démarches d'accès aux droits.

LE DÉPLOIEMENT D'UN ACCOMPAGNEMENT NUMÉRIQUE : proposant dans un premier temps un accès au matériel, la MDH a fait évoluer son offre pour également proposer un accompagnement et des temps dédiés au numérique. Ces dispositifs ont permis de faciliter l'accès aux droits, de lutter contre l'illectronisme et d'accompagner des publics en grande précarité. Néanmoins, des problématiques de confidentialité et de spécificité du métier de médiateur numérique sont évoquées par les professionnels. De plus, certains publics restent encore très isolés, comme les personnes âgées.

UN TRAFIC DE DROGUES MOBILE : les différentes actions de renouvellement urbain (pied de tour, ouverture de l'espace J. Prévert, aménagement de l'espace public) ont permis de réduire la présence du deal. Cependant, certains points de deal se sont simplement déplacés dans le quartier. De façon générale, les habitants sont satisfaits de vivre dans le quartier et ne ressentent pas d'insécurité au quotidien.

UN CENTRE DE SANTÉ ATTENDU ET FORTEMENT INVESTI : L'implantation du centre de santé communautaire apporte une réponse à la carence de professionnels de santé. En plus d'être bien identifié et investi

VILLAGE SUD

dès son ouverture, il s'inscrit dans un espace public bien approprié par les habitants. Il a permis un accompagnement médico-social des habitants mais aussi une amélioration du partenariat entre les institutions.

L'ÉDUCATION, UNE PRIORITÉ POUR LES FAMILLES : l'école et la réussite scolaire sont considérées comme le seul moyen d'avancement social. Il s'agit d'un réel sujet de mobilisation des parents et des familles. L'image des établissements scolaires s'améliore : entre 2017 et 2018, il est observé une augmentation de 20 % des personnes ayant une très bonne image des écoles, la plus élevée parmi l'ensemble des QPV de la métropole. Toutefois, le taux de décrochage scolaire reste encore fort dans le quartier, avec un risque majeur de recrutement de ces jeunes dans les circuits de deal. Les professionnels alertent d'ailleurs sur l'âge de plus en plus précoce des guetteurs et l'instrumentalisation des jeunes par les dealers.

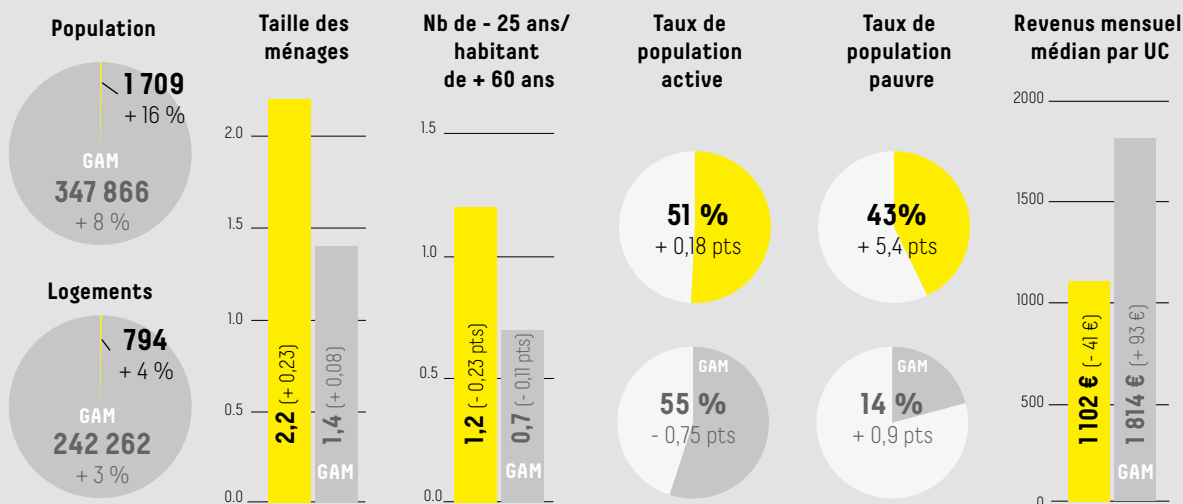
UNE RECHERCHE D'EMPLOI COMPLEXE, FACE À UN ATTRAIT DU TRAFIC : le taux de chômage est très élevé dans le quartier et, le niveau de formation étant bas, l'insertion professionnelle des chômeurs et des jeunes est difficile. L'économie parallèle revêt de réels attraits pour certains habitants en difficulté. Même si la rénovation urbaine a entraîné l'installation de nouvelles activités, notamment dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, cela a eu peu d'impacts sur les habitants, que ce soit en termes d'offre d'emplois ou de services du quotidien. Ces commerces se sont principalement regroupés le long de la ligne de tram et attirent un public extérieur au quartier. L'offre commerciale est aujourd'hui insuffisante pour les habitants du quartier.

1. ATOUTS

- QPV en fin de rénovation urbaine
- De nouveaux équipements de proximité
- Forte participation habitante
- Bien desservi en transport par le tram A

2. FAIBLESSES

- Précarité importante de la population
- Intégration des nouveaux habitants-es dans la vie sociale du quartier



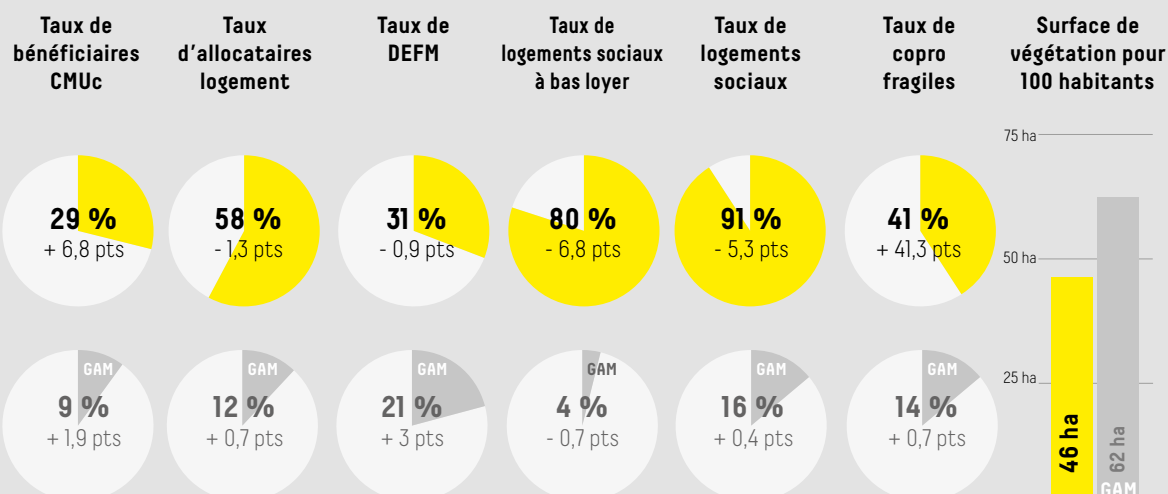


3. OPPORTUNITÉS

- Dynamique de travail entre acteurs qui se consolide
- Prolongation du tram A vers Pont de Claix
- Dynamique ESS en bordure du QPV (Artis)

4. MENACES

- Trafic important qui se déplace régulièrement
- Sentiment d'insécurité assez marqué



Partie 3

Tendances et enjeux récents

3.1 UNE POPULATION PAUVRE ENCORE PLUS FRAGILE

> CRISE DU COVID 19

Outre les questions sanitaires qui ont relativement peu touché la population dans notre territoire, l'impact socioéconomique du confinement entraîne une forte augmentation du chômage (+26 %), en particulier des jeunes. Le retour à une meilleure conjoncture va prendre du temps. Au cours du confinement, le premier des constats fut la difficulté à se nourrir pour nombre de familles très vite mises en difficulté par la fermeture de cantine scolaire, par l'impossibilité d'avoir des missions d'intérim, des heures de services à la personne... Cela a montré de manière flagrante la forte précarité des habitants des QPV. La crise économique entraînée par le confinement va probablement aggraver la situation.

> PUBLICS EN CUMUL DE VULNÉRABILITÉS

Les jeunes restent, en grande difficulté d'insertion professionnelle et la crise sanitaire aggrave leur situation. Les actions de formation, d'accompagnement à l'emploi, d'aller vers sont à renforcer et à réinventer. La cité éducative (Grenoble/Échirolles), le 1 % insertion en lien avec le PNRU, les chantiers éducatifs sont des outils et des dispositifs dont la finalité est de renouveler les approches.

Les personnes âgées : de la même manière que dans la population française globale, la population des QPV de l'agglomération vieillit aussi. Des problématiques spécifiques se posent à cette partie de la population : accès aux soins et aux services, pauvreté, logements non adaptés, aidants précaires... Comment accompagner ces publics ? Deux études ont été faites par la Métropole. Elles montrent les limites d'une approche non différenciée des personnes âgées par le Département et les CCAS (non prise en compte des QPV). Selon les territoires, les classes sociales, les origines, les besoins des personnes âgées sont différents. Il faut aussi réfléchir à l'accompagnement des aidants de ces personnes âgées qui souffrent d'épuisement (en France 1/3 des aidants meurent avant la personne âgée).

> INSERTION PROFESSIONNELLE

L'accès à l'emploi reste une problématique importante pour les populations des quartiers prioritaires et la période post COVID 19 va encore plus raréfier les perspectives d'emploi pour ces populations et plus particulièrement pour les jeunes. L'enjeu déjà présent l'est encore plus.

De fortes attentes sont exprimées par la population, accompagnées parfois de violences et de pression mise sur les acteurs de proximités, les entreprises intervenantes dans le cadre du PNRU. Cela nécessite des interventions adaptées, des modalités repensées d'accompagnement, de formation, de recrutement. Le 1 % insertion mis en place dans le cadre du NPNRU, les équipes territoriales emploi déployées, le projet de territoire zéro chômeurs, sont autant d'outils qui proposent des alternatives aux habitants.

Atelier jardins partagés



3.2. DES CADRES DE VIE EN TRANSITION

> ATTRACTIVITÉ

Plusieurs QPV ont et font l'objet d'interventions lourdes de renouvellement urbain. Ces interventions produisent des effets généralement positifs mesurés par des enquêtes auprès des habitants et par le constat d'arrivées de nouveaux habitants. Un enjeu constant est la capacité à gérer l'environnement urbain de ces quartiers renouvelés. La gestion urbaine de proximité permet de maintenir les bénéfices des changements opérés et de travailler avec les habitants sur les usages des espaces publics.

Les habitants ont des lectures fines de leur environnement. Être en périphérie du quartier, être proche d'un point de deal, être proche d'espace vert... Il y a un enjeu à développer des lectures techniques et politiques prenant en compte cette finesse du vécu des habitants. L'EVQH a bien fait ressortir des taux de satisfaction importants des habitants par rapport à leur quartier.

> TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les enjeux de transition écologique concernent aussi les populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville. La prise en compte de leurs difficultés spécifiques face à la transition est un enjeu inscrit dans le protocole d'engagement renforcé réciproque signé en 2018 avec l'État et les partenaires du contrat de ville. En effet, les coûts nouveaux, les évolutions des pratiques que ce soit pour le tri des déchets ou pour le chauffage, les connaissances nécessaires à une bonne implication dans les attendus de la transition peuvent représenter des freins pour ces populations. Cela nécessite des actions et des accompagnements spécifiques. Le Plan Climat Air Énergie de la Métropole intègre une partie dédiée à cela.

3.3. UNE ACTION SOCIALE À ADAPTER

> UNE OBSERVATION DES BESOINS SOCIAUX À PARTAGER D'AVANTAGE

Des études et des diagnostics sur les besoins sociaux des habitants sont menés par différents acteurs et institutions. Ils sont insuffisamment partagés. Cela génère parfois des difficultés à repérer et identifier les personnes et les familles en difficultés, les territoires concentrant ces difficultés. Les QPV ont été définis par l'État sur un critère de revenus. Les données socioéconomiques montrent qu'ils restent des territoires dont les habitants sont en grande difficulté. Il est nécessaire malgré tout de pouvoir identifier les territoires qui ont une évolution négative et pourraient intégrer à terme la géographie prioritaire. Des actions peuvent être orientées vers ces territoires à titre préventif.

L'observation des territoires et de leurs évolutions mise en place dans le cadre du contrat de ville doit se poursuivre et s'articuler avec les démarches menées par les partenaires. Avec l'ensemble de ces connaissances, l'action sociale peut être adaptée aux besoins.

> RÉUSSITE ÉDUCATIVE

L'éducation, la réussite éducative sont centrales depuis longtemps dans la stratégie d'action de la politique de la ville. Elles sont sans cesse à réinventer et à adapter. Les programmes de réussite éducative ont montré leur efficacité de par la mobilisation d'équipes pluridisciplinaires, d'un suivi de proximité, d'un traitement global de la situation de l'enfant et de sa famille.

La Métropole porte avec les communes et l'État un programme de réussite éducative (PRE) pour les 2-16 ans dans les quartiers en politique de la ville. Elle a aussi mis en place avec les communes, dans des territoires plus vastes, un dispositif de réussite éducative pour les 16-18 ans. Enfin, elle soutient des actions de parentalité mise en œuvre dans des centres sociaux et des associations.

Ces actions méritent d'être renforcées en partenariat avec l'Éducation Nationale, la CAF et les communes. Cela pourrait notamment porter sur : actions parentalité, modalités d'accueil du jeune enfant, accompagnement renforcé type PRE à élargir à des territoires hors quartiers prioritaires de la politique de la ville comme c'est déjà en partie le cas (Domène, Gières, Eybens).

> PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

La Métropole porte la compétence prévention spécialisée depuis janvier 2017 en lieu et place du Département de l'Isère. Elle s'inscrit pleinement en articulation avec le Département dans le champ de la protection de l'enfance, de l'Éducation Nationale, des services sociaux des CCAS et de prévention de la délinquance des communes. Du fait de son expérience et de son approche de terrain, en particulier par l'aller vers les populations, la prévention spécialisée est un acteur clef pour le renouvellement des approches sociales pour « *mieux accompagner les parcours de vie* ». Il s'agit de travailler à partir de besoins repérés avec les jeunes et les familles, en partenariat avec l'ensemble des intervenants et des ressources présentes sur les territoires prioritaires de la politique de la ville.

Des comités territoriaux de la prévention spécialisée ont été mis en place en 2018. Régulièrement réunis par quartier, ils permettent aux acteurs concernés par la jeunesse d'échanger sur les problématiques spécifiques à chacun des territoires : ici la prégnance de la violence d'un groupe de jeunes filles, là la difficulté à travailler avec les jeunes attirés par le trafic de stupéfiants, ou encore la prostitution par internet... Pour les questions du décrochage scolaire, du fait de phobie scolaire, de harcèlement, de difficulté à maîtriser sa violence les éducateurs spécialisés peuvent mobiliser le dispositif de réussite éducative 16-18 ans. Réussite éducative et prévention spécialisée sont deux dimensions liées l'une à l'autre.

> SPORT ET CULTURE

Les actions sportives ont évolué ces deux dernières années. De plus en plus d'actions cherchent à attirer de nouveaux publics, à faire une part au public féminin, à travailler la dimension santé bien être. Les actions sportives permettent de travailler avec les jeunes et adultes des questions de respect des règles, du collectif, de l'engagement... Plus qu'un sujet de performance, des associations ont approfondi ces dimensions du vivre ensemble et des valeurs.

La culture et les pratiques culturelles sont à considérer comme éléments du développement social et éducatif. L'ouverture au monde, la capacité de réflexion, la prise de parole, l'expression sont autant de compétences qui peuvent être développées à partir de la culture et des pratiques culturelles. L'enjeu est de faciliter l'accès à la culture pour tous, organiser des événements collectifs populaires, vecteurs essentiels de résilience sociétale. Une charte de coopération culturelle est en cours de finalisation. Elle permet de s'appuyer sur les équipements et les événements d'envergure dans le territoire. Dans ce cadre des formes et des temps sont proposés aux quartiers populaires par ces acteurs culturels.



Inauguration des nouveaux
locaux de la maison pour
l'égalité femmes-hommes, 2019

> DISCRIMINATION ET ÉGALITÉ

Racisme, discrimination liée à l'origine, discrimination liée au genre... La population des quartiers politique de la ville est particulièrement victime de nombre de discriminations. Pourtant elle reste peu présente dans les procédures judiciaires menées contre les auteurs. Les acteurs constatent un manque d'information et de sensibilisation à la possibilité de faire valoir ses droits.

Le réseau « *partenaires égalité* » mis en place par la Métropole dans le but d'agir contre les discriminations, de faire émerger la parole des citoyens, de communiquer sur l'égalité, la diversité, la citoyenneté, d'engager des démarches internes s'est développé ces deux dernières années. Il constitue un outil original au niveau national et reste à consolider pour répondre aux aspirations exprimées à plus de justice, plus d'égalité de traitement, de respect de chacun dans sa citoyenneté.

L'égalité entre les femmes et les hommes est autant un sujet pour la population des quartiers prioritaires que dans le reste de la société française. Le changement de fond dans les relations entre les femmes et les hommes s'opère avant tout par l'éducation et la sensibilisation. Le centre ressource Maison de l'égalité femmes hommes situé dans le QPV Essarts — Surieux est l'outil pour mener ces actions éducatives et de sensibilisation des acteurs. La tendance nouvelle est l'attention portée à ces sujets dans l'actualité. Cela représente une opportunité d'action.

> USAGES DU NUMÉRIQUE

La crise sanitaire a mis en évidence la fracture numérique en termes d'équipement, mais aussi des usages éducatifs, de travail à distance, de relations avec les institutions. Le travail fait autour de l'usage du numérique ces trois dernières années, avec les partenaires institutionnels comme la CAF, la CPAM, Pôle emploi... mais aussi les communes et les associations a permis d'identifier le besoin croissant d'aide et d'accompagnement pour les habitants les plus précaires afin d'aider à leur accès aux droits, à leur insertion sociale et professionnelle.

Un centre ressource a été préfiguré par la Métropole avec ses partenaires associatifs et institutionnels. L'enjeu est maintenant de le concrétiser dans l'objectif de répondre aux problématiques posées par les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, mais également de toute la population en rupture de compétence numérique.

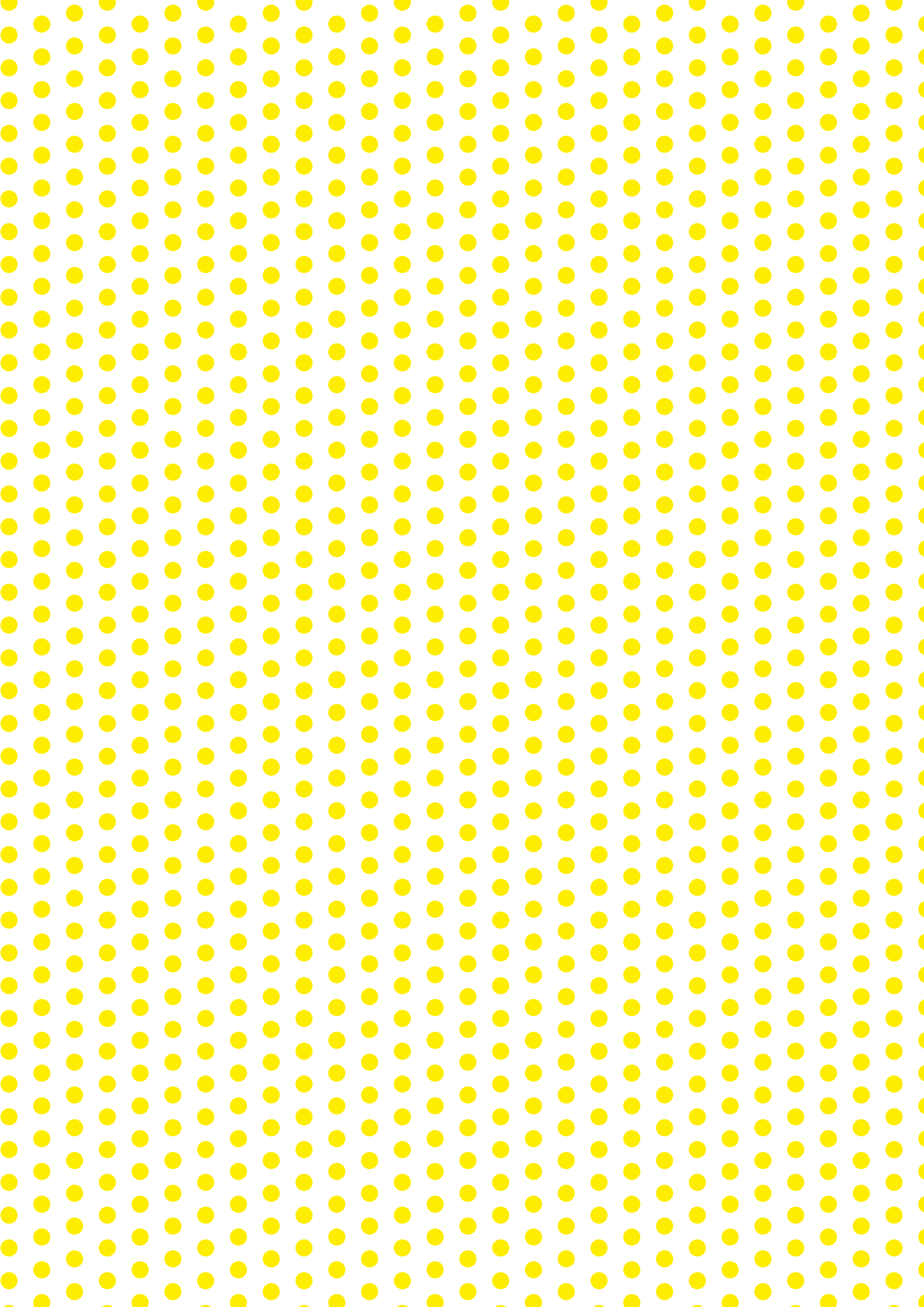
3.4. TRANQUILITÉ PUBLIQUE

> LE CONTEXTE DE TRAFIC DE DROGUES

Les focus groups annuels réalisés avec les professionnels des quartiers ainsi que les temps de suivi par territoire de la prévention spécialisée ont permis de mettre à jour le malaise et les difficultés des professionnels de travailler dans des quartiers fortement impactés par le trafic de drogue. Cela ne concerne pas tous les QPV à un même degré. Une expérimentation de formation action a été lancée avec la ville de Grenoble à Mistral Lys Rouge Camine et Alma — Très Cloîtres — Chenoise. Aborder ce sujet sous cet angle a pour finalité de travailler les pratiques professionnelles dans ce type de contexte. Personne n'apprend son métier d'éducateurs, d'animateurs, de gestionnaires en se projetant dans un contexte de trafic de drogue. L'apprentissage collectif, partagé a donc un réel intérêt.

> SÉCURITÉ

La sécurité est un des points négatifs avancés régulièrement dans les enquêtes faites auprès des habitants. Le sentiment d'insécurité varie d'un quartier à un autre. L'intensité n'est pas égale. Elle est notamment plus faible dans les quartiers plus petits, à l'exception de Mistral et d'Alma — Très Cloîtres — Chenoise. Les problématiques d'incivilités, d'occupation des espaces collectifs restent une réalité quotidienne pour une part des immeubles des QPV, sachant que les lieux de ces actes changent régulièrement. Les réponses apportées ont évolué ces dernières années. À la médiation est venu s'ajouter d'une part les dispositifs de l'État avec la mobilisation des forces de l'ordre sur des périmètres précis, d'autre part la surveillance mise en place par les bailleurs sociaux, des sécurisations physiques par l'aménagement des locaux et des espaces collectifs. Là aussi les pratiques et les responsabilités des uns et des autres évoluent. Les événements récents ont montré l'importance cruciale de la coordination des acteurs (de la propreté urbaine aux forces de l'ordre) et toutes les actions contribuant à la prévention de la délinquance.



Pour en savoir +

GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE

Bâtiment "Le Forum"
3 rue Malakoff - CS 50053
38031 Grenoble Cedex
04 76 59 59 59

grenoblealpesmetropole.fr

Septembre 2020
Conception Grenoble-Alpes Métropole
Réalisation Clics eirl

Document réalisé avec l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG).

